

مركز من الامم

Le Monde

étranger

ASIE

LA GUERRE AU CAMBODGE ET LE SORT DES RÉFUGIÉS

La résistance au régime de Phnom-Penh est très divisée

Concentrée essentiellement le long de la frontière thaïlandaise, la résistance cambodgienne au régime de Phnom-Penh est très divisée. Si l'on met de côté les Khmers rouges — la force la plus nombreuse et la mieux organisée — on compte plusieurs mouvements nationalistes et nombre de groupuscules n'ayant parfois que quelques dizaines d'hommes sous les armes. Le Mouvement national du Kampuchéa de M. Kong Sileah, le Mouvement de libération nationale de M. In Sakha, le « gouvernement » (ou « front » ou « parti nationaliste ») du soi-disant prince Norodom Souravong (1), et surtout le Front national de libération nationale du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de l'ancien premier ministre du prince Sihanouk, M. Son Sann. Une résistance inorganisée se poursuivait dans plusieurs provinces.

M. Son Sann, qui est resté longtemps dans l'ombre avant d'annoncer publiquement la création du Front le 9 octobre, représente la force la plus crédible parmi les nationalistes khmers. Il dispose d'unités militaires regroupant au moins cinq anciens mouvements de résistance dans des Forces armées nationales de libération du peuple khmer (F.A.N.L.P.K.) commandées par le général Dien Del, l'un des rares officiers compétents du régime Lon Nol et selon ses propres termes, « le moins sale ». Ses quelques milliers de soldats et de maquisards, qui opèrent dans une douzaine de provinces, ont un équipement d'origine américaine et chinoise.

M. Son Sann est sans doute l'une des personnalités khmères les moins contestées. Il est resté à l'écart de la vie politique au cours des dernières années du régime Sihanouk et lorsque le maréchal Lon Nol était au pouvoir. Il a pour adjoint M. Chhean Yam, lui aussi ancien dirigeant du parti démocrate et premier ministre en 1948, qui est resté au Cambodge pendant la période khmère rouge. Ce dernier a pour

épouse la sœur de M. Tholom Thleum, ministre de la santé de M. Pol Pot. Ce qui n'empêche pas le F.N.L.P.K. de s'opposer à la fois aux « barbares » khmers rouges et aux envahisseurs vietnamiens.

Beaucoup plus réalistes que le « prince » Souravong — qui déclarait récemment que si on lui fournissait les armes il pourrait prendre Phnom-Penh « en deux mois » — les partisans de M. Son Sann savent que, en dépit de l'assistance qu'ils pourraient recevoir de Pékin ou de Washington, ils n'ont guère de chances de battre l'armée vietnamienne. C'est ce que nous a confirmé l'un des dirigeants militaires du Front, rencontré à Bangkok : « Nous recherchons avant tout une solution politique ; nos forces armées sont encore faibles », il a ajouté : « Nous ne sommes pas anticomunistes, nous sommes des nationalistes non communistes ». Nous refusons l'union avec les Khmers rouges. Mais, militairement, nous combattons le même ennemi nord-vietnamien ».

Les longues tergiversations du prince Sihanouk depuis le début de l'année sont responsables de cette division des forces nationalistes. La Confédération des Khmers nationalistes, qu'il a fondée le 9 octobre à Phnom-Penh et dont il est le président, est à peine des limbes et ne dispose pas encore de structures politiques ou militaires. Elle n'a pas pour le moment réussi à rassembler les différentes organisations de résistance non communistes, nées à un moment où le prince — qui croyait pouvoir négocier avec Hanoi — s'opposait à la lutte armée. Pourtant, seule une union de ces forces dispersées ou encore faibles pourrait leur donner une crédibilité internationale et une importance stratégique. Mais les divergences politiques et les rivalités personnelles rendent cette union délicate. Un certain nombre de responsables cambodgiens éprouvent toujours de la méfiance à l'égard de l'ancien chef d'Etat ; de plus, les premiers Khmers rouges ont combattu pendant des années le régime sihanoukiste.

Mme CARTER A VISITÉ UN CAMP EN THAÏLANDE

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Sakao. — Sous le regard indifférent de milliers de Khmers rouges émancipés et de leurs cadres vigilants, Mme Carter, s'est penchée vendredi 9 novembre sur la visite de Mme Rosalyn Carter, venue d'annoncer de Washington pour honorer de sa présence le plus grand spectacle politico-humanitaire du moment. Escortée par un aéroplane de personnalités civiles et militaires thaïlandaises et américaines, protégée par une muraille de soldats en armes et « mitrillée » par les objectifs d'une bonne centaine de journalistes assoiffés de sensationnel moribide, la première dame des Etats-Unis, tout au long d'un parcours soigneusement établi de tentes, orphelins et de palliots-hôpitaux, a inlassablement répété, une heure durant, les gestes attendus en pareilles circonstances : prenant un enfant squelettique dans ses bras, le représentant. « Pour le phnom, rendez le bébé », tapant la tête fébrile, serrant affectueusement une main décharnée. Puis elle est repartie, comme elle était venue, dans la poussière du cortège officiel et sous les applaudissements d'un petit comité d'accueil khmer rouge aux autres.

Reste que, depuis trois semaines, la politique d'accueil des Thaïlandais et une bonne part des efforts humanitaires ont essentiellement bénéficié aux Khmers rouges, que l'on paraît vouloir « repêcher » pour alimenter et faire durer le conflit. Reste que les quelques trois cent mille civils agglutinés le long de la frontière et qui, eux, ont fui à la fois la famine, les Vietnamiens et les Khmers rouges. — R.-P. P.

PATRICE DE BEER.

(1) Cette personne, qui se présente comme « le docteur prince » Norodom Souravong, s'appellerait en réalité nous l'a-t-on dit de source bien informée à Bangkok et à Paris, André Oukhol.

● La Chambre des représentants des Etats-Unis a approuvé vendredi 9 novembre, un projet de loi accordant 60 millions de dollars de crédits de développement pour le financement du programme spécial d'aide au Cambodge décidé récemment par le président Carter.

● La chapelle Saint-Bernard, de la gare Montparnasse (entrées à gauche de la façade) est le lieu, de 17 h. 30 à 19 heures, jusqu'au 11 novembre inclus, d'une rencontre avec des Cambodgiens : le groupe avait faim, de Paris, avec la collaboration de divers mouvements, y compris un jeune auquel chacun peut se joindre, accompagné d'un temps de réflexion et d'information sur les actions possibles. A 18 h. 15, suivent une célébration et une prière cambodgiennes. Chacun peut se joindre à cette rencontre et participer au geste, modeste mais concret, d'avoir faim : se priver d'un repas et en faire parvenir le montant, l'une des nombreuses manifestations d'aide à ce peuple, qui fait arracher au génocide (liste à disposition à l'entrée de la chapelle).

Le dimanche 11, à 14 h. 30, dans la tour Eiffel, manifestation silencieuse de Cambodgiens.

● L'Association générale des Khmers à l'étranger organise le dimanche 11 novembre, à Paris, un meeting « pour la survie du peuple cambodgien », qui aura lieu de 14 heures, salle Martin-Luther-King, 32, rue Olivier-Luthier (14^e).

CHEZ LES « KHMERS LIBRES »

Ils fuient, en longues colonnes, la famine et l'occupant vietnamien

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Sra-Srang (Cambodge). — Fuyant la famine et l'occupation vietnamienne, des milliers de paysans cambodgiens continuent à arriver quotidiennement à la frontière thaïlandaise, au nord de la ville d'Arany-Prathot. Contrairement aux régions forestières dépeuplées qui restent sous contrôle des Khmers rouges, à une trentaine de kilomètres au sud de cette localité, ces secteurs nord sont placés sous le contrôle plus ou moins effectif de divers mouvements de résistance anticomunistes, désignés sous l'appellation générale de Khmers Libres (Khmers libres). Les nouveaux arrivants viennent essentiellement de l'Ouest cambodgien, de la région de Battambang, réputée la plus riche du pays. Certains arrivent de bien plus loin, dans l'espoir de trouver ici une subsistance qui continue à leur totalement défaut dans leurs villages, en dépit des opérations internationales de secours, socialistes et occidentales, destinées au régime de Phnom-Penh.

Après avoir évité les contrôles vietnamiens, ils arrivent soit à pied en longues colonnes misérables, soit sur des charrettes à bœufs où s'entassent les familles et leurs maigres possessions. Ils vont, guidés par le fils de leur parcours, par des résistants ou des contrebandiers, grossir les abîmes de fixation frontalière contrôlés par avant de groupes de Khmers Libres, qui s'efforcent de bénéficier du soutien spontané de ces masses et des facilités de recrutement militaire qu'elles offrent. Il reste cependant difficile à l'observateur de passage de déterminer la part d'adhésion volontaire, celle du hasard, celle de la contrainte et, surtout, celle de l'apport des distributions alimentaires.

Par ces temps de famine, pour tous les protagonistes du drame et pour leurs fournisseurs, l'arme du riz est évidemment le moyen de contrôle absolu. Pour une masse estimée par les organisations internationales à quelque cent cinquante mille personnes, « de part et d'autre de la frontière », les distributions par l'armée thaïlandaise de vivres fournis, ici comme à Phnom-Penh, par le C.I.C.R. et l'UNICEF, restent parcimonieuses, irrégulières et peu équitables selon les camps. Les militaires siamois, nous ont affirmé des dirigeants de la résistance, paraissent peu enclins à privilégier ceux qui voudraient

se passer de leurs conseils et de leur contrôle. L'aide médicale est réduite au minimum, le personnel étranger ne s'investit que dans les tâches d'hygiène — rouille et choléra — sont élevés. A paroxysme : ces populations civiles, qui, dans un premier temps, ont échappé aux Khmers rouges et sur le sort desquelles la communauté internationale s'est justement employée de 1975 à 1979, sont loin de bénéficier du traitement de faveur appliqué aujourd'hui à leurs bourreaux d'hier. Dans le camp de Sakao, véritable « show » de l'aide internationale, le C.I.C.R. refuse équipements et médicaments qui attendent à Bangkok d'être une affectation. De surcroît, la confusion soigneusement entretenue au sujet d'un tracé frontalier imprécis — il est l'objet de litiges anciens entre Bangkok et Phnom-Penh — dessert les non-Khmers rouges, qui peuvent être à volonté considérés comme étant en Thaïlande ou au Cambodge.

L'arme de la faim

En ce qui concerne un éventuel transfert des civils dans des camps à l'intérieur du territoire thaïlandais, les dirigeants khmers s'en montrent réticents : ils perdraient de même leur base populaire et les distributions d'aide internationale. Mais cette solution s'imposera peut-être à des Vietnamiens, qui déploient leurs troupes pour tenter de sceller hermétiquement la frontière, augmentent leur pression et continuent les tirs d'artillerie sporadiques aux abords de ces camps.

A Sra-Srang, au « camp 511 », où nous étions dernièrement, la population approche les cinquante mille. « Ces derniers jours, il en est arrivé quotidiennement plusieurs milliers », affirme le commandant Kong Sileah, responsable du Molina (Mouvement de libération nationale du Kampuchéa). Au nord, le « camp 007 » compte plus de cent trente mille âmes ; au sud, le « camp 240 », commandé par un imposteur mégalomane qui se fait passer — en dépit des démentis répétés du prince Sihanouk — pour un prince de sang royal, abrite quatre-vingt mille fugitifs. Heureusement, un maréchal noir florissant pour des milliers de villageois et des commerçants frontaliers thaïlandais — et pour les autorités mil-

itaires et policières qui prélèvent des « taxes » — pallie l'insuffisance de l'aide internationale. Selon les nouveaux arrivants de la province de Battambang, « les Vietnamiens empêchent la moisson individuelle des rizières de riz, dans certains endroits, » confisque les faucilles et fait garder les rizières ».

Selon M. Sileah, il s'agit d'une mesure collectiviste ayant pour but d'empêcher que les récoltes n'aillent alimenter les divers groupes de résistance. « Les Vietnamiens, ajoute-t-il, avancent et occupent peu à peu les zones que nous contrôlions. Ils s'assurent des récoltes, des approvisionnements et des points d'eau pour nous obliger à nous rabattre vers la frontière thaïlandaise avec les populations qui nous soutiennent. Pour éviter que nous soyons comme des poissons dans l'eau, ils enlèvent l'eau à la population, comme les Américains au Vietnam. Dans certains villages, nous pourrions balayer les postes vietnamiens ; mais la population nous supplie de ne pas le faire si nous ne pouvons pas les protéger ensuite, par crainte des représailles. Nous sommes encore trop faibles et trop peu organisés pour le faire ».

Seuls, semble-t-il, les civils et ceux qui se sont agglutinés autour des villes depuis janvier ont obtenu dernièrement des distributions alimentaires, essentiellement du blé fourni par l'Union soviétique. Les paysans, sans revenus, isolés dans des régions inconnues, sans semences, paraissent les plus affectés par la famine. Un ancien responsable des douanes, M. Sam Ol, arrivé de Phnom-Penh en septembre, déclare : « Je suis parti plus à cause du régime que de la faim. Quoi que l'on dise à l'extérieur, pour nous qui sommes Khmers, la présence vietnamienne apparaît comme une occupation pure et simple. » Il ajoute : « Dans les villes, il commence à y avoir une aide limitée. J'étais au kilomètre 7 (hàlieuse est de Phnom-Penh) de février à septembre. A partir de juillet, on nous a distribué 1 kilo de blé par mois et par personne, soit 33 grammes par jour. »

« On ne nous a pas dit d'où il venait. » Il ajoute : « D'après ce que je sais, la situation est bien pire dans les campagnes que dans les villes où il y a des petits trafics et des petits commerces. Par exemple, les paysans peuvent y vendre un boeuf aux Vietnamiens contre 60 kilos de riz. Ceux à l'autour de Phnom-Penh viennent surtout des régions limitrophes du Vietnam — les plus touchées par la guerre de 1977 à 1979 — Svay-Riang, Prey-Veng, Takeo, Kampot. Ils disent que l'on y crève littéralement de faim. Je suis persuadé qu'à l'exception des villes, c'est pire aujourd'hui qu'en 1976 (époque de famine étendue un an après la prise du pouvoir par les Khmers rouges). Pourtant, à cette époque, dans ma coopérative, plus de trois cents personnes sont mortes de faim. C'est pire parce qu'il n'y a plus aucune organisation, aucune protection, aucune solidarité. Au moins en 1976 tout était collectif et ce que chacun rapportait des champs allait dans la marmite commune. Aujourd'hui, celui qui obtient 1 kilo de riz ne partage pas avec son voisin. Ou bien il faut payer. Tout se paye et personne n'a d'argent. L'or que beaucoup avaient caché est épuisé ».

Sur l'adhésion au régime de M. Hang Samrin, M. Sam Ol dit : « Il a peut-être 10 % de partisans à Phnom-Penh, dont 5 % d'indécis prêts à changer à la première occasion. D'ailleurs ici, dans ce camp, un cinquième de l'effectif des combattants est constitué par des déserteurs des forces de Hang Samrin. Pourtant ils avaient été entraînés et endoctrinés au Vietnam depuis janvier 1976. Les Vietnamiens continuent d'ailleurs à endoctriner les jeunes et les intellectuels au Centre de formation politique de Phnom-Penh et chez eux. Cela fait trente ans que ça dure. Alors, malgré le soutien qu'ils reçoivent des quelques opportunistes et collaborateurs que l'on trouve dans toutes les guerres d'occupation, il leur faut imposer la solidarité et réprimer les soulèvements populaires par la force armée. »

— Et les 90 % restants ?

« Ils survivent, ce qui prend déjà beaucoup de temps et d'énergie. Et puis, malgré leurs malheurs, ils continuent à espérer. » Quoi ? « Sihanouk. Bien sûr. On ne sait pas trop quel, c'est vrai. Moi j'ai choisi de rejoindre les résistants khmers, même si cela peut sembler sans espoir face à l'armée vietnamienne. »

R.-P. PARINGAUX.

POINT DE VUE

Une action internationale contre la faim

par MARIA-ANTONIETTA MACCHIOCCHI

Le débat sur la faim dans le monde à l'Assemblée européenne s'est brusquement volatilisée dans la nuit du 25 au 26 octobre. Personne ne pouvait expliquer, le matin du 26, ce qui s'était réellement passé. Les journalistes étaient allés se coucher, gagnés par la fatigue, radars et télévisions avaient disparu. L'Assemblée européenne, comme toutes choses aujourd'hui, dépend des médias. Que sont donc devenus tous ces discours pleins d'émotion sur les victimes, ces brillants exposés, ces propositions, ces plans, cette prophétie répétée que le monde va vers une catastrophe ? Faut-il en conclure que l'extermination par la faim n'existe plus, que les 80 millions de corps qui mourront en 1979 ne constituent plus un vrai problème moral et politique pour les

sociétés développées ? Ces cadavres déjà abstraits semblaient appartenir à une autre planète dès le lendemain du débat.

Il y avait, donc, une proposition de résolution contre la faim dans le monde signée par plusieurs groupes à cette résolution qui devenait l'ennemi et la concréter. Si une partie de l'Assemblée refusait obstinément de discuter des amendements, il n'en restait pas moins que le devoir était entier et minimal de l'Assemblée tout entière, pour être cohérente avec le bruit de sang et de larmes qu'elle avait laissés perler, consistait à voter la résolution générale engageant au moins sur une question de principe : la volonté de limiter le massacre. Mais non, décidément tout peut continuer encore, même si quarante-six mille enfants par jour font un chemin de 17 millions par an. Attendons donc le mois de février et on repassera le problème, avec encore plus d'émotion et de tremblement verbal puisque nous parlerons alors d'une foule de morts plus nourris. Après la disparition soudaine et pour ainsi dire l'escamotage de la résolution comme de ses amendements, nous nous sommes retrouvés à peine dix députés dans l'hémicycle en train de discuter d'autres choses. Le grand débat sur la mort par la faim était terminé.

Alors, je me suis tout à coup surprise à penser au célèbre texte de Swift, Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres, suggérant de vendre les enfants misérables irlandais à l'âge d'un an : « Un bébé, ponctué à l'âge d'un an un plat délicieux, soit

préparé à l'étouffée, à la broche, au tour, soit en pot-au-feu. J'ai même tout lieu de croire qu'il donne d'excellentes tranchées et de merveilleux ragouts. » Swift est vraiment, comme Orwell, l'auteur à relire pour prendre la mesure des racines de l'horreur de la vie en société. L'Assemblée démentait : des centaines de journaux font continuellement les dossiers, amplifient des malles de documents, ferment des bureaux, des serrures ; le téléphone ne fonctionnait plus. La caravane s'apprêtait à partir pour Luxembourg et Bruxelles, tandis que le théâtre de Strasbourg s'évanouissait sous nos yeux comme un mirage.

Pourtant nous avions bien travaillé. A Strasbourg, la conférence de presse des intellectuels voulant exercer une pression morale sur l'Assemblée avait été un succès. Précédée d'une lettre ouverte aux parlementaires européens de Bernard-Henri Lévy (le Matin du 22 octobre), elle avait donné lieu non pas à des envolées érudites mais à des propositions soigneusement conçues, qui, pour cette raison, s'étaient en partie transformées en amendements de la fameuse résolution. Charte économique des droits de l'homme, Livre blanc sur la faim dans le monde, création de commissions d'enquêtes sur l'activité des multinationales, relance de l'accord international sur les céréales, demande d'une politique mondiale des stocks, brigades internationales de la faim, etc. (1).

Ce travail reste valable pour le prochain débat de février. Mais sans plus attendre nous avons décidé, après avoir analysé le sabotage

du débat de Strasbourg, de fonder un organisme du type de celui d'Amnesty International. Son siège sera à Paris, mais cet organisme devra s'étendre à tous les pays, être ouvert à toutes les adhésions. Son nom pourrait être Action Internationale contre la Faim. Ses objectifs : enquêter, témoigner, intervenir. Il commencerait son action à partir de quelques cas précis de pays ravagés par la famine pour dévoluer les responsabilités tant à l'intérieur de ces pays qu'à l'extérieur. Il faut qu'il soit le scandale de la mort par la faim et que ceux qui le feront soient totalement absents de la scène internationale. Il faut qu'il soit le fait des citoyens eux-mêmes, de tous les individus de bonne volonté qui, si la sensibilisation de l'opinion était plus grande, pourraient, pour donner un exemple bouleversant encore, de Noël à la fin de l'année, trois cent mille enfants condamnés. Ce n'est qu'un début (2).

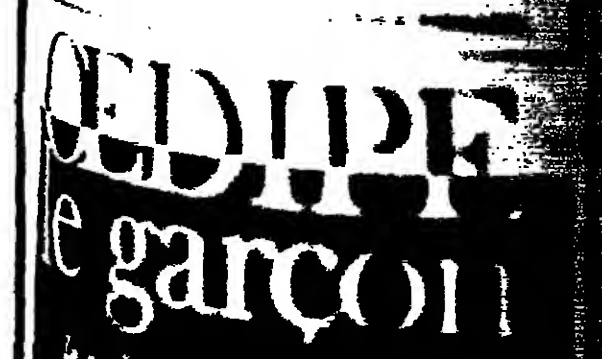
(1) Étaient présents à Strasbourg : Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy, Susan George, Roger Garand (le Monde du 28 octobre).

(2) Une première réunion à Paris vient de regrouper : Jacques Attali, Michel Hottel, Bernard-Henri Lévy, Philippe Sollers, Maria-Antonietta Macchiocchi.



Porto OFFLEY

Distribué par St-Raphaël



CELDIPÉ le garçon

le phénomène de l'insécurité alimentaire

le complexe du garçon comme base de la servitude collective et la guerre de l'insécurité

ENCORE

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Polisario revendique la destruction près de Bou-Craa de deux stations de transport de phosphates

Dans un communiqué diffusé à Alger le vendredi 9 novembre et dont fait état notre correspondant, le Polisario annonce que ses forces ont attaqué, le 5 novembre, les stations 2 et 3 du tapis convoyeur reliant les gisements de Bou-Craa à la côte atlantique. Ces installations auraient été entièrement détruites, et soixante soldats des forces armées royales auraient trouvé la mort dans ces combats.

Le roi Hassan II avait lui-même mentionné cette attaque dans le discours prononcé le 6 novembre à l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de la « marche verte » (le Monde du 8 novembre). Selon le souverain, ce raid se serait soldé par de très lourdes pertes pour les Sahraouis, qui auraient eu cent cinquante morts et dix prisonniers.

Selon l'agence Reuter, qui cite des journalistes qui se sont rendus sur les lieux, quelque six cents soldats sahraouis qui étaient encerclés par les forces marocaines à proximité de Bou-Craa se seraient noyés en essayant de traverser une rivière pour s'enfuir. Après des pluies torrentielles dans le désert le mois dernier, le lit normalement à sec de cette rivière s'était transformé en un flot fangeux où se sont enlisés de nombreux véhicules qui tentaient d'échapper aux colonnes marocaines.

Un petit groupe de prisonniers ont été présentés à la presse : ils avaient les yeux bandés et quatre étaient à l'hôpital. Les journalistes ont déclaré avoir vu d'importantes quantités d'armements d'origine soviétique pris au Polisario.

Les rendez-vous manqués

Une rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli Bendjedid sur l'avenir du Sahara occidental aurait-elle finalement lieu ? Ou bien l'Algérie insistera-t-elle, comme elle vient de le faire savoir à M. Brzezinski, envoyé spécial du président Carter, pour obtenir une négociation à quatre — Algérie, Maroc, Front Polisario et Mauritanie — ou tout au moins à trois, si la Mauritanie reste à l'écart ? On peut se poser la question après le vote récent du Comité de décolonisation de l'ONU.

Par 83 voix pour, 5 contre (Arabie Saoudite, Gabon, Guatemala, Maroc et Zaïre) et 43 abstentions, le Comité a adopté une résolution qui amplifie le succès remporté par l'Algérie et le Polisario à Montréal. La résolution réaffirme le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, et, pour la première fois, invite le Maroc « à mettre fin à l'occupation du Sahara occidental ». Il reconnaît le Front Polisario en tant que « représentant du peuple du Sahara occidental » et recommande que, à ce titre, ce dernier « participe pleinement à toute recherche d'une solution politique juste, durable et définitive de la question du Sahara occidental ».

Ce vote, qui devrait être confirmé en séance plénière, est un coup dur pour la diplomatie marocaine même si celle-ci a obtenu que le Front ne soit pas mentionné comme « unique » représentant du peuple sahraoui et fait valoir que la résolution adoptée l'an dernier — mais dont le libellé était plus nuancé — avait recueilli 89 voix.

La position de Rabat n'a cessé de se dégrader sur le double plan diplomatique et militaire depuis que, il y a exactement deux ans, le roi avait établi en grand secret, un contact avec Houari Boumedienne en vue de dégrader une solution négociée. Comme preuve de sa bonne volonté il avait alors désigné sa sœur, la princesse Aïcha, comme interlocutrice. Elle avait rencontré en décembre 1977 à Lausanne, le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, ministre conseiller du président Boumedienne. Ainsi qu'il nous l'avait lui-même précisé (le Monde du 19 avril), M. Rachid Guedira, conseiller du roi, avait pris la relève.

Au cours des sept entrevues qui se déroulaient pendant le premier semestre 1978, les deux conseillers échangeaient un document de travail, selon les Algériens, envisageant la création d'un Etat sahraoui dans les frontières nord auréliennes de la région de Boumedienne. Ce document, qui était en fait une sorte de « plan de travail », avait été remis au roi par le prince Aïcha, le 10 juillet, à Nouakchott, le président Ould Daddah.

Revenu de son erreur, Boumedienne mesura aussitôt l'aboutissement que constituait pour lui le changement survenu en Mauritanie. A son tour, il se montra réticent à l'égard d'un nouveau rendez-vous : si celui-ci n'a pas eu lieu, c'est parce qu'il n'est pas pour des raisons de santé mais pour des raisons politiques : rentrant du sommet arabe de Damas, où il avait joué un rôle important en faveur des Palestiniens, Houari Boumedienne refusait de rencontrer le monarque qui venait de soutenir ouvertement le président Sadat. Il semblait bien qu'il s'agisse seulement de la suite des « retombées » du dernier congrès du parti socialiste destourien tenu en septembre, et dont les résultats avaient, dit-on, profondément irrité M. Bourguiba. C'est pour cette raison qu'un lendemain de ces assises (le Monde du 14 septembre) il avait écarté de la défense nationale M. Farhat qui, en tant que trésorier du parti, avait organisé pour le président M. Bourguiba une réception lors de laquelle deux proches principaux à celui qui fut pourtant député l'indépendance (un de ses plus proches collaborateurs : d'abord le ministre de l'Armée à la vie politique en lui confiant l'organisation du congrès « alors qu'elle doit demeurer dans les casernes » et d'ailleurs — pour le moins — ignoré certains irrégularités lors des élections au comité central.

M. Farhat demeure — pour le moment — membre du comité

Les « fuites » de la G.I.A.

Depuis, de nombreux émissaires se sont rendus à Alger et à Rabat, tandis que d'autres faisaient le va-et-vient entre les deux capitales, comme le président William Tolbert, président en exercice de l'O.A.U., pour inciter le Maroc à négocier avant qu'il ne soit trop tard. Le président Talbot a d'ailleurs obtenu l'accord du roi sur sa participation au prochain Comité des sages, dont la réunion prévue les 27 et 28 novembre serait reportée au début du mois de décembre.

Dans un récent rapport, dont la fuite a été manifestement organisée, la G.I.A. insiste sur les dangers qui menacent, selon elle, le régime. Même si cette « fuite » fait partie de la petite guerre que se livrent aux Etats-Unis partisans et adversaires des livraisons d'armes à Rabat, elle n'en a pas moins valeur d'avertissement.

C'est sans doute pour être en meilleure posture que le souverain a lancé l'opération Ohoud (le Monde du 7 novembre) destinée à relever le moral de l'armée et à tenter de récupérer des positions évacuées violemment ou abandonnées à la suite d'attaques du Front Polisario, comme Mahbas, Faris, Jidra, etc. En effet, selon les Sahraouis, les forces armées royales ne tiendraient plus que la zone côtière avec El-Aoun, Smara, Bou-Craa, Dakhla et, à l'intérieur, principalement, Guelia — Zemmour. La récupération de quelques points forts constituerait incontestablement un monnaie d'échange dans un éventuel marchandage.

En attendant, on laisse entendre, du côté algérien, que le roi souhaiterait rencontrer le président Chadli Bendjedid au prochain sommet arabe de Tunis, le 20 novembre, ce cadre lui étant plus favorable que le contexte africain. Il n'est cependant pas sûr que l'Algérie s'y prête. L'acceptation, dit-on, d'une telle rencontre qui a eu lieu à leur préface était fixée, pour éviter une négociation strictement bilatérale dans laquelle le souverain chercherait à obtenir des avantages au Sahara occidental en échange de la ratification par son Parlement de la frontière algéro-marocaine. L'objectif des Algériens serait, en se fondant sur les résolutions de l'O.A.U. et de l'ONU, de débloquer le terrain en vue de parvenir à une négociation à laquelle participerait le Front Polisario.

PAUL BALTA.

Tunisie

Après avoir perdu son poste de ministre de la défense M. Abdallah Farhat est écarté du bureau politique du parti socialiste destourien

De notre correspondant

Tunis. — On s'arrêtera la disgrâce de M. Abdallah Farhat, ancien ministre de la défense nationale ? C'est la question que l'on se pose dans les cercles politiques de Tunis, après l'annonce, vendredi 9 novembre, de son remplacement au bureau politique du parti socialiste destourien (P.S.D.). Seul, sans doute, le président Bourguiba pourrait y répondre.

Cette décision a été annoncée sans commentaire par un bref communiqué de la présidence de la République, se bornant à indiquer que M. Farhat avait été écarté du bureau politique du parti socialiste destourien, le 9 novembre, à la suite d'une mesure d'expulsion du parti. L'article 109 du code électoral prévoit, en effet, que tout membre de l'Assemblée nationale « est écarté de son mandat si, à la suite d'une mesure d'expulsion du parti, il est écarté du bureau politique ». On apprend, d'autre part, que les élections du 4 novembre ont donné lieu quarante-huit heures plus tard à de très vifs incidents à El-Djenn dans le Sahel. M. Farhat, natif de la localité, une bonne partie de la population, avant d'être dispersée par la police, qui aurait procédé à des arrestations.

MICHEL DEURE.

Bolivie

UNE ELECTION PRESIDEN-
TIELLE aura lieu le 4 mai 1980, a annoncé le chef de l'Etat bolivien, le colonel Alberto Natusch Busch.

Etats-Unis

LA COMPAGNIE MOON-
NELL-DOUGLAS EST ACCU-
SÉE d'avoir versé plus de 7 millions de dollars de pots-de-vin (près de 30 millions de francs) afin de faciliter les ventes de DC-9 et de DC-10 dans plusieurs pays. Après une enquête de plus de deux ans menée par le département de la justice, le tribunal fédéral de Washington a intenté des poursuites, le vendredi 9 novembre, contre quatre hauts dirigeants de la société. Ceux-ci auraient versé des commissions à des responsables de compagnies aériennes et à des hauts fonctionnaires au Zaïre, au Pakistan, en Corée du Sud et au Venezuela. — (A.F.P., Reuter).

Zaïre

LE GOUVERNEMENT DÉMENT QUE DES MASSACRES AIENT EU LIEU ET DEMANDE UNE COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE.

Kinshasa (A.F.P.). — Le gouvernement zaïrois a officiellement démenti le vendredi 9 novembre les informations révélées par la Fédération internationale des droits de l'homme (le Monde des 8 et 9 novembre), selon lesquelles des soldats sahraouis auraient massacré plus de deux cents personnes, le 19 juillet, dans le centre du Zaïre. Le gouvernement demande qu'une commission d'enquête à caractère international soit constituée à ce propos.

M. Karl I Bond, ministre des affaires étrangères, s'est écrié contre cette « campagne de dénigrement » visant, selon lui, à porter préjudice au Zaïre au moment où ce pays fait d'importantes efforts pour redresser son économie et renforcer sa sécurité pour garantir la paix. Le ministre a souhaité que la « commission d'enquête internationale » comprenne des représentants de la Fédération internationale des droits de l'homme, des Nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Croix-Rouge, ainsi que des Etats qui possèdent une représentation diplomatique au Zaïre.

Son enquête, a ajouté M. Karl I Bond, devra porter sur les trois points suivants : « situer le camp de vacances », où se serait produit le massacre de jeunes gens, « déterminer l'identité des auteurs de ce camp », et « identifier les parents des victimes ».

Dans une mise au point officielle, l'ambassadeur du Zaïre à Paris déclare notamment : « Nous persistons à croire que le président de la Fédération internationale des droits de l'homme a été victime d'un amalgame et qu'il ne faut pas confondre l'organisation qui a eu lieu au mois de juillet entre les fraudeurs de diamants et les gardiens des mines avec une affirmation de la presse magazine de l'existence d'auteurs de cette information ».

Pour la gouverne de la Fédération internationale des droits de l'homme, poursuit le communiqué, il est important de signaler que les colonies de vacances ne sont pas une pratique sahraouie, et que, durant les vacances, les enfants ne sont pas séparés de leurs parents, mais des membres de leur famille, dans des villages ».

Ouganda

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A OBTENU À PARIS LA PROMESSE D'UNE AIDE IMPORTANTE

Deux visites de ministres ougandais en France ont permis l'examen des relations entre Paris et Kampala après la chute du régime d'Iddi Amin. D'abord, un délégué ougandais dirigé par M. Jack Sentege, ministre des finances, a plaidé, le mercredi 7 novembre et jeudi 8, devant un groupe de sénateurs et de députés européens de la Banque mondiale, la cause de son pays ; et, d'autre part, M. Alimadi, ministre des affaires étrangères, a été reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

M. Sentege a affirmé que les « besoins de son pays étaient immenses » et indiqués devant la presse qu'une aide d'un montant de 1 milliard de dollars devrait être considérée comme un minimum. Selon le président du groupe consultatif, M. Willi Wapenbach, responsable du département Afrique-Orientale de la Banque mondiale, les représentants des pays membres du groupe (Canada, Danemark, France, Allemagne fédérale, Italie, Japon, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Yougoslavie) ont promis de faire connaître le résultat de la discussion de l'Ouganda, faite par M. Sentege.

M. Stirn a indiqué, pour sa part, vendredi, qu'une aide immédiate serait accordée par la France, et qu'un protocole d'aide au développement pour la réalisation de certains projets suivrait à hauteur de 100 millions de francs. — R. D.

A travers le monde

Inde

LE MINISTRE DE L'AGRI-
CULTURE a indiqué le 9 novembre que les stocks de céréales, constitués depuis trois ans et dépassant 20 millions de tonnes, seront plus que suffisants pour venir en aide aux 200 millions d'habitants des pentes escarpées de la sécheresse. — (A.F.P., Reuter).

La conférence sur le Zimbabwe-Rhodésie

- Le Front patriotique rejette les propositions britanniques pour l'organisation de la période transitoire
- Londres décide la mise sur pied d'une force du Commonwealth pour superviser un éventuel cessez-le-feu

De notre correspondant

Londres. — La conférence sur le Zimbabwe-Rhodésie est toujours dans l'impasse. Mais, en dépit du rejet par le Front patriotique des propositions britanniques sur l'organisation de la période transitoire, lord Carrington, président de la conférence et chef de la délégation britannique, s'est déclaré simplement « déçu », ajoutant qu'il n'y avait pas lieu de « désespérer ».

Apparemment, le gouvernement britannique agit toujours comme si la conférence allait aboutir à une conclusion positive dans les jours qui viennent. Il a pris l'initiative de mettre sur pied un contingent militaire du Commonwealth, qui serait placé sous l'autorité du futur souverain britannique. Le porte-parole de la délégation britannique a refusé de donner des précisions sur le montant des effectifs (selon certaines informations, il s'agit de deux cents à quatre cents hommes), et, en tout cas, serait inférieur à mille, sur l'armement, et surtout sur l'importance de la contribution militaire britannique.

En effet, à la conférence du Commonwealth à Lusaka, en août dernier, Mme Thatcher avait exclu l'emploi de troupes britanniques en Rhodésie. Mais, selon le porte-parole, le contingent du Commonwealth n'aurait qu'une mission de supervision du cessez-le-feu et non d'intervention. Les gouvernements d'Australie, Nouvelle-Zélande et de Fidji ont répondu positivement à l'initiative britannique, mais on attend toujours à Londres la réponse du gouvernement d'Australie. Bien que ces derniers aient accepté une résolution de l'Organisation de l'unité africaine, le Front patriotique comme le seul représentant légitime du peuple du Zimbabwe, les milieux officiels britanniques escomptent que des éléments de l'armée britannique figureront dans le contingent du Commonwealth.

L'initiative britannique est considérée à Londres comme une concession faite en réponse aux pressions du Commonwealth et visant à obtenir en contrepartie l'accord du Front patriotique sur les propositions britanniques.

concernant la période transitoire. En fait, la démarche du gouvernement de Londres a plutôt irrité la délégation du Front patriotique, affirmant qu'elle n'en a pris connaissance que par les journaux. De toute évidence, les délégués africains sont mécontents du « forum » diplomatique mené par lord Carrington, illustré par cette dernière initiative qui suppose un accord préalable autour du tapis vert de Lancaster-House. D'où leurs réticences et finalement leur refus des propositions britanniques.

Dans un document de onze pages, le Front patriotique considère comme « totalement inacceptable » la durée limite de deux mois suggérée par les Britanniques pour la période transitoire (en fait, Londres est prêt à négocier sur ce point), et il insiste toujours pour que ses représentants, ainsi que ceux de l'évêque Muzorewa, soient associés dans un conseil consultatif pour assurer, avec le gouvernement britannique, l'administration du pays.

Le Front estime également « entièrement inacceptable » la proposition britannique de se servir uniquement de la police rhodésienne pour maintenir l'ordre. Dans sa déclaration accompagnant le document, le Front patriotique considère que la décision de soumettre d'urgence aux Communes le projet de loi sur la Rhodésie, aboutissant notamment à une levée partielle des élections, a pour objectif de faire échouer la conférence de Lancaster-House, ce qui ouvrirait la voie à un accord bilatéral entre Londres et Salisbury. « Le pacte ne peut être obtenu sur la base de nos propositions », a dit M. Nkomo, un des leaders du Front, à lord Carrington, tandis que le porte-parole de la délégation déclarait : « Nos positions sont si éloignées qu'un accord est impossible ».

Néanmoins, les Britanniques estiment que le refus du Front patriotique n'est en aucune façon définitif et ils escomptent que les efforts de médiation du président Kamukama porteront finalement leurs fruits.

H. P.

EUROPE

R.D.A.

DIX-SEPT OUVRIERS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS PENDANT LA HAUSSE DES PRIX

Berlin-Est (Reuter). — Dix-sept ouvriers allemands ont été arrêtés, il y a deux semaines, pour avoir organisé, dans leur usine, une réunion de protestation contre la hausse du prix de produits de consommation. On précise, de source informée, que ces ouvriers avaient refusé de mettre un terme au débat lancé dans leur atelier, malgré l'intervention de la police dans leur entreprise, l'usine de chaussures Theuringen, à Waltherhausen, dans le sud du pays. On ignore combien de temps les ouvriers ont été détenus et quels chefs d'accusation seront retenus contre eux.

Les augmentations de prix sont en général camouflées par un article déguisé. Le produit concerné disparaît des étalages et réapparaît, sous un conditionnement différent, à son nouveau prix.

Pologne

LA POLICE A INTERDIT, vendredi 9 novembre, la tenue d'une conférence de presse au domicile de M. Moczulski, président d'un mouvement dissident. M. Moczulski devait annoncer l'organisation d'une manifestation de rue, ce dimanche, à l'occasion du 11 novembre.

Portugal

LE PRÉSIDENT Eanes a PROMULGUÉ LA LOI D'AMNISTIE concernant tous les crimes politiques et militaires commis pendant la période qui a suivi la révolution du 25 avril 1974 et notamment les rébellions militaires du 11 mars et du 25 novembre 1975, a-t-on appris le vendredi 9 novembre, à Lisbonne. — (A.F.P.)

Allemagne fédérale

L'ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE GABOR WINTER

Le jeune ouvrier typographe allemand Gabor Winter a été condamné le 9 novembre, par le tribunal de Nuremberg, à quinze mois de prison et à une amende de 100 000 marks. Le tribunal a jugé que Winter avait participé à la création d'un mouvement de résistance, le « Groupe de la gauche », destiné à la lutte contre le régime nazi, et qu'il avait été l'un des auteurs de la destruction d'un bâtiment nazi, le 11 juin 1945, comme suspect d'un vol de valeurs et de documents. Le 21 octobre, il demandait l'asile politique en France, mais le 20 décembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris accueillait la demande d'extradition formalisée contre Gabor Winter par la République fédérale d'Allemagne. Son avocat, Jean-Jacques de Felice, avait évoqué l'asile politique à ce propos, et plaidé que cet enfant perdu était « l'illustration du drame que vit une génération de jeunes, par seulement en Allemagne fédérale, qui se croient victimes des répressions ».

Le 2 février 1978, la Cour de cassation rejetait le pourvoi formé par Gabor Winter. Il était extradé le 15 février (le Monde du 18 février).

NICARAGUA

Le Comité Nicaraguan d'Information invite à une assemblée politique-nucléaire le 20 novembre à 14 heures, à l'adresse suivante : FOMSA ANAOR — JORDANIE du Front Sandinista de Libération Nationale (F.S.L.N.).

AU PROGRAMME :

- Intervention d'un délégué de la Représentation officielle du F.S.L.N.
- Présentation folklorique nicaraguayenne
- Théâtre latino-américain.

Le lundi 12 novembre, à 20 h 30, salle Martin-Luther-King, 21, rue Olivier-Woer, Mtro : A. A. ou Fernely.

Le Monde

politique

LES SUITES DU DÉCÈS DE ROBERT BOULIN

DANS LA PRESSE

Aux « Dernières Nouvelles d'Alsace » un éditorial critiqué par la rédaction

La mort de Robert Boulin a provoqué une crise au sein de la rédaction du journal les Dernières Nouvelles d'Alsace. Le mercredi 31 octobre paraissait dans ce quotidien, sous la signature de « Les Dernières Nouvelles d'Alsace », un éditorial mettant en cause le rôle de la presse. « Il ne fait pas de doute (...) que la mort du ministre du travail est liée à la campagne de presse déclenchée à propos d'une ténébreuse transaction immobilière sur laquelle une instruction est actuellement en cours », pouvait-on notamment lire. « Une certaine presse » se voyait reprocher de « se substituer à la justice » et, par goût du scandale et de la surenchère ménétrière, de se livrer à des campagnes de dénigrement systématique, à des entreprises d'autant plus sauvages que la victime,

Remous aux « Echos »

Au quotidien parisien les « Echos », l'inter-syndicale (C.G.T.-C.F.D.T.-S.N.J.) a précisé, jeudi 8 novembre, que les éditoriaux signés « Pavillon » publiés dans le quotidien les 31 octobre et 9 novembre, sous les titres « Fouille-mur » et « Chénal », émanant « de la seule direction du journal ». « Ils ne reflètent nullement l'opinion de la rédaction choquée par ces excès de plume et ces attaques contre la liberté d'expression de la presse », ajoute l'inter-syndicale.

Une mise au point du maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) à propos des activités de M. Tournet

De notre correspondant

M. Diligent (C.D.S.) : ce drame doit être pour nous un révélateur

M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., consacre son éditorial de Démocratie moderne (organe de son parti, numéro du 8 novembre), aux suites du décès de Robert Boulin. « Ce drame, écrit-il, doit être pour nous un révélateur : il nous commande d'avoir le courage de proposer des réformes et de ne pas nous contenter d'inevitables réflexions sur la dégradation de la vie publique et sur le fossé qui se creuse entre la classe politique et l'opinion. » M. Diligent souligne notamment : « L'indépendance de la magistrature doit être consacrée dans les lois. L'avancement des magistrats du siège dépend toujours d'un conseil supérieur, où l'exécutif a la majorité. C'est là une faille qui n'est plus acceptable. (...) Le récent projet gouvernemental sur le financement des partis politiques et le contrôle de l'utilisation des fonds doit être amélioré et ne doit être qu'un premier pas. »

Il faut aller plus loin. Michel Rocard a repris récemment un vieux projet que nous formulions il y a dix ans : tout nouveau élu occupe un mandat à temps déterminé. Il faut une déclaration contrôlée de son patrimoine. Dans la même direction, mais bien que le problème soit d'une autre nature, il faut mettre fin au cumul exagéré des mandats. Le secrétaire général du C.D.S. écrit encore : « Le Parlement lui-même ne doit pas se contenter dans un rôle purement législatif,

Le P.C. et le P.S. dialoguent

Non, c'est toi !

L'hebdomadaire du P.S. l'Unité consacre plusieurs articles à l'affaire Boulin sur le thème : « La mal française, c'est ça... ». Dans son éditorial, M. Claude Estier reproche, au passage, leur attitude aux dirigeants du P.C. qui ont participé à la campagne déclenchée contre la presse. Il écrit : « Ce n'est pas parce que Georges Marchais, Roland Leroy et René Audier ont mis leurs voix ou leurs plumes à ce concert d'impressions, à prôner ainsi la volonté du P.C. de préserver à tout prix l'ordre établi, que cette grossière opération peut aboutir à autre chose qu'à déshonorer ses auteurs. Combien d'hommes politiques, de ministres, devraient avoir honte aujourd'hui d'avoir participé trop vite sans même se demander s'il ne pouvait pas y avoir à ce suicide qui les ébouffait d'autre motif, que les articles révélant la ténébreuse affaire des terrains de Ramatuelle. »

L'Unité publie ainsi des dessins figurant d'une part, MM. Peyrefitte, Chaban-Delmas et Marchais en vautours ; et, d'autre part, MM. Barre et Marchais en inspecteurs de police ballonnant la presse.

A ciel ouvert

(Suite de la première page.)

La vraie démocratie, c'est nécessairement une maison de verre. Elle ne peut s'accommoder de l'ombre ou de la pénombre. Elle ne peut fonctionner à huis-clos. Entre « professionnels » de la politique. Loin de ces gémissements seraient les lecteurs et les électeurs.

Faut-il rappeler l'évidence ? Les hommes publics n'exercent pas une fonction privée. Ils exercent un pouvoir au nom et à la place du public. Et ces mandataires doivent des comptes à leurs mandants.

Par définition, un homme public s'expose à la publicité. Ceux qui choisissent la vie publique doivent en accepter aussi les obligations et les servitudes. Personne n'est obligé d'entrer en politique. Mais une fois ce choix fait, chacun doit avoir l'obligation de rendre compte. Dans des conditions de dignité et de mesure définies par la loi.

En effet, si la loi elle-même imposait aux responsables politiques une publicité plus large et plus rigoureuse, la presse trouverait moins matière à révéler tel ou tel élément, qui devrait d'ores et déjà être connu et publié en vertu même de la loi.

Ce serait là la vraie manière de rétablir la confiance du pays dans ceux qui le représentent et de rendre « sa dignité » au débat démocratique, comme disent si volontiers les dirigeants de la V^e République.

L'argent - roi

Là aussi, il doit exister une règle de vérité, de clarté, de transparence. Car rien n'est pire que les subventions occultes, que les liaisons secrètes entre l'argent et la politique, entre les groupes privés et l'intérêt public. Car rien n'est pire que la loi du silence, qui permet toutes les pressions, tous les soupçons, tous les chantages.

L'électeur doit pouvoir voter en connaissance de cause. En sachant qu'il dépense quel, qui finance qui. Il importe donc que chacun publie ses comptes.

Ainsi, en Allemagne fédérale, la loi du 24 juillet 1967, modifiée par la loi du 22 juillet 1969 portant statut des partis, oblige ceux-ci à présenter chaque année une comptabilité détaillée, qui indique l'origine de leurs ressources.

De même, au Royaume-Uni, chaque grand parti publie son budget annuel et les *Representations of the People Acts* de 1949 et 1969 astreignent les candidats à déclarer leurs dépenses électorales, qui sont d'ailleurs plafonnées par la loi. Ce qui empêche les campagnes dispendieuses qui dégradent la politique en spectacle et favorisent les candidats riches.

Les Etats-Unis ont retenu la même solution pour les élections présidentielles. En effet, le *Federal Election Campaign Act* du 15 octobre 1974, amendé en 1976, plafonne les dépenses électorales pouvant être engagées dans la course à la Maison-Blanche.

Il importe d'adopter chez nous des règles analogues de plafonnement et de publicité. Tout candidat à une élection nationale devrait être assujéti à des déclarations et contrôles visant à assurer la publicité de ses ressources et dépenses électorales. De même, tout parti devrait être tenu de rendre compte publiquement, en un rapport comptable annuel, de l'origine des ressources dont il a bénéficié et du montant des dépenses qu'il a engagées au cours de l'exercice correspondant.

Cette publicité d'ensemble fait défaut dans le projet de loi sur le financement des partis politiques adopté par le conseil des ministres du 19 septembre dernier.

Pour rendre crédit à nos institutions, il faut rendre la vie politique plus claire et plus ouverte. C'est l'évidence : la vraie démocratie ne peut exister qu'à ciel ouvert. En plaine lumière. Face aux citoyens et sous leur contrôle permanent.

La passion du secret serait, pour un régime, la marque de la décadence. Car la peur de la vérité est toujours le signe d'une grave crise morale.

L'opacité, l'obscurité ne conviennent pas à la République. Car elles signifient, en profondeur, la peur ou le mépris des citoyens. Il est donc urgent de voir certains faire aujourd'hui l'éloge du silence. Ce qui provoque la malaise croissante de l'opinion. Mieux vaudrait retrouver les mœurs véritables de la démocratie. Mieux vaudrait penser comme Zola : « Une société n'est forte que lorsqu'elle met la vérité sous la grande lumière du soleil. »

R.-G. SCHWARTZENBERG.

En Meurthe-et-Moselle

Les conseillers généraux communistes portent plainte contre un journaliste

De notre correspondant

Nancy. — Vendredi matin, 9 novembre, à Nancy, au début de la séance du conseil général de Meurthe-et-Moselle, M. Jules Jean, conseiller général communiste, a estimé inadmissible le compte rendu fait de la séance de la veille par un journaliste du *Républicain lorrain*.

Arguant d'accusations extrêmement graves portées contre les conseillers généraux dans leur ensemble, M. Jean, après avoir accusé nommément le journaliste d'« antisocialisme partiellement grossier », de « déformation de l'information » et d'« avoir trompé sciemment les populations », a indiqué que son groupe avait décidé de porter plainte contre le journaliste. M. Jeanne Colin, pour « diffusion de fausses informations et diffamation ».

Dans son article M. Colin avait expliqué les raisons qui avaient poussé les conseillers généraux de la majorité puis de l'opposition à refuser toute participation départementale au programme d'action prioritaire d'intérêt régional (P.A.I.R.) portant sur la réalisation d'infrastructures rou-

Mme Lily Lefebvre-Musmeaux, maire (P.C.) de Ralsmes, commune voisine de Saint-Amand-les-Eaux, vient d'écrire au président du conseil général pour lui demander de convoquer une réunion extraordinaire du conseil d'administration de la Compagnie fermière — G. S.

Le conseil politique du R.P.R. au complet se réunit le 12 novembre

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a complété, jeudi 8 novembre, le conseil politique du R.P.R. en nommant vingt-huit conseillers généraux et députés, quatorze élus par le comité central du 23 septembre (le *Monde* du 23 septembre). Parmi les perdants de l'élection, on compte notamment M. Yves Guéna. Le conseil politique tiendra sa première réunion lundi 12 novembre.

Voici la nouvelle composition du conseil politique. Les noms des nouveaux membres sont en italique.

MEMBRES NOMMES
MM. d'Andigné, sénateur de l'Orne; Aubert, député des Alpes-Maritimes; Bord, député du Bas-Rhin; Léon Bouthelin, président de l'Assemblée nationale; Mme Chouquet, députée de Paris; Mme Anne-Marie Dupuy, conseillère d'Etat; MM. Pierre Emmanuel, de l'Académie française; Jacques Foccart; Mme Touchet; MM. Frezzi; Gorse, député des

Hauts-de-Seine; Guichard, député de Loire-Atlantique; Mme Labatut; MM. Le Douarin, député d'Ille-et-Vilaine; de Liphon, député de Charente-Maritime; Jean Mée; Michel Noir, député du Rhône; Mme Christiane Papon, présidente de Femmes-Avenir; MM. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine; Robert Faudou, député de la Côte-d'Or; Jacques Riviere, député de la Guyane; Hector Roland, député de l'Ailier; Maurice Schumann, sénateur du Nord; Tiget; René Tomassin, député de l'Eure et Jacques Toubon.

Au Sénat

L'AFFAIRE DE BROGLIE

Répondant vendredi après-midi, 9 novembre, au Sénat, à M. Jean Colin (Union centriste Essonne) qui l'interrogeait sur l'affaire de Broglie, M. Mourou, secrétaire d'Etat à la Justice, a notamment déclaré : « L'instruction ouverte le 24 décembre 1976 nécessite encore de nombreuses investigations, mais tout est mis en œuvre pour que la lumière soit faite. Sept personnes sont actuellement inculpées, dont quatre sont incarcérées. La procédure devrait se trouver en voie d'être réglée dans un avenir assez proche. »

M. Colin : « Le ministre de l'Intérieur avait donné l'affaire comme pratiquement élucidée quelques jours après l'assassinat de M. de Broglie. Or, trois ans sont passés et rien ne vient. Comment, dès lors, être satisfait du fonctionnement de la justice ? Pourquoi n'avoir pas désigné plusieurs magistrats instructeurs qu'il y a eu de la participation ? La justice perd dans cette affaire, sinon de sa vérité, du moins de sa crédibilité. »

M. Georges Latès, juge d'instruction au tribunal de Paris, vient d'inculper et d'écrouer M. Albert Leyris, 38 ans, pour avoir en partie dirigé une « société fictive ». Livry-Métz. La vocation de cette entreprise aurait été de fournir des fausses factures. M. Leyris est également inculpé de complicité d'homicide volontaire dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie. Incarcéré le 26 janvier 1977, il avait été libéré le 15 février suivant (le *Monde* du 18 février 1977).

Après la nomination de M. Matteoli

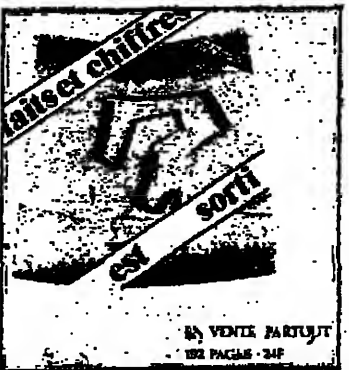
UN COMMUNIQUÉ DU R.P.R.

Après la nomination de M. Matteoli comme ministre du travail (le *Monde* du 10 novembre), le R.P.R. a publié le communiqué suivant :

« Le R.P.R. prend acte de la nomination du nouveau ministre du travail et de la participation et souhaite plein succès à Jean Matteoli dans la mission particulièrement délicate qui lui est confiée. Il rappelle en effet que, quels que soient les choix économiques, une politique spécifique de l'emploi peut, dès lors qu'elle est bien conduite, contribuer à améliorer le marché du travail et le climat social. »

Si vous devez baisser la tête pour prendre le métro...

...notez 2 bonnes adresses à Paris pour vous habilier en prêt à porter : des jeans au smoking, du blouson à l'ensemble de ski... 86 av. Ledru-Rollin 12^e 628.18.24 et 79 av. des Ternes 17^e 574.35.13 BERDY (PUBLICITÉ)



مكتبة الأمل

POLITIQUE

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Universités : en attendant 1981...

L'examen des crédits du ministère des universités n'a pas attiré beaucoup de députés. Ils n'ont pas été plus d'une dizaine à intervenir au cours du débat. Il est vrai que ce n'est pas au Parlement que Mme Alice Saunier-Selét définit sa politique. Le ministre des universités préfère préparer ses réformes en secret et les rendre publiques pendant les vacances, comme elle l'a fait le 9 août dernier pour les décrets modifiant les carrières des universitaires. Que pouvaient espérer les quelques députés présents d'un ministre qui ne répond pas à leurs questions et préfère dissuader sur la science, « premier atout de la France » ?

En attendant, quarante-deux mille enseignants ne sauront toujours pas si les transfor-

mations d'emploi, nombreuses au budget 1980, se poursuivront dans les années à venir. Les vacataires n'auront aucune réponse au plan d'intégration dont la commission des affaires culturelles a demandé la mise en place. Ils apprendront seulement qu'ils « pourront concourir sur les emplois créés », selon le ministre, dans le cadre d'un plan de recrutement qui sera présenté lors du budget 1981. Ce court débat n'apportera aucune information aux universitaires sur la révision des habilitations de troisième cycle, l'hypothétique carte universitaire ou le mystère qui a présidé à la répartition des transformations d'emploi entre les différentes disciplines et entre les universités. Enfin, les étudiants — ils sont huit cent soixante mille inscrits dans les enseignements

supérieurs — seront heureux d'apprendre du ministre que, « dans les formations les plus rigoureuses et les plus réalistes qui exigent une forte motivation et beaucoup de travail, le taux d'échec est faible, alors qu'il atteint des proportions insupportables ailleurs ». En ce qui concerne les bourses dont le taux continue de diminuer, en francs constants, une étude est en cours et Mme Saunier-Selét n'a pas hésité à déclarer : « J'espère être en mesure de vous présenter un rapport et un projet précis avec le budget 1981 ».

Le ministre des universités se passe de l'avis des députés pour modifier le déroulement des carrières des universitaires ou pour grignoter toujours un peu plus l'autonomie des univer-

sités, résultat de la loi d'orientation pourtant votée par le Parlement. Elle ne cherche pas non plus à avoir leur point de vue lorsqu'elle décide de décentraliser une partie de la Bibliothèque nationale à Provins, à Sablé-sur-Sarthe et à Troyes (villes respectivement administrées par trois ministres : MM. Peyrefitte, Le Theule et Galley), car « elle s'était entretenue à plusieurs reprises avec son entourage », écrit M. Louis Le Penec dans son rapport, en ajoutant : « Nous savons désormais — mais à vrai dire on s'en doutait — qu'il comprend au moins trois maîtres heureux qui se trouvent être en même temps ministres de la justice, des transports et de la coopération ».

SERGE BOLLOCH.

Vendredi 9 novembre, l'Assemblée nationale examine le budget du ministère des universités dont les crédits s'élèvent à 14,5 milliards (le Monde du 11 octobre).

M. COULAIS (U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances rappelle que 70 % des crédits sont affectés à la rémunération des personnels et que quatre milliards vont à la recherche universitaire, soit 27 % du budget. Il souligne également que la progression pour 1980 est de 10,6 % pour l'ensemble du budget, contre 14,9 % en 1979. La commission des finances souligne-t-elle, souhaite que l'adaptation des enseignements supérieurs de la recherche aux besoins de l'économie soit poursuivie, ainsi que l'amélioration de la gestion des universités.

M. LE PENEC (P.S.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, évoque « le vieillissement rapide du potentiel universitaire », en indiquant que la proportion de professeurs âgés de plus de cinquante ans est de 83 % en médecine, 81 % en lettres, 65 % en pharmacie et 60 % en sciences. A cette situation, précise-t-il, ne répond que la faible création d'emplois. M. Le Penec s'élève contre « le pouvoir discrétionnaire du ministre des universités dans la nomination des professeurs « émérites » ou « l'encadrement de classe ». Il évoque également l'encadrement rigide des établissements « qui empêche toute incitation au développement d'une politique saine et juste prise de responsabilité des universités ». Au sujet de la carte universitaire et de la recherche, il assure que les ministres préfèrent à une vaste concertation sur cette question, « le colloque singulier entre lui et chaque établisse-

ment ». En conclusion, il analyse le budget en déclarant que celui-ci est également caractérisé par « l'absence de plan d'intégration des universités », l'absence globale de la recherche fondamentale, aucune nouvelle mesure sociale de démocratisation des enseignements supérieurs.

Dans la discussion générale, M. SCHENSTTER (U.D.F. - Marne) assure que M. Le Penec a parlé en son nom personnel et non en celui de la commission. Il se félicite d'un budget qui tend, selon lui, « à adapter l'université au monde moderne » et insiste sur l'entretien des bâtiments qui devrait être, selon lui, l'objet d'un plan pluriannuel.

M. RALITE (P.C. - Seine-Saint-Denis) dénonce les mesures tendant à « détruire le potentiel de la recherche » et évoque le « sabotage » de celle-ci. Soulignant le « déclin global » du budget des universités, il déclare : « Malgré les vagues que vous faites sur l'université depuis trois ans, celle-ci résiste et refuse de se coucher ». Il définit ensuite les objectifs du budget : « 1) Imposer l'autorité ; 2) Renforcer notre maîtrise idéologique ; 3) S'adresser à Mme Saunier-Selét, il déclare : « Vous êtes les bons mots totalitaires, votre style est le langage de la terreur, votre vocabulaire est celui d'un dictateur ».

M. COMITI (R.P.R., Bouches-du-Rhône) dénonce « la politisation de l'université, qui devient le champ de bataille des journaux », et évoque la « dérive à droite » de l'enseignement supérieur. Selon lui, le problème essentiel est celui « de la mise en ordre » et de l'adaptation de l'université à la société. Il faut, selon lui, « finir les finalités », ajoute-t-il. M. Comiti résume ensuite les fonctions de l'université : « 1) Donner l'information à la société ; 2) Dispenser la culture ; 3) Accueillir la recherche ».

M. MULIER (App. U.D.F. Haut-Rhin) souligne la « progression considérable » obtenue dans les rapports entre l'université et l'industrie, ainsi que la « courage » et l'« obstination » du ministre.

Mme PRIVAT (P.C. - Seine-Maritime) constate l'« absence complète de dialogue » entre les universités et le ministère, ainsi qu'un « autoritarisme stérilisant » et les conditions de travail « désastreuses » de plusieurs I.U.V.

M. ANDRIEU (P.S. - Haute-Garonne) se préoccupe de la situation matérielle des étudiants, notamment de la diminution des bourses et de l'augmentation du ticket-restaurant. M. BEREST (U.D.F. - Finistère) insiste sur le problème de la formation des professeurs des professeurs du second degré.

M. DEVAQUET (R.P.R.) : le système ultra-sélectif des grandes écoles

Répondant aux orateurs, Mme SAUNIER-SELÉT reconnaît que le problème du renouvellement du corps enseignant est « vital » et que la mise en place d'un plan de recrutement « qui serait présenté avec le budget de 1981 ». Elle relève la « médiocrité » de beaucoup de professeurs et déclare : « Je ne suis pas reconquis par certains pays étrangers ». Elle ajoute : « C'est la conséquence de l'absence de sélection dans les grandes écoles ». Elle évoque la « spécialisation trop étroite, de leurs horaires trop légers, de leur niveau trop faible et de l'absence d'ouverture intellectuelle à la recherche ». Elle n'attend pas d'étudiants des grands pays scientifiques, et les meilleurs français du tiers-monde préfèrent maintenant les universités anglo-saxonnes. A propos du nombre des étudiants

Dialogue...

M. Mexandeu a sans doute eu tort de rappeler au ministre des universités que la « coutume » parlementaire voulait qu'un ministre, qui présente son budget, réponde aux députés de l'opposition comme à ceux de la majorité. En quittant l'hémicycle pour protester contre le mépris affiché à leur égard, les socialistes ont-ils fait l'effort de comprendre ce qui fait l'essentiel de la personnalité de Mme Saunier-Selét ? Après tout, est-ce bien sûr qu'elle ne connaît pas les règles de la courtoisie et de la démocratie parlementaire ? A quel point, dans l'accomplissement quotidien des devoirs de sa charge, manifeste un ostracisme sans faille vis-à-vis de tous ceux qui ne sont pas « bien-pensants », on ne peut demander d'appliquer les règles du dialogue à l'Assemblée nationale.

Et si MM. Mexandeu, Andrieu, Le Penec (P.S.), Mme Privat et M. Ralite (P.C.) ont également

étrangers, elle précise que la France est le pays où le taux d'accueil proportionnellement le plus, et ajoute : « Dans l'absolu, deux fois plus, par exemple, que la R.F.A. (108 000 contre 54 000) ». M. MEXANDEU proteste ensuite contre l'attitude du ministre en déclarant : « Dans sa réponse, le gouvernement doit donner compte des critiques de l'opposition comme de celles de la majorité. Or il nous a superbement ignorés, rapporteur compris ». En signe de protestation, les députés socialistes quittent alors la séance.

Mme COULAIS répond que, si Mme Saunier-Selét n'a pas répondu aux questions de l'opposition, c'est sans doute parce que celles-ci étaient fondées sur des prémisses erronées.

M. XAVIER DENIAU (app. R.P.R., Loiret) présente un amendement tendant à supprimer diverses dépenses de fonctionnement servant à financer les actions qui, selon lui, « ne semblent pas répondre dans la pra-

dénoncé l'absence totale de ce dialogue entre le ministre des universités et les universitaires, si les journalistes se sont une fois de plus élevés contre des méthodes qui consistent, en matière d'information, à privilégier toujours la presse qui approuve souvent par rapport à celle qui critique parfois, c'est que Mme Saunier-Selét a une certaine conception du « dialogue » et de l'« information », voilà tout.

Pourtant, comment ne pas relever, avec M. Ralite, l'aspect insolite de cette phrase, prononcée par Mme Saunier-Selét le 23 octobre : « Elles revivent [les universités] dans le dialogue avec le siècle ».

Avec le siècle peut-être, mais avec le ministre des universités ? Pauvre dialogue finalement celui qui s'échange uniquement avec les « bons » députés, les « bons » enseignants, les « bons » étudiants, les « bons » journalistes... — L. Z.

tique à l'objectif général de défense de la langue française ». Le MINISTRE des universités affirme qu'elle attribue aucun crédit pour les colloques et congrès « qui ne réservent pas une place normale à la langue française ». M. RALITE déplore de son côté que le ministre ne s'occupe pas de la langue française, mais d'en haut, et met en cause M. Chénard d'Estaing, assure que « le bilinguisme est installé au plus haut niveau de l'Etat ». Devant l'engagement de Mme Saunier-Selét de « reprendre le problème », l'amendement est retiré.

Les crédits des universités sont ensuite adoptés.

LES CRÉDITS DES ANCIENS COMBATTANTS SONT REPOUSSES EN COMMISSION

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a repoussé jeudi 8 novembre le budget des anciens combattants. A cette occasion, le rapporteur, M. FALA (R.P.R., Marne), a démissionné de ses fonctions. C'est donc le président de la commission, M. BERGER (R.P.R., Côte-d'Or) qui présentera ce budget devant l'Assemblée nationale le mercredi 14 novembre.

Au Sénat

LA RÉUSSITE DES CONCILIEURS

Répondant vendredi après-midi 9 novembre, au Sénat, à M. Valcin (R.P.R., Martinique), qui plorait l'insuffisance des moyens dont disposent les conciliateurs, M. Mourat, secrétaire d'Etat à la justice, a répondu notamment : « Effectivement, les frais de secrétariat, d'acheminement du courrier, ne sont pas pourvus au titre du budget de la justice, de sorte que les municipalités sont encore contraintes de les supporter. Mais il s'agit de sommes modestes. Au reste, les municipalités les assurent généralement volontiers, compte tenu de l'apport non négligeable de tranquillité publique à de ces conciliateurs ». M. d'abord en place à titre expérimental dans quatre départements, les conciliateurs ont vite montré leur efficacité. Leur nombre augmente rapidement : 625 au 1^{er} avril 1979 ; 725 au 30 août ; 800 au 1^{er} octobre dernier. L'objectif est d'arriver à un conciliateur par canton. Dans cinq cours d'appel le taux d'arrangement amiables obtenus est estimé à environ 60 %. Mais à Bordeaux et à Dijon, par exemple, ce taux est respectivement de 64 et 76 %. La réussite provient, bien sûr, de la confiance que font les justiciables aux conciliateurs, mais évalue dans la mesure où la conciliation leur est éligible ou par un élu cantonal ».

LA COMMISSION DES LOIS PROPOSE LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES INCENDIES DE FORÊT.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a examiné, jeudi 8 novembre, sur rapport de M. Jean Tiberi (R.P.R.), les propositions de résolution de M. André Lajoinie (P.C.) et Gaston Defferre (P.S.), tendant à la création de commissions d'enquête sur les incendies de forêt dans les régions méditerranéennes. M. Tiberi a émis des doutes sur l'efficacité d'une telle commission, mais il a déclaré ne pas être opposé au principe de sa création. MM. Louis Malscomat (P.C.), Alain Bantecour (P.S.), Jacques Plot (R.P.R.) et Jacques Douillagous (U.D.F.) se sont prononcés en faveur de la création d'une commission.

La commission des lois a adopté, d'autre part, sur le rapport de M. Bantecour, la proposition de loi adoptée par le Sénat, et tendant à ajouter le 8 mai à la liste des fêtes légales énumérées par le code du travail. La commission avait auparavant repoussé un amendement de son président, M. Jean Foyer (R.P.R.), qui proposait de supprimer le lundi de Pentecôte de la liste des fêtes légales, afin de compenser le rétablissement du 8 mai comme jour férié.

Deux millions de lignes téléphoniques par an

Le ministre déclare que, dans la perspective d'une « meilleure maîtrise des coûts », les distributions du courrier de l'après-midi seront progressivement supprimées en province. Ces tournées, explique-t-il, représentent 20 % du coût de la distribution et ne servent qu'à acheminer 5 % du courrier. Les investissements prévus pour 1980, indique-t-il, « doivent permettre, au cours des prochaines années, de poursuivre la croissance du para-téléphonique à un rythme proche de deux millions de lignes par an ».

Le ministre précise que l'industrie des télécommunications occupe 80 000 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 20 000 personnes occupées dans les entreprises de sous-traitance et 20 000 personnes dans les entreprises de bâtiment et de génie civil liées aux télécommunications. M. Ségard déclare : « Il est certain que les P.T.T. ont offert aux concours des années passées un nombre de places supérieures au nombre de postes qui sont effectivement libérés ». La situation anormale que nous connaissons à l'heure actuelle doit être rétablie au milieu de l'année prochaine ».

LAURENT ZECCHIN.

P.T.T. : le poids du « trafic presse »

Vendredi 9 novembre, l'Assemblée nationale examine le budget des P.T.T. dont les crédits s'élèvent à 90,9 milliards de francs.

M. RIBES (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, déclare que le nombre d'emplois créés en 1980 s'élève à 5 500 (11 557 en 1979), sur un total de 14 638 pour l'ensemble de la fonction publique. Il indique que 24 000 cabines téléphoniques nouvelles seront installées en 1980, ce qui portera leur nombre à 100 000. Les fonds en dépôt à la Caisse nationale d'épargne, qui s'élevaient à 142,8 milliards au 1^{er} janvier 1979, devraient atteindre 154,8 milliards au 1^{er} janvier 1980 et passer de plus de 144 milliards en cours d'année. Les produits de la publicité dans l'annuaire téléphonique sont évalués à 400 millions de francs (350 en 1979). Les lignes téléphoniques, qui doivent atteindre 20 millions d'unités en 1982, selon le programme de Blot, devraient atteindre 13,7 millions d'unités en 1979. Les délais de raccordement restent compris entre sept et huit mois, ce qui, observe le rapporteur, est « fort éloigné de l'objectif fixé, trois mois et demi en 1980 ».

Le déficit prévisionnel occasionné par le transport de la distribution à tarif réduit de la presse dépassera 2 milliards en 1979 et en 1980. « Le trafic presse », explique M. Ribes, est en effet très important puisqu'il occupe autour de deux milliards de journaux adressés annuellement par la poste, soit un objet de correspondance sur cinq. La révision des listes d'inscriptions des titres, qui a été effectuée sur sept mille dossiers, a abouti à

supprimer 30 % de l'ensemble, « mais », ajoute M. Ribes, le nombre total d'exemplaires des journaux traités n'a pas diminué pour autant, en raison de la réinscription de journaux ».

M. NCI (R.P.R.), rapporteur pour avis à la commission de la production, évoque les risques que présente le développement de la télématique. « Si une déontologie stricte n'est pas respectée, indique-t-il, les libertés individuelles pourraient être des atteintes. D'autre part, le rôle de l'Etat pourrait être réduit ».

Dans la discussion générale, M. JOUVÉ (P.C., Haute-Vienne) relève l'aspect « dramatique » du budget des P.T.T. pour 1980, et déclare : « Il faut trois ans, ajoute-t-il, pour qu'un préposé des P.T.T. atteigne 3 000 F par mois. Il s'agit donc d'un salaire de misère, et la démission de démissionnement est jugée « insupportable » les recrus en cause du droit de grève.

M. BAYARD (U.D.F., Loire), se félicite de la « démocratisation » du téléphone, mais, au nom de « l'équité entre citoyens et bureaux », déplore le retard du raccordement à la campagne, bien que, précise-t-il, celui-ci soit plus coûteux. Il évoque le retard dans la distribution du courrier et note que de trafic postal s'accroît de 2,5 % par an.

M. CLAUDE MICHEL (P.S., Eure), rappelle la grève nationale des P.T.T. du 25 octobre dernier. Il déclare à ce sujet : « Le poste choisi la dégradation et le pourrissement de la situation ». Il estime que les P.T.T. « sont malades du manque d'efficacité » et que vingt-sept mille jeunes, repus à des concours d'entrée depuis plus d'un an, sont inscrits au chômage.

Une entreprise industrielle et commerciale

M. MAUGER (R.P.R., Vendée), affirme que les P.T.T. ne devraient pas être un ministère, mais « une entreprise industrielle et commerciale ». Evoquant la grave intervention en cette administration, il déplore le blocage des négociations et réclame le retour à la « concertation ».

M. DELPRAT (N.L., Yonne), déclare que la notion de service public impose une « présence constante sur le terrain ». Il est inconcevable que le courrier ne puisse être distribué dans les délais », précise-t-il.

M. SOURY (P.C., Charente),

s'adresse plus particulièrement à l'action de la poste en milieu rural et M. HAMMEL (U.D.F., Rhône) évoque la « répétition répréhensible des grèves ». Il adresse une lettre de félicitations au ministre, « de gratitude » pour les collaborateurs du ministre et les personnels et « d'espoir » pour la poursuite des efforts. Il demande enfin qu'un effort soit fait en faveur de la création de lignes rurales, « notamment dans le Rhône ».

M. JAGORET (P.S., Côte-d'Or) indique que cent mille lignes sont en attente en Bre-



POLITIQUE

A SON QUATRIÈME CONGRÈS NATIONAL RÉUNI A PARIS

Le P.F.N. présente ses propositions « pour une nouvelle droite politique »

dans la perspective des prochaines échéances électorales, situer leur formation par rapport au courant de pensée de la « nouvelle droite culturelle » et présenter une série de propositions pour l'avènement d'une « nouvelle droite politique » visant à combattre à la fois la gauche et le libéralisme giscardien. Le congrès doit renouveler aussi le bureau politique et le conseil national du parti.

Le Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite), créé il y a cinq ans, et devenu la branche française de l'eurodroite, réunit samedi 10 et dimanche 11 novembre, dans un hôtel parisien, son quatrième congrès national. Les travaux ont été préparés par une série de séminaires régionaux.

Les dirigeants du P.F.N. se proposent essentiellement trois objectifs : définir leur stratégie

Sans craindre de pratiquer l'autosatisfaction, le P.F.N. se prévaut du résultat que la liste de l'eurodroite française, conduite par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour, a obtenu aux élections européennes (265 074 voix, soit 1,21 % des suffrages exprimés) — c'est, il est vrai, un des meilleurs scores réalisés par l'extrême-droite depuis l'élection présidentielle de 1965 — pour prendre rassembler tous les partisans d'un « renouveau » de la droite française.

Il se trouve conforté dans cette espérance par le succès qu'il a obtenu à l'élection municipale d'Albi-Provence, à l'issue de laquelle un de ses militants a été élu sur la liste de M. Alain Jossias (U.D.F.-rad.). C'est la première fois qu'un membre du P.F.N. devient, comme tel, conseiller municipal d'une grande ville. La formation que dirige M. Pascal Gauchon et Alain Robert espère remporter d'autres succès du même genre aux élections municipales de 1983.

« Mais ceci suppose une large ouverture vers les éléments les plus « droitières » de la majorité », souligne le bureau politique du parti. Pour l'élection présidentielle de 1981, le choix du P.F.N. est : « Faut-il échouer aux projets sociaux-démocrates de Giscard ».

La direction du P.F.N. devait soumettre au congrès une brochure présentant ses propositions « pour une nouvelle droite politique », dans laquelle elle estime que la rupture de l'union de la gauche pourrait conduire les socialistes à répondre, à terme, aux sollicitations du chef de l'Etat : « Combien de temps avant que le P.S. (ou une partie du P.S.) ne réponde aux critiques lancées par Lecomte ou Stoléru ? Ce qui se passe, c'est que Giscard est en train de devenir, pour la droite, le danger crédible. Ce qui nous impose de représenter avec sé-

« M. Maurice Schorffer, militant, socialiste, écrivain et écologiste, animateur de l'union locale des consommateurs de Chelles (Seine-et-Marne), a annoncé sa candidature à la présidence de la République.

ALAIN ROLLAT.

A la veille du congrès, le GRECE a fait notamment savoir, « afin de dissiper tout malentendu et toute ambiguïté », qu'il ne s'agit pas de définir la meilleure stratégie pour rendre le style et les propositions du P.F.N. « acceptables » par l'électorat de droite hostile à la politique giscardienne.

« Le GRECE a toujours clairement spécifié le caractère exclusivement culturel et métapolitique de son action. Bien entendu, le GRECE, qui se définit lui-même comme le vecteur d'une nouvelle culture et qui fuge cette expression beaucoup plus juste, pour décrire son entreprise, que celle

ENCORE DISPONIBLE DANS CERTAINS KIOSQUES
DEPÊCHEZ-VOUS

A PROPOS DE L'INTERVIEW DE Mme GISCARD D'ESTAING A LA « GACETA ILUSTRADA »

L'interview de Mme Giscard d'Estaing, publiée en octobre dernier par l'hebdomadaire *Gaceta Ilustrada*, provoque une petite polémique, notamment en Espagne.

On se souvient que l'épouse du chef de l'Etat français avait déclaré, au cours de cet entretien, « un second septennat ne semble guère tenter le président » (*le Monde* du 18 octobre). Interrogée le 25 octobre, au cours d'un voyage dans le Calvados, sur la signification de cette phrase, Mme Giscard d'Estaing avait affirmé : « Il s'agissait là d'un simple commentaire et non d'une déclaration ».

Cette remarque a été présentée, dans certains journaux espagnols, comme un démenti opposé à la *Gaceta Ilustrada*. La rédactrice qui avait recueilli l'interview pour cet hebdomadaire, Mme Pilar Herrais, nous demande de « l'aider à rétablir sa rigueur professionnelle ».

Dans une lettre, elle nous précise que Mme Giscard d'Estaing, au terme de l'interview, avait demandé que le texte de l'entretien lui fut soumis, après rédaction — ce qui fut fait — et qu'un « coup de fil de l'élysée » lui avait signalé peu après que « tout était d'accord ». Mme Pilar Herrais note : « Je ne saurais dire qui a lu le texte que j'ai fait déposer à l'Elysée dans l'après-midi du 27 septembre » mais elle souligne que l'accord qu'elle avait reçu avant publication attestait la « grande exactitude » des propos rapportés.

Mme Pompidou, M. Chirac et M. Chaban-Delmas assistent aux obsèques de Mme de Gaulle

Selon les dernières volontés de Mme de Gaulle, décidées le 8 novembre, les obsèques, qui devaient avoir lieu à Colombey samedi après-midi 10 novembre, revêtiront un caractère « strictement familial ». M. Giscard d'Estaing s'est fait représenter par le général Bertrand de Montandouin, chef de l'état-major particulier de la présidence de la République. Mme Claude Pompidou, M. Jacques Chirac et M. Jacques Chaban-Delmas, qui figurent parmi les personnalités assistant à cette cérémonie, le font à titre personnel. Le maire

de Paris est venu saluer « au nom de la population parisienne » la dépouille mortelle de la veuve du « général de Gaulle, lors de la levée du corps, samedi matin. La mise en bière a eu lieu vendredi à l'hôtel du Val-de-Grâce en présence du vice-amiral Philippe de Gaulle, du général de Boissieu, de leurs épouses et de l'un des petits-fils de la défunte, M. Jean de Gaulle.

Mme de Gaulle a été associée à son mari dans l'hommage prononcé vendredi matin, en l'église de Colombey, à l'occasion du neuvième anniversaire de la mort de Charles de Gaulle, en présence notamment de M. Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Claude Berrier de Balamont, grand chancelier honoraire de l'Ordre de la Libération, du général Jean Simon, actuel grand chancelier de cet ordre, de M. Pierre Lefrance, président de l'Association nationale pour la fidélité au général, Maurice Druon et Jean Marin, ancien P.-D.G. de l'A.F.P.

Organisée par l'Association des Français libres, une messe à laquelle participaient M. Raymond Barre et plusieurs membres du gouvernement, ainsi que la famille du général de Gaulle, a été dite, vendredi soir, en la chapelle Saint-Louis-des-Invalides. Dans son homélie, l'abbé Norbert Calmel, supérieur de l'ordre des Prémonstrés, a rappelé « les vertus, les qualités et les leçons du général de Gaulle » et souligné que « jamais [son] audience ne fut aussi forte et aussi nécessaire ».

M. PIERRE AYMARD EST CHARGÉ D'EXAMINER LA SITUATION DES FONCTIONNAIRES DES DOM

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a chargé M. Pierre Aymard, conseiller-maire à la Cour des comptes, d'examiner la situation des fonctionnaires des départements d'outre-mer sur la situation des fonctionnaires servant dans ces départements.

M. Aymard, qui sera assisté de M. Jean-Michel Rempy, expert des conditions de vie des ménages à l'INSEE, se rendra dans les semaines qui viennent dans chacun des départements d'outre-mer.

A l'issue de cette concertation, le secrétaire d'Etat « tirera lui-même, avec les organisations syndicales représentatives, toutes les conclusions utiles et proposera au gouvernement les décisions qui lui paraîtront justifiées ».

[M. Aymard a servi, de 1941 à 1967, dans les territoires d'outre-mer. Il a également été chef de la mission permanente d'aide et de coopération auprès de la République islamique de Mauritanie. Nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes en 1967, M. Aymard a, de 1973 à 1974, servi au ministère de la fonction publique, exerçant notamment, en 1973, les fonctions de directeur du cabinet du Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat à la fonction publique. A ce titre, il a joué un rôle important dans les négociations avec les organisations syndicales, dans le cadre de la politique contractuelle.]

LOTO

c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros

N°1

CE MOIS-CI DANS ACTUEL: LE NET TOYAGE DE BARBÈS.

A Barbès, au printemps dernier, il y avait 21 bordels qui tournaient, 800 amateurs qui jouaient au bonneteau sur de vieux cartons, une tonne de haschich dans un appartement. C'était le printemps dernier...

Actuel raconte tous les mois les années 80, en 116 pages, avec de grands récits, des personnages, des aventures et des photos couleur. Ce mois-ci pour son premier numéro, Actuel a :

Fouillé la maison du dictateur fou.
Découvert que Tintin a existé et que les Belges n'ont rien inventé.

Enquête plusieurs mois sur le nettoyage de Barbès que l'on prépare à la rénovation.

Plongé chez les grands délirants de la Funk Music.

Actuel, le mensuel des années 80, nouveau et intéressant.

ACTUEL

N°1 MENSUEL, 116 PAGES EN VENTE PARTOUT 70 F.

مكتبة الأمل

Le Monde

Société

La diffusion du film « Le Pull-Over rouge »

- Des passages de l'œuvre devront être coupés
- Plusieurs maires du Sud-Est envisagent des interdictions

La diffusion du film de M. Michel Drach, « Le Pull-Over rouge », qui est projeté dans douze salles parisiennes, depuis le 7 novembre, risque de se heurter, dans certaines villes du Sud-Est, à des interdictions décidées par certains maires (nos dernières éditions).

Le film est directement inspiré de l'assassinat de la petite Marie-Dolores Rambila, huit ans, dont le corps avait été retrouvé le 3 juin 1974 dans un bois, près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). Christian Ranucci, vingt-deux ans, avait été condamné pour ce meurtre et guillotiné le 27 juillet 1976.

Les parents de la victime, M. et Mme Pierre Rambila, avaient demandé la saisie du film pour atteinte à l'intimité de la vie privée. En audience de référé, mercredi 7 novembre, Mme Simone Bozas, présidente du tribunal de Paris, avait refusé la saisie pour ne pas « porter atteinte à la liberté d'expression ». Les époux Rambila ayant fait appel de ce jugement, les magistrats de la première chambre de la cour d'appel de Paris ont décidé, vendredi 9 novembre, que le film de Michel Drach devrait subir, d'ici au 14 novembre, l'amputation de quatre scènes mettant en scène la famille de la victime. En outre, un avis sera inséré au début de l'œuvre faisant état de cette décision de justice.

L'émotion suscitée dans le Midi par l'affaire est à l'origine des intentions de certains maires d'interdire la diffusion du film. Toutefois on en est, dans la plupart des cas, au stade des inten-

tions. Seul M. Henri Fabre, premier adjoint au maire de Toulon, M. Maurice Arreckx (U.D.F.), a pris un arrêté d'interdiction. Il a indiqué que la mairie avait reçu « de nombreux appels téléphoniques annonçant qu'il y aurait des manifestations violentes si le film était projeté ».

A Aix-en-Provence, M. Alain Jolissaint a déclaré qu'il soumettrait le projet lundi à son conseil. « A titre personnel, a-t-il précisé, je pense qu'il s'agit d'une ignominie que de réaliser un tel film. » M. Pierre Rinaldi, maire R.P.R. de Digne (Alpes-de-Haute-Provence), a indiqué qu'il proposerait mardi l'interdiction du film à son conseil. D'autres maires pourraient adopter la même attitude. M. Alfred Martin, maire de Carry-le-Rouet; Jean Francou, maire (C.D.S.) de Salon-de-Provence et sénateur des Bouches-du-Rhône; Laurens Dejeul, maire (mod. maj.) de Marignane; et Maurice Bertrand, maire (R.P.R.) de Plan-de-Cuques.

A la préfecture des Bouches-du-Rhône, on nous a indiqué, ce samedi 10 novembre, qu'aucun arrêté d'interdiction n'était encore parvenu dans les services préfectoraux.

M. et Mme Rambila ont été reçus, à leur demande, vendredi 9 novembre dans la soirée, par Mlle Eliane Signorini, chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République. Ils ont réclamé que des « poursuites pénales » soient engagées contre les auteurs du film.

Messieurs les censeurs...

Une double offensive est menée contre le Pull-Over rouge de Michel Drach. L'une est compréhensible car elle s'appuie sur une douleur que le film, bien que ce ne soit évidemment pas son but, vient raviver; celle des parents de la petite Marie-Dolores Rambila assassinée le 3 juin 1974. La seconde est plus étonnante par la promptitude avec laquelle est la marque; celle des maires d'un certain nombre de villes du sud-est de la France.

Appelés à se prononcer, en urgence, sur l'action de M. et Mme Rambila, les juges ont, en appel, contrairement à la décision de première instance, choisi d'ordonner quatre coupes. Elles sont, pour qui a vu le film, assez banales, inutiles. Toutes les scènes supprimées (les larmes des parents, les cris des voisins) se sont déjà vues dans les versions précédentes. Seules une des quatre séquences, incluses en noir et blanc lors du passage consacré aux audiences et qui montre la petite Dolores sautant à la corde, pouvait apparaître comme superflue. Encore que, dans sa finalité, « favorable » aux tenants de la culpabilité de Christian Ranucci, sa suppression est sans importance.

Mais là s'arrêtent les concessions que l'on peut faire aux magistrats de la cour d'appel de Paris, qui se sont davantage mués en censeurs qu'en conciliateurs.

Il est d'abord grave de fournir en urgence une décision dont les motivations ne seront connues que plus tard. Ce fut pourtant le cas vendredi. Ce n'est pas un référé, c'est de la censure à pied. On n'est pas toujours aussi rapide...

Ensuite, de quelque cause juridique qu'on les habillera, des coupes sont des coupes. Spécialement dans ce cas où elles n'empêchent pas le

spectateur de savoir... ce qu'il sait parfaitement. Un drame provoque partout et chez tous à peu près les mêmes douleurs. Montrer que M. Rambila s'avançait en reconnaissance le cadavre de sa fille n'était qu'une mention d'évidence.

De sorte qu'on ne sait si, par cette décision en réalité vaine, la justice a voulu empêcher la continuation d'un dommage privé, ou bien si, tout au contraire, elle a voulu affirmer son droit à exercer une censure préalable.

Car les parents ne voulaient pas de ces coupes qui, à eux aussi, paraissent dérisoires. Il est vrai qu'elles sont nées des suggestions de l'avocat général qui ne s'est pas borné à cela. Il en a aussi appelé aux ténors des plus hautes autorités de l'Etat contre le film de Michel Drach, jugé par ce magistrat outrageant pour la magistrature. Il y avait alors comme un mélange entre

le drame privé et l'honneur de la magistrature et de la police. L'un servait de point d'appui pour faire valoir l'autre. Un « hors-sujet » judiciaire.

Les parents exigeaient que le silence soit fait autour d'eux. Or, ce silence est d'autant moins possible que l'« autorité de la chose jugée » qu'ils faisaient valoir, a été apparemment écartée comme inapplicable en l'espèce. On en sera sûr lorsque les magistrats consentiront à rendre publics les motifs de leur décision.

« L'autorité de la chose jugée » interdit de s'opposer à une décision judiciaire, mais nullement de la commenter ou même de la critiquer, du moment que le discrédit n'est pas jeté sur elle. En ce sens, si certains personnages officiels du film paraissent déplorables ou caricaturaux, il ne faudrait pas trop vite écarter l'hypothèse qu'il y a peut-être des raisons objectives à cela...

L'immoralité

La décision judiciaire de caractère national est plus grave dans les principes que dans les faits. Il n'y a pas de même pour la raison d'interdiction pure et simple constatée dans le Sud-Est; à Digne, à Aix-en-Provence, à Salon-de-Provence, etc. Malheureusement pour leurs auteurs, l'assise juridique de ces arrêts est plus fragile. Elle repose sur le conseil, l'abandon des jurisprudences sur l'interdiction des films n'est pas favorable à ces maires, saisis par l'épouvante.

Légalement, un maire a le pouvoir d'interdire un film conformément à la longue énumération de l'article 151-2 du code des communes, sur le conseil municipal. Le pouvoir de police vise à « assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques ». Mais des conditions sont exigées pour exercer ce pouvoir. Elles sont au nombre de deux, simultanément.

Il faut d'abord que soient établies des menaces réelles et strictement locales « de troubles matériels sérieux », ainsi que la présence de la jurisprudence du Conseil d'Etat. Il faut, de plus, que l'interdiction soit le seul et ultime moyen de les prévenir comme l'exige le Conseil d'Etat depuis un arrêt du 19 mai 1933. Interdire, peut-être, mais s'il n'y a pas d'autre solution. Sur ce point, des jurisprudence récentes (1) observent que l'« éventualité de troubles à la suite de la projection d'un film est assez théorique ».

La deuxième condition simultanément exigée d'un maire pour prononcer une interdiction est celle de l'immoralité du film. Peut-on soutenir que le Pull-Over rouge est immoral? Nullement. L'adjectif « immoral » accolé à cette production, mais certainement pas celui d'« immoralité ». Or il n'y a pas lieu de débattre longuement de ce que ce film n'est pas. Mais il est évident que l'expression « immoral » n'est pas d'une définition aisée et qu'elle doit avant tout à l'impression, qu'elle est subjective, il paraît improbable que l'on puisse démontrer l'« immoralité » du Pull-Over rouge. On ne l'a d'ailleurs jamais dit de côté des plaignants. On ne voit pas pourquoi il faudrait être plus royaliste que le roi, et pour les maires, plus rigoureux qu'une famille éprouvée par le sort.

Il appartient, en tout cas, à l'autorité qui a interdit la diffusion d'établir qu'elle a bien agi. Non pas seulement devant les tribunaux administratifs, et le cas échéant, devant le Conseil d'Etat, lorsque l'annulation

FAITS ET JUGEMENTS

Le greffier en chef du tribunal de commerce d'Amiens est écroué.

M. Robert Nachkaerts, greffier en chef du tribunal de commerce d'Amiens, vient d'être écroué à la maison d'arrêt d'Amiens. Il est accusé d'avoir détourné 800 000 francs sur les sommes qu'il était chargé de percevoir. Sans compter 20 % de taxes en sus. M. Nachkaerts avait été saisi en charge 1 200 000 francs à son arrivée en 1974. Le prix, comme toujours dans ce cas, avait été fixé par la chancellerie.

Le greffier doit emprunter beaucoup d'argent pour payer la charge. Il détournait des fonds « pour faire face à ses échéances », a-t-il dit. « J'ai toujours rendu l'argent ainsi soutiré. Il n'y parviens jamais. (Corresp.) »

Un militaire du contingent, Gilbert Galar, vingt ans, a trouvé la mort le vendredi 9 novembre à Zurich. Le 9 novembre, à Zurich, Saint-Etienne rencontra Salomonique (Grèce), vainqueur aux deux précédents du tournoi de Hong-Kong. L'autre demi-finaliste opposa Pat Dupré (E.-U.), vainqueur de Tim Wukinson (E.-U.), 6-2, 7-6, à Roscoe Tanner (E.-U.), qui a battu Mark Edmondson (Australie), 6-2, 6-4. Les Américains se sont aussi distingués au troisième tour du tournoi de Stockholm. Saviano (E.-U.) bat Moore (Afr.-Sud), 6-4, 6-4; McEnroe (E.-U.) bat Docherty (E.-U.), 6-1, 6-3; Mayer (E.-U.) bat Cox (G.-B.), 6-4, 6-4; Gottfried (E.-U.) bat Tom Guillion (E.-U.), 6-3, 7-5.

Un ouvrier des usines Talbot-Chrysler de Poissy (Yvelines), M. Jean Chabrier, âgé de 28 ans, a été retrouvé pendu, dimanche 4 novembre, dans son appartement de la Résidence du Parc à Vernouillet (Yvelines), où il vivait seul. Selon l'un des collègues, M. Chabrier, ce suicide serait consécutif à une menace de licenciement, la direction lui reprochant de perdre du temps dans son travail. M. Chabrier avait été mis à pied une journée, reconnaît le directeur du personnel de Talbot-Chrysler, qui soutient cependant qu'aucune lettre de licenciement n'avait été adressée au disparu.

A LA DEMANDE DE BRUXELLES

Les occupants de l'ambassade de Belgique à Paris ont été expulsés

Les vingt et une personnes (objecteurs de conscience et insoumis) qui occupaient l'ambassade de Belgique à Paris depuis jeudi 8 novembre (« Le Monde » du 10 novembre) ont été expulsées, samedi 10 novembre, vers 11 h 15, par la police française, à la demande des autorités belges.

Vendredi après-midi, lors d'une conférence de presse, les occupants avaient indiqué qu'ils ne sortiraient pas « avant d'avoir obtenu toutes les garanties nécessaires ». Ils avaient ajouté que l'ambassadeur leur avait assuré qu'ils ne seraient pas arrêtés à la sortie de l'ambassade s'ils partaient volontairement, mais que la Belgique réclamerait l'intervention de la police française s'ils demeuraient dans l'ambassade. Selon eux, l'ambassadeur leur avait assuré qu'il interviendrait en faveur de M. Jean-Luc Fraizy, incarcéré à Lyon depuis le 3 octobre pour avoir refusé d'effectuer son service militaire. « Ce bidon, estimaient-ils, n'est que pour nous faire peur. L'évacuation s'est déroulée sans incident et les autorités belges ont indiqué que « puisque tout était passé dans le calme comme il était souhaitable, le gouvernement belge renoncera à porter plainte contre les occupants de l'ambassade ».

Le représentant diplomatique belge, sur instruction du gouvernement, a tenté d'obtenir par la persuasion un départ volontaire et sans incident. Mais le porte-parole de l'ambassade, Les occupants ayant affirmé qu'ils ne quitteraient pas l'ambassade de leur propre gré, il a été procédé le 10 novembre à l'évacuation de la chancellerie par les autorités françaises, et ce en application de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

« L'acte d'entrée dans une mission diplomatique, a ajouté le porte-parole, est une notion étrangère aux droits des pays d'Europe occidentale. L'autre part, l'occupation n'est pas un acte de guerre, quand l'étranger se trouve sur le territoire national belge et répond aux conditions de la convention de Genève de 1948. »

Les vingt et une jeunes gens ont été emmenés au commissariat du dix-septième arrondissement et tous relâchés vers 2 h 30, après avoir été maintenus le cœur à l'ouvrage jusqu'à la fin de la nuit. Ils se sont « étonnés d'avoir tous été relâchés ». « Si les douze insoumis n'ont pas été arrêtés, ont-ils dit, c'est parce qu'ils ont été protégés par Jean-Luc Fraizy a-t-il

été inculpé et écroué le 3 octobre, pourquoi Laurent Sublet a-t-il été arrêté sur son lieu de travail le lundi 30 septembre? Les poursuites contre les insoumis doivent cesser. »

Dès vendredi, le parti socialiste avait protesté contre « les difficultés faites par les services du ministère de la défense dans l'application de l'actuel statut des objecteurs de conscience » et contre « la répression maladroite qui s'exerce d'une manière disproportionnée ».

Le statut français, à propos duquel la loi interdit toute publication, ne permet pas au demandeur de s'appuyer sur des considérations autres que philosophiques ou religieuses. L'objecteur qui a obtenu le bénéfice du statut doit consacrer deux ans à une activité civile, dont un à une affectation obligatoire dans la plupart des cas les Eaux et Forêts. Le statut des objecteurs de conscience en Belgique est plus libéral, selon les indicateurs. Il prévoit notamment un temps de service civil supérieur de moitié à celui de soldats.

Le consulat général de France à Amsterdam a été occupé par une trentaine de manifestants pendant deux heures dans l'après-midi du 9 novembre. Avant de l'évacuer pacifiquement, ils ont exprimé leur solidarité avec les objecteurs de conscience français qui occupent l'ambassade de Belgique à Paris. (A.F.P.)

Sept militants C.F.D.T. qui avaient appartenu à l'encadrement du Centre d'aide par le travail de Besançon (C.A.T.) ont été condamnés le 9 novembre à un mois d'emprisonnement avec sursis pour des faits qualifiés de vol, recel ou complicité.

Pour tous ces faits, M. Jean-Paul Helm, trente ans, cuisinier; Bruno Ternault, vingt-deux ans, monteur; Denis Bouchard, vingt-trois ans, aujourd'hui chômeur; Bernard Rose, trente-cinq ans, aide-comptable; Christian Tonnerre, vingt-huit ans, menuisier; Jean-Louis Schmitt, vingt-trois ans, chômeur; et Jean-Louis Schmitt, vingt-trois ans, chômeur, demeurant à Bonnefont-Velloirelle (Haute-Saône) avaient, en janvier 1977, fait disparaître des documents commerciaux ou comptables dans le dessein de maintenir le centre en activité. Celui-ci, qui était donné pour objet de fournir du travail à des handicapés venait de déposer son bilan. Il a été réouvert le 15 octobre 1978 sous forme d'atelier protégé. (Corr.)

Un militaire du contingent, Gilbert Galar, vingt ans, a trouvé la mort le vendredi 9 novembre à Zurich. Le 9 novembre, à Zurich, Saint-Etienne rencontra Salomonique (Grèce), vainqueur aux deux précédents du tournoi de Hong-Kong. L'autre demi-finaliste opposa Pat Dupré (E.-U.), vainqueur de Tim Wukinson (E.-U.), 6-2, 7-6, à Roscoe Tanner (E.-U.), qui a battu Mark Edmondson (Australie), 6-2, 6-4. Les Américains se sont aussi distingués au troisième tour du tournoi de Stockholm. Saviano (E.-U.) bat Moore (Afr.-Sud), 6-4, 6-4; McEnroe (E.-U.) bat Docherty (E.-U.), 6-1, 6-3; Mayer (E.-U.) bat Cox (G.-B.), 6-4, 6-4; Gottfried (E.-U.) bat Tom Guillion (E.-U.), 6-3, 7-5.

Un ouvrier des usines Talbot-Chrysler de Poissy (Yvelines), M. Jean Chabrier, âgé de 28 ans, a été retrouvé pendu, dimanche 4 novembre, dans son appartement de la Résidence du Parc à Vernouillet (Yvelines), où il vivait seul. Selon l'un des collègues, M. Chabrier, ce suicide serait consécutif à une menace de licenciement, la direction lui reprochant de perdre du temps dans son travail. M. Chabrier avait été mis à pied une journée, reconnaît le directeur du personnel de Talbot-Chrysler, qui soutient cependant qu'aucune lettre de licenciement n'avait été adressée au disparu.

Un ouvrier des usines Talbot-Chrysler de Poissy (Yvelines), M. Jean Chabrier, âgé de 28 ans, a été retrouvé pendu, dimanche 4 novembre, dans son appartement de la Résidence du Parc à Vernouillet (Yvelines), où il vivait seul. Selon l'un des collègues, M. Chabrier, ce suicide serait consécutif à une menace de licenciement, la direction lui reprochant de perdre du temps dans son travail. M. Chabrier avait été mis à pied une journée, reconnaît le directeur du personnel de Talbot-Chrysler, qui soutient cependant qu'aucune lettre de licenciement n'avait été adressée au disparu.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. DANS LE N° DE NOVEMBRE

OU EN EST « MINUTE »

33.000 exemplaires à son lancement en 1962; 188.000 aujourd'hui

LA PRESSE AUTOMOBILE

Ses principaux titres et leur évolution

LES JOURNALISTES

FACE A L'INFORMATIQUE

Les nouvelles techniques transforment la profession

LES DISSIDENTS

Les revues qu'ils éditent en Occident

JEAN BOIZEAU

explique le signe de « Minute »

PRESSE ACTUALITE

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYEZ 13 F (timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 U Paris) à PRESSE-ACTUALITE, 5, rue Bayard, 75380 PARIS, en spécifiant numéro de novembre, l'abonnement d'octobre 90 F.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

SCIENCES

DÉFENSE

L'ère de la biologie triomphante

II. — Des industriels dans l'expectative

par XAVIER WEEGER

Le développement, depuis quelques dizaines d'années, de la biologie moderne, va mettre à la disposition de nos sociétés de nouveaux outils qui, en s'appuyant sur des techniques déjà existantes, pourront profondément transformer de nombreuses branches de l'activité humaine, en particulier industrielle (« Le Monde » du 10 novembre).

La biologie moderne ne va pas nécessairement faire naître une industrie totalement nouvelle. Elle va, plus probablement, envahir de nombreuses branches industrielles en transformant leurs procédés de fabrication, ou en substituant des fabrications à d'autres.

Il ne fait guère de doute que les développements des biotechnologies entrent parfaitement dans le cadre des filières nouvelles. Le gouvernement souhaite que la France y prenne une place de choix. Il s'agit bien, en effet, d'industries prometteuses, où la « matière grise » joue un rôle déterminant en développant dans les laboratoires de recherche des souches bactériennes originales aux propriétés intéressantes.

L'exploitation, la mise au travail de ces souches, relèvent d'une industrie à haute technologie : la fermentation ou les procédés plus généraux d'élevage de micro-organismes ne sont pas, on l'a vu, appelés à des concepts totalement nouveaux. Dans la compétition internationale déjà très vive, au moins à l'amont, il est clair que la productivité et le rendement seront d'une importance capitale, notamment quand il s'agit de substituer des procédés nouveaux à d'anciennes techniques ou de créer des produits entièrement nouveaux. D'où un besoin intense de recherches appliquées, en par-

ticulier sur les contrôles de processus « en temps réel » qui nécessiteront, par exemple, un large appel à l'informatique appliquée ou à de nouvelles technologies de capteurs. Dans cette optique, les outils et les potentialités de la recherche et de l'industrie françaises sont loin d'être négligeables.

En recherche fondamentale, plusieurs équipes françaises de l'Institut Pasteur, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), notamment à Paris et à Strasbourg, sont parmi les premières du monde. De même pour l'étude fondamentale et appliquée des techniques enzymatiques, à Compiègne et à Toulouse, notamment. Pour la recherche agro-alimentaire, les équipes de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont une réputation bien établie ; cet organisme a signé il y a quelques mois un accord de coopération avec l'Institut Pasteur.

Encore, ce bilan globalement positif a-t-il été tempéré : c'est de moins l'avis d'une personnalité aussi avisée que M. Philippe Landau, directeur général de l'INSERM : « Si, dans les cinq ans à venir, il n'y a pas, sur les deux cents laboratoires de l'INSERM, une centaine qui se sont mis à apprendre, voire à pratiquer, les méthodes de recombinaison génétique, l'avenir de la recherche médicale française est... » Et M. Landau regrette que « les chercheurs ne soient pas, en fait, suffisamment ouverts à l'industrie, qu'ils ne soient pas assez impliqués dans les domaines révolutionnaires ». Selon lui, les recherches sur les enzymes, si prometteuses sur le plan théorique, souffrent également d'un manque d'enthousiasme.

La pharmacie d'abord

La situation dans l'industrie est évidemment plus difficile à analyser, s'agissant de domaines potentiellement d'application aussi variés. On peut, dès l'abord, noter qu'un gros effort sera évidemment nécessaire dans le secteur des industries agro-alimentaires, notamment insuffisant en France. La situation est bien meilleure dans le secteur des souches (société Rapin, par exemple), des produits d'origine végétale (société Eurolysine) ou dérivés des produits du lait (groupe des Fromageries Bel). Les menaces que les biotechnologies peuvent faire peser sur les produits existants des nouvelles possibilités envisagées en matière de chimie fine ne sont pas, on le verra plus loin, ignorées par les grands groupes industriels traditionnellement actifs dans ces filières.

Le secteur pharmaceutique, qui produit des molécules très complexes et à haute valeur ajoutée (hormones, polypeptides, vaccins...), sera, évidemment, un des premiers à bénéficier des retombées de la biologie moderne, en particulier des recombinaisons génétiques : il est évident, en France comme à l'étranger, un des plus attentifs aux évolutions prévisibles. Le rapprochement entre l'Institut Pasteur et l'Institut

Mérieux (1) doit être envisagé sous cet aspect. Les responsables des autres secteurs industriels qui devraient être touchés à moyen ou à long terme font preuve, pour leur part, d'un enthousiasme plus que modéré. Un fait positif mérite d'être souligné : l'effort des grands groupes industriels ont lancé une réflexion sur ces thèmes d'avenir. Chez Saint-Gobain-Pont-à-Moussy, par exemple, on indique que « des études sont en cours depuis dix-huit mois », et que l'on s'intéresse en premier lieu aux secteurs que le groupe domine déjà techniquement : la production de bois, problèmes de production d'énergie ou de fabrication de matières plastiques à partir de matières premières organiques.

Les aspects de l'énergie (fermentation méthanique, production d'hydrogène) intéresseront particulièrement, dit-on, des groupes comme la C.G.E. (Compagnie générale d'électricité) ou l'Air liquide.

Plusieurs groupes pétroliers suivent aussi les évolutions : il semblerait, par exemple, que Elf reste très attentif, malgré l'absence, peu après la crise pétrolière de 1973 — de son projet de production de protéines à partir de pétrole. Une « veille active » du

même type est en cours chez Elf-Sap, reconnaît-on à la direction du groupe, tandis que le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann envisage sérieusement d'investir dans le domaine de la recherche en génétique fondamentale.

Tous les grands industriels que nous avons interrogés restent très prudents : beaucoup ont mis sur pied des groupes d'études, certains reconnaissent avoir des « antennes » aux États-Unis ou au Japon, en soulignant, par exemple, qu'« on ne pourra pas se permettre de rater ce que les Japonais ont déjà réalisé ». Cette prudence est justifiée, expliquent-ils : la recherche n'a pas encore, dans leur domaine, débouché ; la « bio-industrie », d'autre part, même si elle est « plus facile » que l'industrie chimique actuelle (2), restera une industrie lourde, nécessitant d'énormes investissements et qui implique que soient prises des précautions élémentaires en matière de couverture du risque.

« Préparer le terrain »

Enfin, notamment pour les produits de grande consommation, l'environnement économique est encore très largement défavorable aux biotechnologies : « Le pétrole n'est pas encore assez cher pour que son remplacement comme matière première de la chimie par des matières carbonées issues de la biomasse soit rentable à grande échelle », indiquent les responsables de la recherche chimique. « Les entreprises comme le lait ou les céréales sont, en raison notamment de la politique agricole commune, très à l'abri de ce qu'il y a de nouveau mondial », soulignent certains. D'autres font surtout valoir qu'il faut encore attendre que les chercheurs sachent totalement valoriser par des procédés biologiques la cellulose ou la lignine, qui représentent la part principale de la production végétale de carbone.

Plusieurs industriels ont passé des contrats avec des laboratoires publics ou parapublics de biologie fondamentale. Certains envoient même des équipes de chercheurs à l'étranger, où les conditions de travail sont plus favorables. Mais, dans ces cas, les entreprises ne se font pas de illusions : elles savent que les biotechnologies, si elles sont largement insuffisantes, si l'on en croit M. Landau, qui reconnaît qu'il y a « à moins de dix » chercheurs provenant de l'industrie dans ce cas pour le génie génétique.

« Je ne peux pas mettre à centime sur un programme nouveau », affirme récemment à un chercheur le responsable d'un grand groupe industriel français. Concernant les biotechnologies, un tel discours est inquiétant, si l'on ne veut pas que, comme cela a pu se produire dans le domaine de l'électronique, la France « rate le coche ». D'autant que la compétence de base de sa recherche et de son industrie est plus que jamais en jeu, que son agriculture fournit une matière première qu'il conviendra de plus en plus de valoriser.

Même si beaucoup de retombées décrites ici ne sont pas pour l'immédiat, le temps presse, d'un côté, pour les techniques de nouvelle impulsion à la recherche et pour « préparer le terrain » dans les milieux industriels. Aux États-Unis, plusieurs petites sociétés affrontent des ambitions à la taille des possibilités de la biologie moderne. L'une d'entre elles affirme même sa volonté de devenir l'« I.B.M. de la biologie ». L'industrie japonaise, discrète comme toujours, n'en est pas moins la plus apte à imposer sa domination au niveau mondial : une entreprise d'entraide, prise de taille internationale travaillant déjà sur ces « créneaux » et affichant en particulier un « leadership » incontestable dans les techniques de fermentation. Et le Japon compte aujourd'hui, estime-t-on, plus de quatre mille microbiologistes hautement qualifiés travaillant pour les trois quarts dans l'industrie. Ils sont à peine plus d'une cinquantaine en France, alors que les universités japonaises forment chaque année, dans ces secteurs, trois cents titulaires de doctorat qui commencent à avoir des difficultés à trouver du travail.

Des préalables essentiels

Un axe prioritaire d'action pour le gouvernement devra donc être, assurément, de mettre rapidement sur pied des filières de formation adaptées. La définition d'un profil de « bio-ingénieur » est, à l'heure actuelle, un problème prioritaire dans son action, par une association d'industriels et de chercheurs intéressés aux problèmes des « bio-industries ». ADEIO (3), qui s'est récemment créée.

À l'image du rapport Noraminc sur « L'informatisation de la société », le rapport Gros-Jacobs-Royer sur « Sciences de la vie et Société » devrait avoir un large impact sur l'opinion publique. Tel est du moins le but clairement affiché par le président de la République. La biologie n'est

pas arrivée au même point de développement que l'informatique, notamment dans ses répercussions probables sur la vie quotidienne. Il n'est pas sûr, du reste, que, du moins sur les aspects bio-industriels dont il a surtout été question ici, les conséquences soient rapidement notables, même à l'échelle d'une génération, autrement que par le biais de la médecine, ou au travers d'une modification des processus de production qui restent, largement « opaques » au consommateur et au grand public.

Il est trop tôt pour parler de « politique industrielle de la biologie », même si certaines actions déjà envisagées par le gouvernement — en matière, par exemple, de valorisation, énergétique ou de santé — ont une réflexion de grande envergure et de longue haleine, et de résumons rapidement les conditions préalables essentielles au développement de la recherche fondamentale et appliquée.

Le rapport remis lundi au président de la République doit, de ce point de vue, être un coup d'envoi.

FIN

- (1) Le Monde du 1^{er} novembre 1979.
- (2) Les techniques de fermentation, par exemple, nécessitent des conditions « douces » de température ou de degré d'acidité.
- (3) Association pour le développement de la bio-industrie, 4 allée Le Flidat, Le Sers, 9460 Valenton.

La France entretient mille cinq cents conseillers techniques militaires à l'étranger

La France a mis à la disposition d'États étrangers environ mille cinq cents cadres (officiers et sous-officiers) de l'assistance technique militaire, dont la moitié de l'armée de terre, un quart de la marine, et le quart restant de la gendarmerie et du service de santé des armées. C'est ce que précise dans le dernier numéro du mensuel *Armées d'aujourd'hui* le colonel Bernard Rieu, chef de la section coopération militaire-assistance technique à la division des relations extérieures de l'état-major des armées.

Ces assistants techniques militaires servent en Afrique pour 35 % d'entre eux, plus particulièrement en Afrique du Nord et en Afrique Noire francophone, au Proche-Orient, en Asie (Népal) et en Amérique latine.

Le colonel Rieu précise que ces personnels français, subordonnés à l'ambassadeur, reçoivent des missions « à l'étranger » pour la préparation ou l'exécution d'opérations de guerre ou de maintien de l'ordre. Ils ont des missions de conseil, d'instruction, de direction des écoles de formation de cadres locaux ou de formation de spécialistes sur les matériels militaires acquis de l'étranger.

Dans le même numéro de la revue éditée par le ministère de la Défense, le colonel Claude Louis Kery, chef de la section des stagiaires étrangers à la même division de l'état-major des armées, précise que les écoles militaires françaises reçoivent de l'ordre de 3 500 stagiaires étrangers de soixante-quinze pays différents. Après un début modeste de moins de 1 300 stagiaires, ces écoles ont enregistré, au cours de l'année 1978, 3 500 stagiaires.

étrangers entre 1964 et 1969, période qui correspond à la mise sur pied des armées des États d'Afrique. Le colonel Rieu estime que ces effectifs ont aujourd'hui tendance à augmenter en raison de « l'insécurité des pays d'Afrique face aux événements qui se déroulent dans ce continent ». Les stagiaires africains représentent 80 % du nombre des admissions. Au palmarès des anciens stagiaires étrangers des écoles militaires françaises figurent notamment neuf chefs d'État et dix ministres (défense, finances, transports, agriculture, fonction publique, etc.).

Une formule originale d'enseignement de notre langue aux stagiaires non francophones (en provenance du Proche-Orient notamment), écrit le colonel Rieu, a été mise au point par l'armée de l'air, avec l'aide d'une société de services, la Société d'assistance technique industrielle (SATI) à Rochefort (Charente-Maritime). « La formule permet, dans un délai de six à huit mois, de faire acquiescer aux stagiaires, avant leur admission, dans le cycle militaire d'instruction proprement dit, les éléments de base de la langue française. »

Le général de brigade aérienne Charles Matigny, adjoint au directeur des recherches, études et technique d'armement, précise, de son côté, que l'armée de l'air française dispense, à l'étranger, trois cents officiers et sous-officiers conseillers techniques. Ces coopérateurs sont détachés auprès de vingt-cinq forces aériennes.

* Armées d'aujourd'hui, novembre 1979, n° 45, 650 F, 10, boulevard Latour-Maubourg, 75330 Paris Cedex 07.

RELIGION

La fin de l'assemblée des cardinaux

(Suite de la première page.)

On doit donc s'attendre dans les années qui viennent, à un double exercice de collégialité, sans compter le renforcement très probable des organes locaux tels que les conférences épiscopales et les conseils épiscopaux internationaux. Sans compter, en outre, avec les conseils presbytéraux, les conseils paroissiaux, les conseils de quartier, qui constituent en quelque sorte une collégialité du deuxième degré, mais non de seconde zone.

Bien que cela n'apparaisse guère de prime abord dans les documents officiels et dans les décrets, les cardinaux qui sont bien obligés de respecter le secret des travaux prescrits, c'est la réforme de la Curie qui constitue l'objectif principal de la réforme. Avec habileté Jean-Paul II a voulu consacrer les cardinaux de Curie en leur demandant, dans un premier temps, de présenter eux-mêmes leurs suggestions à leurs collègues. Mais, dans un deuxième temps, il reviendra aux cardinaux qui exercent leur ministère dans les Églises locales d'envisager, sous l'égide de leur propre plan, car il est bien évident que les acteurs ne sauraient être les meilleurs réformateurs. Ce rôle est plutôt celui des utilisateurs de la réforme. Les cardinaux, Jean-Paul II entend s'appuyer sur l'opinion des représentants de l'Église universelle pour atteindre ces changements souhaitables. Sinon, ce serait risquerait de ne pas aboutir.

Priorité à la pastorale

Quels changements ? Le caractère confidentiel des propositions faites pendant la rencontre ne permet pas de répondre d'une manière précise. On peut pourtant faire des suppositions raisonnables. La première évolution pourrait consister à accentuer le caractère pastoral de la Curie, les tâches de service administratif, politique, économique, à changer à cet effet la répartition des charges et des fonctions de telle sorte que les considérations proprement religieuses et ministérielles soient traitées pour elle-mêmes.

La seconde serait d'articuler étroitement la congrégation pour les évêques avec le secrétariat permanent du synode, afin qu'elle soit plus effectivement au service des chefs de diocèses.

Le troisième viserait à intégrer aux départements de la Curie les trois secrétariats de l'eucuménisme, des non-chrétiens, et des non-croyants. Ceux-ci avaient été primitivement juxtaposés aux départements, qui seraient donc incapables de les accueillir alors sans les étouffer. Même aujourd'hui cette intégration suppose un changement de mentalité qui n'est pas toujours acquis. Il reste à parfaire l'ouverture d'esprit de la Curie ainsi que son désintéressement.

Le pape a d'ailleurs été formel : l'organe de la Curie est complexe doit pouvoir être habilité à remplir un service toujours plus qualifié, précis et profitable aux évêques et aux confés-

rences épiscopales du monde entier.

Jean-Paul II, toutefois, ne s'attarde pas sur les structures. Il ne se présente pas comme un organisateur, mais plutôt comme un pasteur. Il se dit fort préoccupé par la présence de figures de la pensée moderne et donc au premier chef dans sa culture. C'est pourquoi il a beaucoup insisté sur le domaine « vital » à la section des relations extérieures, le destin de l'Église et du monde. « J'attache, a-t-il ajouté aux cardinaux, la plus grande importance aux avis que vous me ferez parvenir sur cette question centrale et impossible à éluder. Ici encore, les cardinaux sont expressément invités à transmettre au Saint-Siège leurs propositions.

Rien n'est joué

Pour Jean-Paul II, l'Église pourrait jouer un rôle prépondérant dans le secteur culturel. Ce disant, il semble insinuer que nous sommes actuellement loin du compte. Il s'agit en somme, de prolonger, sous l'égide de Jean XXIII et du concile, de désenclaver l'Église et l'évangéliser, dont la nature est d'être un ferment. Or et comment ? Rien de concret n'est sorti de ces réunions. On peut se demander si les cardinaux sont à ce point de vue les meilleurs conseillers du pape. C'est douteux en raison de leur âge, de leur formation intellectuelle et théologique. En ce domaine plus qu'en tout autre, les cardinaux devront faire appel à des experts compétents dans tous les domaines.

Troisième volet du trépied : les finances. Le problème est plus facile à poser qu'à résoudre. Le Saint-Siège a besoin de 17 milliards de francs par an (environ 85 millions de francs) pour équilibrer son budget. Il propose, certes, de compresser certaines dépenses, mais il doit de toute façon faire appel à des ressources extérieures. Le Saint-Siège est dans l'obligation d'aider de nombreuses Églises locales pauvres et il est lui-même pauvre. Jean-Paul II déplore que l'on ait fait circuler non sans « grand dommage » le « mythe » d'un Vatican riche.

Dans un souci de clarté, le rapporteur a d'ailleurs présenté pour la première fois dans l'histoire la comptabilité détaillée du Saint-Siège, dont il n'est pas exclu qu'elle devienne publique dans un avenir plus ou moins proche. Pour accomplir sa tâche d'évangélisation — les missions notamment — Rome a besoin d'argent, de sommes, a dit Jean-Paul II, qui sont « archaïques » par rapport aux dépenses faites par les États pour l'armement. Le Vatican, affirme-t-il d'autre part, a devant l'histoire le devoir d'entretenir de grands monuments de la culture, tels que la basilique de Saint-Pierre et ses propres musées. La solution préconisée semble être celle d'une sorte de caisse de péréquation permettant aux Églises locales les plus fortunées de venir en aide aux autres par l'intermédiaire du Saint-Siège.

En total, voici les cardinaux attelés collégialement à une lourde tâche relativement neuve pour eux. Dans les consistoires de type classique, les cardinaux jouaient un rôle passif, se contentant d'opiner du bonnet sur les propositions de l'évêque, cette expression. De spectateurs ils sont devenus maintenant acteurs. Le pape crée et cherche de nouvelles structures d'échanges. La tentation autoritaire et bureaucratique dans laquelle le Saint-Siège s'est si souvent complu pourrait se trouver jugulée.

Mais la rénovation souhaitée dépend d'un double facteur : la valeur des conseils donnés et leur mise en œuvre. Sur ces deux points déterminants, on ne peut encore rien dire. Jean-Paul II fait entrer en air neuf dans la lourde machine du Saint-Siège. Jean-Paul VI avait déjà marqué profondément. Mais rien n'est joué. Le pape même beaucoup de choses à la fois et ne semble pas pressé. Il est même probable qu'il ait bonté d'un seul coup de pontificat il ne sait pas exactement — sauf en ce qui concerne ses voyages au long cours — les voies et moyens à employer pour rendre l'Église plus dynamique, plus efficace et plus attrayante. Tel le montagnard, il marche à pas comptés, prêt à s'adapter aux événements dans un esprit que l'on devine pragmatique.

HENRI FESQUET.

LE PÈRE LUSTIGER EST NOMMÉ

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

Le Père Jean-Marie Lustiger, curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal à Paris, a été nommé évêque d'Orléans par Jean-Paul II.

Né à Paris, le 17 septembre 1924, de parents d'origine polonaise, Jean-Marie Lustiger a fait ses études secondaires au lycée Montaigne à Paris et ses études supérieures de lettres à la Sorbonne. Après ses études au séminaire des Carmes et à l'Institut catholique de Paris, il est ordonné prêtre en 1954. Aumônier de la paroisse universitaire à Paris et au Centre Richelieu, il est nommé directeur de ce centre en 1959. Il fonde les aumônières des nouvelles universités parisiennes et devient, en 1963, curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal à Paris.

Le Monde
 RÉALISE CHAQUE SEMAINE
 UNE SÉLECTION
 HEBDOMADAIRE
 réservée aux lecteurs
 résidant à l'étranger
 Exemple de spécimen sur demande

مكتبة الأصيل

DANSE

Trisha Brown à Beaubourg

A travers la brèche ouverte par Merce Cunningham toute une foule de danseurs s'est enfoncée. Parmi eux, Trisha Brown — dont la compagnie, invitée par le Festival d'automne, se produit au Centre Georges-Pompidou — mène toute l'expérience intégrée des rapports du corps à l'espace.

Les danseuses dans leur tenue blanche de judoka ont plutôt l'air de sportives. Le public doit faire un effort pour entrer dans la logique de leur démonstration. D'abord, il ne perçoit qu'une sorte de vie cellulaire avec des trajectoires complexes, des mouvements obstinément répétés, des changements de rythme, des brisures d'énergie.

Dans « Line up », où pour la première fois interviennent deux garçons encore mal intégrés à cet univers féminin, Trisha Brown reprend des éléments utilisés dans d'autres pièces et construit à partir d'improvisations et de manipulations : jeux de bâton qui limitent

l'espace, modulation numérique à partir d'une marche en ligne, transmission ou rupture de mouvement par contact.

« Glacial Decay », une création récente, est plus théâtrale. La chorégraphie a imaginé des entrées sautillantes et rapides de danseuses passant devant des photos projetées de Rauschenberg (impossible de ne pas penser à « Summer Space », de Cunningham).

Le solo de Trisha Brown, qui ouvre le spectacle, est parti d'un simple geste de rotation de la main — pouce en l'air ; elle l'a ensuite enrichi de mouvements complexes accumulés, recomposés, puis d'un discours où elle raconte l'élaboration de sa danse, enfin d'un récit du rôle de son père. Elle les mêle à la façon d'une tresse. Il s'en dégage une forte impression d'énergie.

MARCELLE MICHEL.

* Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 12 novembre.

« Roméo et Juliette » à Lyon

On ne compte plus les versions dansées de « Roméo et Juliette ». Celle de l'Opéra de Lyon a commandé à Guy Veredon étoile délicate à réaliser d'autres chorégraphes se sont succédés. En effet, la musique de Berlioz, symphonie tumultueuse, n'est absolument pas conçue pour la danse. Berlioz s'y égarait de la tragédie de Shakespeare pour évoquer les fêtes de la reine Mab et exalter sa passion pour la comédienne Harriet Smithson.

On imagine les dégâts que pourrait introduire dans cet univers magique un chorégraphe musclé, venant plaquer des pas sur les notes, sur les chants. Le pléonasme le guette à chaque pas.

Guy Veredon est rétrospectif, de culture anglaise. Il a travaillé à Stuttgart avec Cranko. Il appartient à cette école anglo-allemande contemporaine qui utilise bien des techniques classiques que modernes. Cette diversité d'écriture lui permet de nuancer la danse en tenant toujours compte de la nécessité musicale. Parfois la chorégraphie se présente telle une amplification des effets des chœurs ou renforce la couleur orchestrale. Parfois, elle mélange de grandes

respirations et se réduit à quelques gestes simples, beaux.

Le prologue est mimé par des masques — théâtre dans le théâtre — à Shakespeare — avant le schéma de la reine Mab, dansé dans un style fluide. La fête chez les Capulet éclate en de somptueuses danses de cour, qui investissent entièrement l'espace scénique de l'auditorium. Un pur adagio suggère le mariage de Roméo et de Juliette, tout en portées amples, sans tours en l'air, ni pirouettes ou grands jetés ; ils ne sont pas de mise ici. En général, d'ailleurs, Guy Veredon ne fait que très peu appel au vocabulaire académique ; à la pointe il substitue la demi-pointe. Son style simple, vigoureux, évoque bien la Renaissance italienne.

Musique et danse sont étroitement associées dans cette réussite : l'orchestre, emporté par Sylvain Cambreling, les solistes du chant, les chœurs de l'Opéra de Lyon et le Coro Esso de Saint-Sébastien ; toute la compagnie enfin, appliquée à des styles très différenciés : Jocelyne Merceron, danseuse italienne (Juliette), Muriel Bouley (la reine Mab) et surtout Aliocha Gorki, un Roméo transfiguré. — M. M.

THÉÂTRE

« ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR » au TEP

Le romantisme n'est plus ce qu'il était

Les jeux de l'adolescence, avec le désir, la peur d'une aventure encore jamais vécue, la question de la sexualité, la plus lourde et la plus familière qui soit, le jeu de la séduction et de la souffrance qui égrène la volonté, annihilée la raison. On ne badine pas avec l'amour, le proverbe est de tous les temps, et aussi les héros de Musset. On plonge ce sont leurs sentiments qui traversent les siècles, les modes et les mœurs. La manière de les vivre change.

Aujourd'hui, un jeune homme, fût-il beau et comblé, ne peut pas se contenter en amour de la même facilité que Perdican, car, en face de lui, il rencontre des défenses. Aujourd'hui, une jeune fille aussi cultivée que l'est Camille ne peut se montrer aussi ignorante et désarmée que la rêvée Musset, qui d'ailleurs compensait dans l'écriture ses échecs personnels. Une jeune fille, aujourd'hui, est en mesure de trouver sinon « sa » place, du moins une place dans la société, c'est un détail qui n'est pas négligeable.

La Camille 1980 est en mesure de refuser l'alternative de l'ordre imposé par les femmes — le mariage — et par les hommes — le mariage — qui revient à un même état de soumission : le rien ou la moitié inférieure du couple. Elle existe, elle est l'autre, et les relations se transforment du tout au tout. La Camille romantique ne pouvait imaginer une telle évolution. Guy Rétoré, metteur en scène, imagine quelle la présente, l'appelle, et c'est pourquoi elle rejette tout en bloc. Ainsi, sa révolte s'enrichit de générosité. Michèle Baumgartner donne une Camille raffinée, plus mûre que Perdican — Philippe Lutz, enfant gâté, égoïste et gaffeur, elle est hériassée, crispée par cette anomalie d'intégrité qu'elle a connue mais qu'elle n'a pas les moyens de surmonter. Les interprètes sont jeunes, leur gaucherie même authentifie leurs comportements. Mais, une fois les caractères posés, reste le texte de Musset, terriblement daté. Ce n'est pas une question de vocabulaire, pourtant il paraît malvenu, artificiel, il ne cadre pas avec les voix, les gestes de jeunes gens d'aujourd'hui qui, malgré des maladresses, respirent l'aisance

du corps. Il est détaché des personnages.

On a vu, ces derniers temps, beaucoup de Badine. À chaque fois, on est obligé de constater que l'histoire est merveilleuse, la pièce est vieillotte. Les pantoines qui entourent Camille et Perdican ne correspondent plus à aucun type social ou théâtral, ce sont des guignols usés et les auteurs s'essouffent. Guy Rétoré joue le jeu de l'imagerie candide avec du blanc partout, des miroirs décoratifs, des arbres dessinés comme sur les livres d'enfants (le décor est de Bernard Thomassin). N'empêche que l'humour de Musset trahit les pieds.

Ici, comme dans les autres mises en scène, Rosette — Frédérique Bonnal — se taille la part belle : aujourd'hui comme hier, on peut mourir d'amour.

COLETTE GODARD.

* TEP, 20, 30.

■ La Compagnie de l'Équipe, animée par Henri Denay, présente du 16 novembre au 16 décembre, à 20 h 30, « Le roman », de Shakespeare, salle Valhubert, 1, place Valhubert, 75013 Paris.

PHOTO

La passion d'Hervé Guibert

Passer de la critique à la création, de la situation du juge à celle d'innocent présumé, reste souvent un rêve pour celui qui écrit. Un rêve facile à exaucer, dans son principe, mais qu'on arrête généralement, craignant que le regard de l'artiste sur son œuvre ne bénéficie pas de l'éventuelle acuité de la critique qu'il est. Craignant aussi que le public de l'artiste ne parvienne à oublier la critique, lorsqu'il se trouve devant son œuvre. Ces craintes, qui se révèlent généralement injustifiées, Hervé Guibert, notre collaborateur, les a oubliées, ou ne les a pas eues. Et il a bien fait, pense-t-il son confrère, qui se trouve bien malade de prendre la place du critique.

Ce qui frappe en premier lieu dans les travaux de Guibert, c'est une volonté de précision extrême qui semble exclure le hasard ; c'est le soin avec lequel il applique la photo sur ses propres pensées. Puis, lorsqu'on a fait le tour de la petite galerie, la géographie qui se tisse entre les deux séries de photographies présentes. Une géographie qui ne tient pas simplement à une communauté de thème, mais à la tension qui se crée entre les deux séries. Guibert est quelque part au milieu de tout ça, plein d'attente et de conjonctions.

D'un côté, il y a les cires moulées du musée Grévin, ces cires dont les couleurs approchent le réel, le vrai, le vivant, comme la photographie en couleurs, mais la fausse, la truquée, la truquée en noir et blanc, jouant

plus sûrement avec la forme humaine, la révolte, la trahison. Ce sont les témoins désarticulés de l'« aventure » qui se déroule en face, sur l'autre mur. Là se pourrait être un roman-photo qui jouerait avec la mort, comme la presse du cœur le fait avec l'amour. C'est en fait un photo-roman, quelque chose dans lequel la littérature trouble l'ordre de l'image. Le texte de Guibert, soigneusement écrit à la main, raconte avec une tendresse sans diplomatie non la raison mais l'existence même des images. L'image est le texte, le texte est l'image, où se déroule, s'annule, comme les choses de ses tantes lentement vieillissantes, la passion de l'autour pour, mais on l'eura compris, la mort.

Il y a dans cette exposition de lettres et d'images quelque chose qui n'appartient qu'à la photographie : ce processus inverse de la peinture — qui, elle, va vers la réalité, ou une réalité — qui est une extraction de la réalité. C'est ainsi que les cires dépeçées deviennent une ironie de vie, et les deux vieilles femmes, bien présentes, mais aux mouvements lents, une ironie de mort. Lui, l'homme assez traditionnel, sans doute, mais qui prend le son sans la plus vraie grâce au double langage de textes et d'images et à sa précision, bien entendu, de sculpteur.

FREDERIC EDELMANN.

* La Biennale du parc 2, impasse des Bourdonnais. Paris-12^e (du mardi au samedi, de 15 heures à 19 heures).

FORMES

Paul Klee le Sorcier

Une fois de plus JEAN-PAUL JAPPE ramène de la Biennale des arts qu'il ne pouvait pas venir d'ailleurs (1). L'exposition alchimique mentale qui distille ses paysages ne saurait égarer personne sur leur provenance, car en fait elle rendue l'atmosphère même de cette œuvre et le fétichisme comique qui lui est une preuve de son génie. Je ne m'attendais pas sur la peinture d'un maître posé à fond, dont le rôle est de se faire oublier, mais qui est là, sous-jacent. L'infirmité est alléguée : dans les gravures du réel sur les vides du songe, dans la poésie de ces espaces quasi monochromes — un rose saumon vif — mais les bleus ne sont pas moins séduisants. Avec eux, elle prend un bain de lumière.

Qu'on ne pardonne une critique administrative. Elle se limite à un choix restreint. Les érudits prendraient trop de place, vu le nombre des œuvres. Beaucoup trop prendre fin. Rendons donc à ARCARAS (2), à ses nuances morales, deux certains éléments (coquilles d'œufs et jure, chaises, etc.) ont une présence magique, à ses thèmes simplifiés d'une inspiration souvent religieuse, au moins dans leurs symboles. Au Carpe de JOSE DE GUIMARAES (3), peuplé de toute une ménagerie en pièces détachées, des scènes de l'écrit qui se baladent en l'air : quelques vives et frêches, lumineuses et poètes en peu crues mais si réjouissantes. Ceux-là se produisent pour la première fois à Paris. NINO CALOS, lui, montre ses merveilleuses idéologies, fixes ou en mouvement, dans une coquette petite galerie de banlieue, exigeante et sans concession, qui finit bien par imposer les sudas convenus à des populations qui certes méritent cet effort (4).

Etes-vous fascinés par la fabuleuse « cuisine » (dixit Francis Ponge) de KARSKAYA, et de ses épices, et de ses recettes sauvages ? Voici des menus où s'accrochent les ingrédients les plus hétéroclites, où les ready-made s'acrobatisent, gant, matériaux divers — récupèrent leur fonction picturale, où des

couleurs obéissent, la « rose pulmoine » les ours fœtales mornes par exemple, accablent le gouffeur des reliefs, et des figures féminines ensorcelées (4).

Lois de la, de la pâte à la fois dense et fluide d'EUGENE LEROY (5), d'un incroyable enchevêtrement végétal, d'un désenchantement, des que l'œil s'y est accoutumé, des corps, des visages, le ressemblent. L'apparition et non l'apparence, la manifestation de l'âme, non sa définition, précise Jean Clair. L'immense culture artistique d'Eugène Leroy, son culte pour Rembrandt, ont leur point d'aboutissement dans ces toiles éclairées d'une lumière soignée, d'une lumière soignée.

DENIS RIVAL vous convie à son Jardin des plantes (6). Il y a une puissance d'intégration dans ses motivations de cette claustration qui (dés)enferme systématiquement végétaux et (dés)animaux dans des séries ou dans des cages. Opposition, sensibilité, des structures rigides d'un univers carcéral et de la luminosité manuscrite de la flore capotiale. Le peintre ne répond pas à la question qu'il s'arche simplement, simplement, humblement à traduire la beauté et en vrai peintre et en enchevêtrement, dans d'admirables dessins et toiles, ainsi que ces petites aquarelles où un arbre exotique se hérisse de fureur impuissante derrière ses barreaux.

J'ai goûté pour la bonne bouche une des expositions de Paris les plus captivantes, ce dépôt de sa modestie : parce que le qualificatif se réveille pas en kilomètres, parce que le génie de PAUL KLEE, qui plus que tout autre domine son siècle, insufflé sa vie à ses peintures diversifiées, parce que ses rapports avec la musique et le théâtre ont été un des éléments dominants de sa carrière. On l'a vu ce printemps quand la Galerie suisse de Paris (7) a montré les marionnettes jadis fabriquées pour son fils Felix. Une révélation qui est tout simplement si le livre écrit par la même galerie n'en présente la totalité en « lieux fidèles et grandeur nature en même temps que les autres œuvres, dessins et marionnettes ayant trait au théâtre. Ce sont les originaux de ces pièces reproduites dans l'ouvrage qu'on peut admirer ces jours-ci. Des marionnettes où éclatent le côté « sorcellerie », à plusieurs degrés, d'un art magique entre vous (Marcelle, Violette Jorès, Marguerite, les autres, etc.). Des dessins pleins d'humour (Vieux Violonnettes, Fantômes, etc.), Trio avec Don Giovanni, etc.). De réels. Une fantaisie peinte à l'aquarelle, égale aux plus beaux Klee.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Nana Stern, 25, avenue de Tourville.
(2) Olivetti, 91, faubourg Saint-Henri.
(3) Le Soleil dans la tête, 10, rue de Valenciennes.
(4) Anne Blane, 30, Grande-Rue, Monty-le-Roy.
(5) Arts contemporains, 22, rue de l'Odéon.
(6) Jean Leroy, 37, rue Quincampoix.
(7) 17, rue Saint-Sulpice.

VARIÉTÉS

Le samba des racines

(Suite de la première page.)

Seulement cinq individus unis par la même conscience, quatre musiciens et un peintre. Sorriso (saxo, percussions), Doucy (piano, percussions), Raphaël (percussions, percussions), Ze Mané (percussions), Celsio (dont les images projetées et les poèmes viennent ponctuer le concert), quatre Noirs, un Blanc (Ze Mané), dont les autres disent : « Il est naturellement noir, car il a été élevé dans la favela. »

La référence à l'Afrique est très importante pour Sacy Perere. Dans un pays où les Noirs sont majoritaires, mais en situation de discrimination raciale, sociale, la recherche de l'identité fait partie des moyens de luter contre le « grand trouble intellectuel » causé par la grande rupture (d'avec l'Afrique) et la domination occidentale.

Les musiciens de Sacy Perere, qui sont aussi théoriciens, veulent rompre la séparation de classe de race entre musique érudite et musique populaire, entre les instruments « traditionnels » (traditionnels) et les instruments « modernes sophistiqués » (comme le saxo, le piano), ils refusent les mots qui catégorisent, les mots cadavres, concepts occidentaux qui font dire qu'ils jouent du samba et du jazz. « Faire du jazz, ne pas faire du jazz, c'est pareil, disent-ils, il n'y a pas de différence à partir du moment où on joue en intégrant avec ses instruments. Le jazz est un titre, l'improvisation est un caractère majeur de la

musique africaine, au sens large dans le jazz comme dans la musique brésilienne. On a enregistré plus de quatre cents musiciens de la favela de la musique au Brésil et on voudrait employer pour nous le mot jazz ! On voudrait aussi imposer une séparation entre la samba et le jazz, on ne joue pas du samba et du jazz en termes de confrontation : la samba comme la jazz sont des musiques nouvelles coloniales, qui se sont créées pour préserver une culture, la culture africaine. »

Pour les musiciens de Sacy, jouer de « la musique contemporaine afro-brésilienne », cela veut dire travailler à partir du samba (le « samba des racines », expression de la culture tribale) en cherchant la capacité de transformation d'une musique dont ils craignent — à juste titre — la récupération par le pouvoir. « La musique contemporaine afro-brésilienne, peut être perçue comme de Debussy tout en forme de samba. » Une formule de Doucy — boudeuse ? — qui explique jusqu'à il faut casser les préjugés, les concepts, les genres.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Le groupe Dou, dimanche soir 11 novembre, après Guy Conquête, 20, rue Dussol, Paris-12^e.

* Louis Xavert, les 10, 12, 14 et 15 novembre, à 22 heures, et dimanche 11, à 21 h 30, au Théâtre Noir, 24, rue des Cordeliers, Paris-3^e.

* Sacy Perere, jusqu'au 18 novembre, 20 heures (dimanche 11, 18 h 30) au Théâtre Noir, 24, rue des Cordeliers, Paris-3^e.

MUSIQUE

GLYNDEBOURNE A NANCY

« La Fedeltà Premiata », de Haydn

S'il est difficile d'avoir des places à l'été, au Festival de Glyndebourne, la chose était bien plus aisée, mercredi soir, au Grand Théâtre de Nancy, dont la salle était comble. Jean-Albert Cartier a gardé ses bonnes habitudes d'Angers et les Lorrains ne tarderont pas à se précipiter à ses spectacles. « Fedeltà », pour la représentation de dimanche en matinée, le Festival de Lille lui envoie un train spécial.

La première de cette Fedeltà dans la campagne anglaise est encore trop fraîche pour que nous y revenions en détail (le Monde du 20 juillet). Rappelons que ce spectacle, d'ailleurs, pour la première fois en France, a été représenté en 1971, avant tous les chefs-d'œuvre scéniques de Mozart, emprunté un livret médiocre qui brode une succession de conflits amoureux, les uns bonifiés, les autres corrigés, où l'on joue à qui perd gagne, la règle étant de ne pas se montrer trop épris, sous peine d'être sacrifié. Glyndebourne, par Diane Courroux.

Mais Haydn n'en a cure et démontre toute la force d'un génie lyrique resté longtemps inconnu, en faisant souffler la vie dans cette intrigue assez mécanique.

La mise en scène de John Cox s'adapte parfaitement à la convention de l'œuvre ; elle trans-

pose au XVIII^e siècle l'action pseudo-mythologique qui devient une assemblée dans un parc, à la manière de Watteau ou plutôt d'Hubert Robert, où la bonne société se donne, à elle-même, un spectacle : payannes et bergers, astis sur les murs et les escaliers, regardent les chanteurs qui sortent de l'assemblée, fument leur pipe et sont se rassortir ensuite parmi les spectateurs en enfants de belles robes. La rivière, les longues perspectives, le lac d'Hugh Casson, font un décor pour le rétro.

La troupe de tournée de Glyndebourne est composée de jeunes chanteurs qui ont tous travaillé, l'été dernier, avec les premiers rôles et jouent à ravir. Les voix de femmes ne sont pas encore pleinement épanouies, mais leur technique est excellente et elles ne manquent pas de charme, notamment Flavia Kimm, émouvante et touchante Cécilia. Les hommes sont tous excellents, avec Ian Caley, déjà bien connu en France, dans le rôle principal de Filippo. Chœur et danseurs sont aussi très bons. Glyndebourne est dirigée avec précision et lyrisme par Nicholas Braithwaite, très bien secondé par l'orchestre de Nancy. Un spectacle en tous points réussi.

JACQUES LONCHAMPT.

* Dernière représentation le 11 novembre, à 14 h 30.

CINÉMA

« UN ENFANT ATTEND », de John Cassavetes

Un enfant attend, inédit en France, a été tourné en 1962 avec des enfants handicapés, retardés mentaux ou mongoliens. Cassavetes les a fait jouer, a placé au milieu d'eux Bart Lancaster (le docteur Matthew Clark) et Judy Garland (Jean Hansen). Le film se passe dans une institution spécialisée. Les deux vedettes représentent chacune une façon d'aimer ses enfants rejetés. Sur un petit garçon, Reuben, vient se cristalliser leur différence de comportement, mais c'est à partir de cet amour de base (en butte à l'incompréhension de l'administration) que Cassavetes a travaillé, et c'est pourquoi son film est bouleversant.

Le docteur Matthew Clark est un directeur autoritaire qui s'efforce de forger une liberté à ses malades, en leur inculquant les règles de la vie en groupe. Alors qu'il raisonne en termes de travail et de collectivité, Jean Hansen arrive dans l'établissement pour se dévouer. Elle qui n'a pas de but dans l'existence, et personne à aimer, va s'occuper passionnément de Reuben, consciente du bien qu'il lui fait, persuadée du bien qu'elle lui fera.

Dans un premier temps, cette relation est une catastrophe, une manière de sabotage. Puis les méthodes se rejoignent. Jean Hansen résiste à Reuben sans pour autant l'abandonner. Clark, après avoir pensé mettre son infirmière à la

porte, lui confie un nouvel arrivant, un enfant qui, dans la violence de ses parents, refuse de sortir, et attend.

Certains aspects du film semblent démodés. L'acteur qui interprète le rôle de Reuben, par exemple, suscite bien facilement la tendresse du spectateur : c'est un enfant physiquement normal, il ne dérange pas. Un enfant attend est aussi une œuvre bâtarde. L'action, qui dérive toujours dans les films de Cassavetes, son rythme flottant, où les événements ne sont jamais ce qu'ils ont l'air d'être, ont été bousculés au montage par le producteur Stanley Kramer, qui a exagéré des moments d'émotion que Cassavetes n'avait peut-être pas souhaités.

Mais les images résistent à ce traitement. Cassavetes a fait des enfants perdus dans la société des enfants gagnants dans le film. Jamais il ne les livre au voyeurisme du spectateur, puisqu'ils ne sont jamais passifs. Ils ont leur univers, leur individualité, leurs plaisanteries, leur désespoir, et le film s'achève sur leur victoire, victoire de la solidarité intérieure sur l'invasion de l'extérieur. Ils montent une pièce de théâtre et sont applaudis par leurs familles, celles-là mêmes qui débauchent une fois par semaine, plus ou moins aimantes.

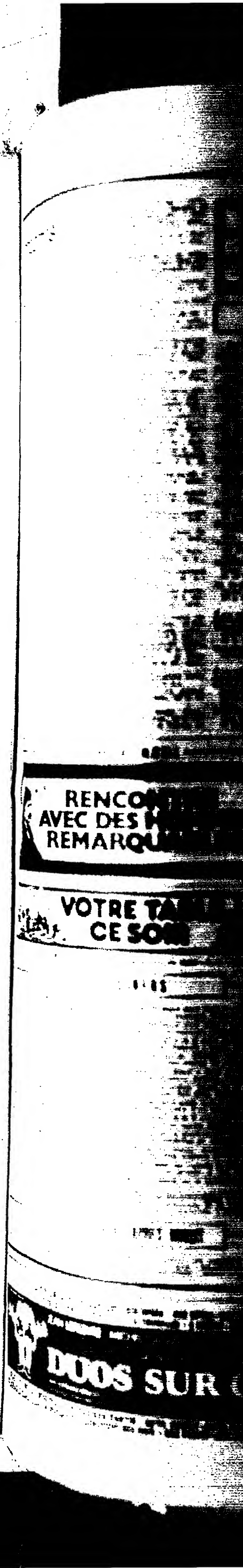
CLAIRE DEVARIEUX.

* Action Christine.

8^{es} RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE AVEC PIERRE BOULEZ CONTEMPORAINE

METZ 13-17 NOVEMBRE 1979

Location : Tél. (87) 75.40.50 : 10 h 30 - 12 h - 17 h - 18 h



Le Monde

équipement

TRANSPORTS

Air Inter va développer ses liaisons à partir de Nice

De notre correspondant régional

Nice. — Au cours d'une conférence de presse, réunie le 9 novembre à la préfecture des Alpes-Maritimes, le président d'Air Inter, M. Robert Vergnaud, a annoncé que sa compagnie allait développer sensiblement à partir d'avril 1980 le programme de desserte de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur.

Sur la ligne radiale Paris-Nice, exploitée en commun par Air Inter et Air France, le nombre de sièges offerts, chaque jour et dans chaque sens, sera porté de 888 à 1 319, soit une augmentation de 22 %, grâce à la mise en service d'un Airbus supplémentaire.

Sur le réseau transversal, les lignes Nice-Bordeaux et Nice-Toulouse seront desservies chaque jour en direct en Fokker-27, alors que seule la première de ces liaisons bénéficiait d'un vol direct trois jours par semaine, les autres étant assurées avec une correspondance à Marseille.

Sur les transversales longues, la ligne Nice-Lille, créée en 1978 et dont le trafic en un an a fait un bond de 250 %, sera exploitée uniquement par des appareils à réaction et à raison de cinq fréquences hebdomadaires au lieu de trois. La ligne Nice-Strasbourg, créée en 1979, deviendra quotidienne entre le 30 juin et le 12 septembre, et sera assurée cinq

fois par semaine pendant le reste de l'année au lieu, jusqu'ici, de trois fréquences hebdomadaires. La ligne Nice-Milhouse sera également « étoffée » à compter d'avril 1980 avec sept liaisons pendant l'été au lieu de quatre par semaine actuellement.

La compagnie Air Inter a, d'autre part, décidé de créer une ligne directe Nice-Nantes en Fokker-27, permettant d'éviter le transit actuel par Lyon. M. Vergnaud a enfin précisé que la relation Nice-Calvi comporterait dorénavant, pendant l'hiver, quatre fréquences hebdomadaires en Fokker, soit une fréquence aller-retour supplémentaire le mardi.

Lors de la pointe de l'été 1980, l'offre sur cette liaison sera progressivement portée à neuf fréquences.

Le président d'Air Inter a souligné, en outre, l'effort tarifaire consenti par sa compagnie puis que les vols plein tarif en aller simple sur la ligne Paris-Nice ne coûteront que 500 francs, au lieu de 515 francs actuellement, alors que l'augmentation du prix du carburant aurait conduit à fixer ce tarif à 600 francs au 1^{er} janvier 1980. Un tarif spécial « voyage pour tous » à 600 francs aller-retour sera également expérimenté à partir du 1^{er} avril 1980. Pour en bénéficier, les usagers auront cependant l'obligation de voyager sur « vols désignés » (un vol quotidien dans chaque sens aux heures creuses) pour un séjour minimum de sept jours et maximum de treize-cinq jours.

M. Vergnaud a indiqué que l'augmentation du trafic passagers d'Air Inter avoisinerait probablement les 14 % en 1979 par rapport à l'année précédente.

G. P.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les présidents socialistes des trois régions du Sud-Ouest ne participeront pas aux manifestations officielles organisées pendant le voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing

Le président de la République fera, du 15 au 17 novembre, un voyage officiel dans le Sud-Ouest. Il visitera la région Midi-Pyrénées et fera étape successivement à Saint-Girons, à Foix, à Rodez, à Villefranche-de-Rouergue, à Toulouse et à Mazamet.

Cette visite est un des trois voyages que le chef de l'Etat a décidé de faire sur place avant la mise en route du plan décennal

avec les responsables. Le gouvernement est en possession de nos travaux. Nous attendons de lui une réponse sur les directions de l'action à mener. Et surtout nous attendons une réponse chiffrée.

MM. Labarrère, Savary et Tallades sont convenus de se retrouver pour une nouvelle réunion de travail, le vendredi 23 novembre, à Toulouse.

A TOULOUSE, M. Luc Soubiré, conseiller municipal P.S. de la ville, et secrétaire chargé de la coordination des huit fédérations socialistes de la région Midi-Pyrénées, a annoncé que les élus de son parti ont décidé de boycotter « les réunions organisées par le préfet de région et les élus de droite pour fêter le président de la République, déjà en campagne présidentielle, lors de son voyage dans la région ».

Les élus socialistes ont précisé que s'ils avaient décidé de ne pas assister aux diverses manifestations, et notamment au banquet qui aura lieu le 16 novembre à Toulouse, dans la salle des Illustres du Capitole, ils acceptent, en revanche, de participer aux séances de travail avec le chef de l'Etat : séances « au cours desquelles ils entendent bien faire connaître les revendications des populations face au plan de développement du Grand-Sud-Ouest, proposé par le gouvernement ».

du Grand-Sud-Ouest. Il s'était rendu en Aquitaine au mois de septembre dernier.

Comme nous l'indiquent nos correspondants, les élus socialistes, et en particulier les présidents des trois régions intéressées ont décidé de ne pas participer aux manifestations officielles à l'occasion du voyage de M. Giscard d'Estaing.

L'opposition voulait aussi faire entendre sa voix sur la place publique. Elle ne pourra le faire à Toulouse, où M. Giscard d'Estaing ne doit pas s'adresser à la foule. En revanche, à Mazamet, où le chef de l'Etat prononcera un grand discours, les partis et les syndicats seront là avec banderoles et revendications. Toutefois, aucune tactique commune n'a encore été arrêtée, et la fédération du P.S. rejette cette responsabilité sur le P.C., qui aurait

« refusé l'organisation d'une puissante manifestation populaire unitaire ». Quant à M. Jean Colpin, membre du secrétariat du parti communiste, il a déclaré : « La politique est l'affaire des travailleurs, il est bon de le dire à la veille de la visite de M. Giscard d'Estaing à Toulouse, où il vient présenter son plan du Grand-Sud-Ouest, qui consacre la décadence de notre région, et chercher au près des populations l'accord qu'il a déjà trouvé auprès des élus socialistes. »

« UN SOUS-DÉVELOPPEMENT QUI MÈNE AU DÉSASTRE »

Voici les passages essentiels du communiqué publié à l'issue de la réunion des présidents des conseils régionaux du Sud-Ouest.

Au moment où la crise atteint de plein fouet des secteurs entiers de l'économie française et de leurs économies régionales, les présidents des conseils régionaux déplorent le caractère manifestement publicitaire que prend la tournée présidentielle dans le Sud-Ouest et rappellent l'utilité d'une réflexion par le pouvoir du gouvernement sur les propositions pour un nécessaire rattrapage économique de leurs régions. Le travail des responsables régionaux, départementaux et locaux montre clairement une fois de plus que les régions ne doutent pas d'elles-mêmes (...).

Les trois régions du Grand-Sud-Ouest se caractérisent à

l'évidence par un sous-développement spécifique qui les mène au désastre. Il s'agit donc dans un premier temps de faire du plan du Grand-Sud-Ouest un instrument d'épargne collective aux moyens traditionnels de développement régional.

C'est ainsi que les trois présidents de conseils régionaux du Sud-Ouest insistent pour la mise en place d'un organisme financier particulier et adapté à la spécificité de chacune des trois régions pour l'investissement régional de l'épargne collectée localement.

L'authenticité du contenu du plan sera jugée également sur l'attribution par l'Etat aux trois régions du Sud-Ouest d'une part des crédits régionaux, non seulement plus équitable, mais incluant un rattrapage en particulier pour les équipements collectifs.

Les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ne sont pas suffisamment riches pour pallier les éventuelles insuffisances d'un financement d'Etat dont le pouvoir est particulièrement chiche.

CARNET

Décès

— Saint-Malo, Valenciennes.

Mme Michel BLANDIN, née Jeanne Laverdun, ses enfants et petits-enfants,

font part du décès de M. Michel BLANDIN, survenu le 8 novembre, à Rennes, dans sa cinquante-huitième année.

— M. et Mme Jean Boutelle, M. Jean-Pierre Boutelle,

M. et Mme Bernard Boutelle et leurs filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Evariste BOUTELLE, née Jeanne Thomas.

survenu à Limoges, en son domicile, le 31 octobre 1979, dans sa quarante-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Faur-la-Montagne (Creuse), le samedi 3 novembre 1979 dans l'intimité.

2, rue Croix-Suchillon, 87100 Limoges.

23, rue des Moines, 75017 Paris.

— Les familles Fivet - Cronier, Vaudembrouck, Fusta font part du décès de

Mme Yvonne CORCELLE, survenue le 4 novembre 1979, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Goult, le 7 novembre.

Goult, 84220 Gordes.

— M. et Mme Gérard Saada et leurs enfants,

M. et Mme Claude Samama et leurs enfants,

M. Daniel Saada,

ont la grande douleur d'annoncer le décès de leur mère, belle-mère, et grand-mère,

Rachel SAADA, née Bocca, survenue le 9 novembre 1979.

L'inhumation aura lieu le lundi 12 novembre, à 9 heures, au cimetière parisien de Pantin.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

86, rue de la Fédération, 75015 Paris.

— Les familles Zarab, Jolles, Spitzer et leurs enfants, ont l'imense douleur de faire part du décès de leur mère,

Mme Joséphine SPITZER, née Alper.

Les obsèques auront lieu le lundi 12 novembre 1979. On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 45.

4, rue Constant-Berthaut, 75020 Paris.

Remerciements

— Mme Jean Casteran et ses enfants, profondément émus des nombreux témoignages d'amitié reçus lors du décès de

Jean CASTERAN,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

Préférez-vous le genre pulpeux ou le genre pétillant ?

SCHWEPPE'S Lemon ou « Indian Tonic ».

faits & chiffres 1979



160 tableaux

41 sujets classés par ordre alphabétique.

Aéronautique Santé
Agriculture Tabac
Automobiles Téléphone
Banque Tourisme

Les tous derniers chiffres de 1978

en vente dans tous les kiosques : 24 F

Bon à découper et envoyer à : Faits et Chiffres, 9, rue d'Aboukir, 75002 Paris

Je désire recevoir Faits et Chiffres 1979 au prix de 24 F (étranger 28 F)

Nom Adresse

Ch Joins mon règlement par : chèque bancaire chèque postal mandat-lettre à l'ordre de SGB.

SOCIAL

La C.F.D.T. formule de nouvelles propositions en vue des négociations sur la durée du travail

La C.F.D.T. a présenté à la presse, vendredi 9 novembre, les contre-propositions pour la nouvelle loi sur le travail, élaborées par la commission de la durée du travail, entre les partenaires sociaux, relative à la réduction et à l'aménagement du temps de travail.

« L'accord, dit-elle, doit avoir comme objectif une durée annuelle maximale du travail de 1 800 heures, aboutissant à ce qu'un travailleur n'ait une durée hebdomadaire supérieure à 40 heures en moyenne. » La Commission a dressé un tableau précis, programmant d'ici à 1982 ces 1 800 heures, selon l'horaire affiché moyen en 1979.

Pour y parvenir, la C.F.D.T. propose deux dispositions principales : 1) un repos compensatoire égal à 50 % des heures supplémentaires (dans la quinzaine qui suit le jour de travail) ; 2) l'attribution de sept jours de repos, en plus des quatre semaines de congés payés et des huit jours fériés. Le C.N.P.F. a fixé de 1 à 5 le nombre de ces jours de repos supplémentaires, mais dit la C.F.D.T. : « dans des conditions d'assiduité inacceptables » qui peuvent « porter atteinte au droit de grève ».

Le patronat a proposé que 5 jours de congé supplémentaires soient attribués pour 232 jours travaillés, 4 jours pour 228 jours travaillés, 3 jours pour 224 jours travaillés, etc. « Est-ce que les

syndicats défendent l'absentéisme ? », a demandé M. François Ceyrac dans une interview publiée dans la Vie du 8 novembre.

Selon la grille cédétiste, et pour un horaire affiché moyen en 1979 de 46 heures et plus, la durée annuelle maximale du travail serait de 1 800 heures (43 heures de moyenne par semaine). Pour 44 à 45 heures, elle serait de 1 800 heures, etc. et descendrait par paliers de façon à atteindre les 1 500 heures pour tout le monde à la fin de 1982.

Neuf chauffeurs routiers sur dix affectés aux longues distances, cite en exemple la C.F.D.T., font plus de 60 heures par semaine en moyenne, et dans le commerce on travaille encore jusqu'à 56 heures par semaine. Dans une entreprise de transports bretonne, la réduction de la durée du travail à 40 heures hebdomadaires a permis l'embauche de sept chauffeurs depuis le début de l'année. En revanche, dans tel magasin de 170 salariés, le nombre d'heures supplémentaires dépasse le travail à temps complet de sept employés. Conscience qu'il n'est pas possible d'accorder à tout le monde et tout de suite les mêmes horaires, la C.F.D.T. prône également des négociations par branches professionnelles et par entreprise.

CONTROLEURS AÉRIENS

« Grève des décollages » durant encore une semaine

Contrairement à ce qu'on pouvait espérer, le trafic aérien en France sera à nouveau perturbé au cours de ce week-end et durant toute la semaine prochaine. En effet, les contrôleurs aériens ont décidé de poursuivre leur « grève ».

Ainsi, les aéronefs du ciel du plus important centre régional, celui d'Albi-Monts (Essonne), n'auront pas le décollage des avions le dimanche, mardi et jeudi de 14 heures à 17 h. 30 et lundi, mercredi et vendredi de 8 heures à 19 heures. Les contrôleurs de Lyon pour leur part ont décidé de ne pas suivre leur mouvement jusqu'à lundi et ceux de Brest, qui l'avaient suspendu au début de la semaine, l'ont repris vendredi.

Ceux de Bordeaux pour leur part ont décidé de ne pas suivre leur mouvement jusqu'à vendredi prochain par des arrêts quotidiens de décollages de 8 h. 30 à 18 h. 30. A Aix-en-Provence, le mouvement de grève sera également suspendu, avec des modalités diverses : grève quotidienne de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures pour les contrôleurs et les décollages de grève d'une journée pour les techniciens de l'aviation civile.

Les syndicats disent avoir ressenti comme visible « le premier effet » des déclarations du ministre des transports, M. Joël

Le Theule, qui avait affirmé à l'Assemblée nationale : « Il n'y a rien de négociable, tant en ce qui concerne le week-end que les revenus, les conditions de travail, la sécurité aérienne et la répartition de l'espace entre militaires et civils. » Pour les représentants du personnel, c'est une suite à ces affirmations, a permis de « donner plus de cohésion au mouvement engagé ». Ils ont décidé d'appeler l'ensemble des contrôleurs aériens à manifester vendredi prochain devant le ministère des transports.

France soutient qu'elle sera en mesure d'assurer la plupart de ses vols au cours du week-end. Cependant, dimanche, au départ de Paris, le vol AF 665 Cote d'Ivoire à destination de Rio est avancé à 12 h. 30 ; le vol AF 192 à destination de Téhéran-Delhi-Bangkok et Hongkong est avancé à 13 h. 15 ; le vol AF 76 à destination de Düsseldorf est avancé à 13 h. 30. Les vols AF 2735 à destination de Djibouti, AF 514 à destination de Gambia, AF 584 à destination de Zurich, AF 541 à destination de Malaga, AF 750 à destination de Cologne, AF 914 à destination d'Amsterdam et AF 698 à destination de Genève seront annulés. Les vols dont l'heure de départ était prévue entre 14 heures et 17 h. 30 seront retardés.

Pour toute information complémentaire (samedi et dimanche) appeler le 310-15-55 ou le service de réservation de la région de leur domicile. Pour Paris, appeler le 335-61-61.

Pour lundi, le programme des vols d'Air France sera perturbé mais la compagnie pense pouvoir être en mesure d'assurer tous ses vols long-courriers et certains de ses vols moyen-courriers. Les passagers sont invités pour plus d'informations à appeler le 320-14-44 ou le service de réservation de la région de leur domicile. Pour Paris, appeler le 335-61-61.

Condamné pour « discrimination sexuelle »

M. MÉTALS ANCIEN DIRECTEUR DE L'A.N.P.E. EST RELÂCHÉ EN APPEL

La cour d'appel d'Angers a relaxé, le 9 novembre (nos dernières éditions), M. Guy Métals, qui, alors qu'il était directeur général de l'Association nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), avait été condamné à 3 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Saumur pour « discrimination sexuelle » (« Le Monde » du 20 janvier).

Le 22 avril 1977, Mlle Scelles, ingénieur chimiste, avait répondu à une offre d'emploi pour un poste de chef de produit physico-chimique dans une entreprise de Malne-et-Loire. Mlle Scelles entendit répondre que sa demande ne pouvait pas être prise en compte pour plusieurs raisons, et notamment parce que l'employeur recherchait un candidat de sexe masculin. L'association Choisir s'était portée partie civile.

Lors de l'audience de janvier, le directeur de l'entreprise de Malne-et-Loire avait été relaxé, mais M. Métals avait été condamné. La cour d'appel d'Angers a estimé que l'ancien directeur général de l'A.N.P.E. — ancien d'abord directeur général de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (A.N.F.A.) — n'était pas responsable de l'annonce incriminée, et il a débouté Mlle Scelles et l'association Choisir.

LA C.F.D.T. EST LE SEUL SYNDICAT A PROGRESSER A E.D.F. - G.D.F.

Par rapport à 1976, date du dernier scrutin, elle obtient un gain de 3,5 % des suffrages exprimés et elle note qu'un tel déplacement des voix dans une élection à E.D.F. est sans précédent depuis vingt-cinq ans. Elle devient la première organisation syndicale dans les centres de production (55,3 % de suffrages exprimés) et de Tricastin (45,22 %), où elle a mené seule l'action contre le charbonnement précoce et autoritaire des « réacteurs fissurés ».

Dans l'ensemble des centrales thermiques, la C.F.D.T. obtient 27,08 % des suffrages, soit + 3,91 points par rapport à 1976 et + 4,71 points par rapport à 1972. La C.G.T., qui continue à perdre du terrain depuis des années, reste cependant largement majoritaire à E.D.F.-G.D.F. avec 55,9 % des voix, perd 1 point (- 1,4 point par rapport à 1976) et les autres syndicats entre 0,3 point et 0,7 point.

Pour les fêtes de fin d'année

« PONT » EXCEPTIONNEL DANS LE GROUPE P.S.A. - PEUGEOT - CITROËN

Plusieurs usines de construction automobile ont pris des dispositions relatives à l'interruption de leur activité de fin d'année.

● PEUGEOT. — La direction a décidé que la production serait arrêtée le samedi 22 décembre au mercredi 27 janvier.

Le personnel bénéficiera donc de cinq jours de congé, sous condition de récupération.

Une partie du travail représenté par ces journées est déjà effectuée, en application d'un accord conclu avec les syndicats, par le biais de minutes supplémentaires de travail chaque jour. Le reste des journées de congé sera récupéré ultérieurement.

● CITROËN. — Les syndicats ont réclamé une mesure semblable. La direction a donné son accord de principe. Les modalités seront mises au point lors d'une réunion qui se tiendra dans la semaine du 12 au 18 novembre. Il est à noter que les journées des 24 et 31 décembre sont déjà acquises au personnel par le biais d'une récupération : des minutes supplémentaires de travail effectuées chaque jour, comme chez Peugeot.

● SIMCA-TALBOT (ex-Chrysler). — La direction n'a encore rien annoncé concernant la période des fêtes de fin d'année. La situation est particulière dans cette société où une restructuration est entreprise. La société souffre d'un stock excessif de véhicules finis. Plusieurs journées de chômage technique ont été enregistrées en 1978 et au début de 1979, précisément pour résorber ces stocks.

Pour la fin de 1979 il serait question, selon le syndicat C.G.T. de l'entreprise, d'une nouvelle période de chômage technique, d'une durée supérieure à une semaine.

Ce syndicat estime que divers indices permettent de prévoir cet arrêt du travail ; les programmes de livraison de pièces détachées par les fournisseurs prévoient une forte baisse pour décembre. Ces fournisseurs auraient été informés de cette période de cessation momentanée d'activités, déclare la C.G.T.

Cependant la direction dément ces affirmations.

A Lyon

LES TRANSPORTS EN COMMUN PARALYSÉS PAR LA GRÈVE DEPUIS LE 6 NOVEMBRE

Le personnel des transports en commun de l'agglomération lyonnaise est en grève depuis le mardi 6 novembre. La rencontre entre les représentants de la direction et ceux des syndicats, organisée le 9 novembre dans la soirée, en présence de l'inspecteur du travail, n'a pas donné de résultats et le mouvement devait, selon toute vraisemblance, être reconduit ce samedi. On signale de nombreux embouteillages au cœur de la ville et dans sa banlieue. Les revendications des grévistes portent sur la rémunération et la durée du travail.

A Marseille, ce sont les agents de conduite du métro qui ont cessé le travail durant toute la journée du 9 novembre.

CONJONCTURE

LA DISCUSSION DE LA LOI DE FINANCES

Les points noirs du parcours budgétaire

Quels sont les points les plus noirs du parcours budgétaire, dans sa partie « recettes » ?

● Le barème de l'impôt sur le revenu avait été incomplètement et inégalement corrigé de l'inflation dans le projet gouvernemental. Les limites supérieures de chaque tranche avaient été relevées de 5 % jusqu'à la huitième incluse, de 4 % seulement pour la neuvième et la dixième, les trois dernières n'étant pas corrigées du tout. Cette disposition, qui permettait au gouvernement d'économiser 2,3 milliards de francs par un allègement de la pression fiscale (1) avait été repoussée par l'U.D.F. et le R.P.R. en commission des finances. En séance publique, le gouvernement avait accepté un amendement prévoyant de relever de 10 % les deux premières tranches du barème et de 9 % la troisième, ce qui aurait entraîné une perte de recettes pour l'Etat de 420 millions de francs. L'U.D.F. avait accepté cette proposition mais non le R.P.R. qui l'avait jugée insuffisante.

● Avec comme objectif d'accorder à terme aux retraités l'abattement de 10 % réservé actuellement aux seuls salariés en activité, un amendement a été voté — malgré l'opposition du gouvernement — prévoyant d'accorder un abattement de 8 000 F aux retraités non plus par foyer fiscal (une seule fois 8 000 F même s'il y a deux retraités dans le ménage), mais par personne. La dépense supplémentaire entraînée pour l'Etat serait compensée — prévoit l'amendement adopté — par une majoration des tarifs de certains droits de timbres.

● Toutes les limites d'exonération et les montants des abattements prévus dans la loi de 1976 taxant les plus-values immobilières seraient relevés de 17 %. Cet amendement, dont le coût pour l'Etat est impossible à préciser du fait de la jeunesse de la loi sur les plus-values, a été adopté par l'Assemblée nationale contre l'avis du gouvernement, mais aussi contre celui de la commission des finances.

● L'assouplissement à partir de l'année prochaine des classes (centrale et départementales) de Crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés a été repoussé d'abord en commission puis en séance plénière par les députés. Ce refus auquel s'est vigoureusement opposé le gouvernement devrait être l'un des points du débat budgétaire les plus difficiles à résoudre (3). Perte pour l'Etat : 50 milliards de francs.

● La T.V.A. sur les terrains à bâtir, qui devait être portée de 5,28 % à 12,32 %, comme le proposait le gouvernement, a été purement et simplement supprimée par les députés. Cette décision de l'Assemblée nationale réduirait de 900 millions de francs le gain qu'escomptait M. Papon. Sur ce point, le gouvernement n'a évidemment pas accepté l'amendement de l'Assemblée. Le débat risque donc d'être encore difficile sur le sujet.

● Les impôts sur le revenu sont réduits pour les familles ayant quatre enfants à charge — ou plus — par l'octroi d'une demi-part supplémentaire de quotient familial. Cet amendement parlementaire coûteux pour l'Etat (plus de 1 milliard de francs) serait couvert par un plafonnement de 3 000 F des exonérations d'impôt dont bénéficient les intérêts des livrets A des Caisses d'épargne et des livrets bleus de Crédit mutuel. Le gouvernement a refusé cette disposition, à l'évidence, réduisant fortement la « puissance de séduction » des Caisses d'épargne.

● Des déductions fiscales plus importantes que celles qui seraient acquiescées seraient accordées aux travaux permettant d'économiser l'énergie (portes, fenêtres, murs, etc.). Cet amendement adopté par l'Assemblée nationale contre la volonté gouvernementale (2) vise à instituer un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses engagées pour économiser l'énergie dans les résidences principales. Son coût pour l'Etat aurait été compensé — proposait l'amendement — par un plafonnement à 25 % des sommes déductibles au titre des intérêts des emprunts contractés pour l'achat d'une résidence principale.

Si l'on tient compte du fait

SUR QUELLES DÉPENSES ÉCONOMISER ?

Sur quelles catégories de dépenses pourrait être économisée la 2^e milliard de francs demandés par le R.P.R. ? Voici les grandes masses qui constituent le projet de budget pour 1980 :

	En milliards de francs
Salaires, rémunérations des agents de l'Etat, pensions civiles et militaires	252
Interventions sociales	84
Interventions économiques	61
Investissements civils et militaires	86
Dettes publiques (rémunération du déficit budgétaire)	27
Travail de vie de l'Etat	15*
	523

* Aux 15 milliards de francs du budget de l'Etat doivent être ajoutés 5 milliards de francs inscrits dans les budgets annexes.

VERS UNE HAUSSE DE 10 % A 15 % DES TARIFS DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Répondant aux propos tenus le 9 novembre par M. Jean Maurus, président de la Fédération des syndicats de la distribution automobile (F.S.D.A.), et faisant état d'une augmentation de 20 % des tarifs de l'assurance automobile la 1^{re} janvier 1980, du fait notamment de la hausse des prix des pièces de carrosserie (« Le Monde » du 10 novembre), la Fédération française des sociétés d'assurances a indiqué que les majorations de tarifs n'atteindraient pas un tel taux et ne surviendraient pas à la date indiquée.

Selon la Fédération des assurances, le coût du matériel d'entre que pour un tiers dans la détermination du montant de l'assurance, les risques corporels représentant les deux tiers restants. La hausse des tarifs, qui interviendrait dans le courant de 1980, devrait être comprise entre 10 et 15 %. Rappelons que les prix de l'assurance ont été libérés la 1^{re} août.

● Cinq mille agriculteurs de la Dordogne ont manifesté le jeudi 8 novembre après-midi à Périgueux pour protester contre la chute de leur revenu.

La diabolisation s'est faite sans incident.

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

INCERTITUDES AMÉRICAINES

Brouillage

La prévision économique aux États-Unis souffrirait-elle d'un trop-plein d'indicateurs ? Ou bien la crise et ses incidences monétaires brouilleraient-elles les messages ?

Les informations divergentes, sinon contradictoires, qui se succèdent au fil des jours laissent les experts, officiels ou privés, perplexes, sur l'état de santé de l'économie d'Amérique. Récession ? Récession ? À moins de faibles preuves d'arrangement intellectuel, il est pratiquement impossible de tirer un diagnostic clair des bulletins statistiques.

Au milieu de ce brouillard, les optimistes citent la progression de l'indice composite, censé annoncer l'évolution de l'activité, la poursuite des commandes à l'industrie, l'accroissement des bénéfices des sociétés, et pour couronner le tout, l'augmentation du produit national brut au troisième trimestre. Les pessimistes répliquent en énumérant l'aggravation du déficit commercial, la remontée du taux de chômage, la hausse des prix de gros et, à plus long terme, le recul de la productivité.

Le groupe McGraw Hill estime, quant à lui, que la croissance des investissements industriels sera nulle en 1980, compte tenu de l'incertitude, des lois physiques d'une récession, qui jusqu'ici n'a pas fait figure d'arrêt, redressant certes l'économie, mais les révisions de divers indices se succèdent, qui priment les économies à contre-pied.

C'est ce qui pousse à penser qu'une tendance de toutes les statistiques mènerait à la conclusion, déclare-t-on à la Chase Manhattan Bank.

Il pourrait être tentant de se taire. Le Bureau national de la recherche économique ne vient-il pas, à Washington, d'annuler une conférence sur les grandes lignes de l'évolution ?

La Belgique va emprunter un milliard de dollars à l'étranger

De notre correspondant

Bruxelles. — Alors que le gouvernement cherchait désespérément à ériger la dette à court terme d'assainissement est rejeté à la fois par le patronat et les syndicats (le Monde du 7 novembre), l'État va emprunter un milliard de dollars à l'étranger. Il s'agit d'un crédit en devises sur six mois, renouvelable à terme, et comportant un taux d'intérêt variable en fonction de l'évolution du taux de l'argent sur le marché financier londonien. Il ne s'agit pas, précise-t-on, d'un apport de capitaux vers les Pays-Bas. Jusqu'ici les Belges avaient tendance à ouvrir des comptes en Suisse et surtout au grand-duché de Luxembourg afin d'éviter des taxes sur le capital. Depuis, les Pays-Bas ont repris le flambeau et des milliers de Belges vont déposer leur argent dans des banques néerlandaises. Celles-ci leur offrent 12 % d'intérêt et même davantage, alors que le taux généralement pratiqué en Belgique oscille autour de 5 % et que le « précompte » prélevé par l'État est de 20 %. En investissant aux Pays-Bas, le Belge touche trois fois plus.

Selon la presse flamande, des milliards de francs belges franchissent ainsi la frontière dans des valises et dans des sacs. Certaines banques du nord de la France suivraient l'exemple des néerlandaises, en offrant de « conditions particulières aux épargnants belges ».

PIERRE DE VOS.

(Publié)

PRONOSTICS BOURSIERS

Rubrique non conformiste Bourse et Vérités de 1972 à 1978 : plus de 75 % de réussites régulières

LE JOURNAL DU PARLEMENT (bi-mensuel)

106, rue de Richelieu, 75002 PARIS. — Tél. : 296-55-34

Abonnement annuel : 150 F. — D'essai : 120 F.

VILLARS Suisse

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 min. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arboré privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUE DE 6 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4%.

Directement du constructeur.

IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Cas postale 62 — CH-1984 VILLARS-sur-OLLON

Tél. 25/35 31 41 et 35 22 06

AFFAIRES LA SEMAINE FINANCIÈRE

LA BATAILLE POUR LE CONTROLE DE PARIS - FRANCE

LE PRINTEMPS JETTE L'ÉPONGE

Les dirigeants du Printemps S.A. ont annoncé, vendredi 9 novembre, qu'ils renonceraient à l'achat d'O.P.A. qu'ils avaient lancée sur les actions de la société Paris-France. Après avoir offert initialement 250 F par titre, puis 325 F pour s'assurer sur une contre-O.P.A. de Radar à 305 F, ils n'ont donc pas voulu faire monter une nouvelle fois le cours après que Radar ait offert 335 F le 6 novembre dernier. Le Printemps estime, en effet, qu'il est allé au prix maximum auquel cette opération était bénéfique pour son groupe sur un plan strictement économique. En clair, ses dirigeants ont jugé qu'il faudrait trop longtemps pour rentabiliser les sommes mises en jeu et que, à ce niveau d'enchères, les bénéfices retirés d'une amélioration de la gestion n'avaient plus de rapport avec les capitaux engagés. « Nous voulons garder la tête froide et réserver nos moyens financiers à d'autres investissements », qui, selon toutes probabilités, s'effectueront dans le domaine de la distribution.

Ainsi s'achève une bataille boursière qui opposait, depuis le 10 septembre dernier, le Printemps S.A. et un groupe formé par la famille Gompel et ses alliés (Radar, le Crédit commercial de France, l'U.A.P.), pour le contrôle de la société Paris-France (cinquante-sept magasins d'une complémentarité géographique évidente et, du moins le croyait-on, d'une certaine vulnérabilité au plan du contrôle du capital. Car la résistance opposée par les actionnaires minoritaires de Paris-France (40 % du capital) a constitué une surprise qui a finalement amené les dirigeants du Printemps à prendre la décision que l'on sait.

Au-delà des questions de technique boursière, pour cette affaire (voir page 7) Radar et ses amis — vont maintenant devoir « digérer » le rachat d'un pourcentage appréciable du capital de Paris-France à un prix élevé et investir dans une société actuellement déficitaire, et dont la gestion devra être soigneusement revue.

Le regain d'intérêt spéculatif porté à l'or, en corrélation avec l'évolution de la situation en Iran, s'est finalement peu répercuté sur les cours de l'argent qui restent, en fin de semaine, pratiquement à leur niveau précédent.

ÉNERGIE

UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE EXPLOITANT UNE CENTRALE NUCLÉAIRE EST CONDAMNÉE À 450 000 DOLLARS D'AMENDE

Une amende de 450 000 dollars (1,9 million de francs) a été infligée, le 9 novembre, par la Commission de réglementation nucléaire (N.R.C.), à la compagnie Consumers Power.

La société, qui exploite une centrale dans le Michigan, avait laissé ouvertes, durant dix-huit mois, deux vannes de sécurité, ce qui aurait entraîné, en cas d'accident, la diffusion de gaz contaminés dans l'atmosphère. C'est la plus forte amende jamais infligée par la N.R.C. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ - INDOCHINE

Compte tenu de la nouvelle hausse des taux de l'argent sur le marché monétaire, la Banque Indochine a décidé de porter son taux de base de 11,05 % à 12,10 % à partir du lundi 12 novembre.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Remontée de la livre — Nouvelle baisse du yen

La semaine a été relativement agitée sur les marchés des changes, où le rebondissement de la crise iranienne et les rumeurs relatives à un éventuel embargo pétrolier à l'encontre des États-Unis ont quelque peu secoué le DOLLAR et le YEN JAPONAIS, tandis que le LIVRE STERLING, considérée désormais comme une « pétro-monnaie », s'en trouvait confortée d'autant. Quant à l'or, la même crise iranienne a provoqué une remontée des cours, tempérée en fin de semaine.

Un peu déprimé en début de semaine par les mouvements de taux intervenus en Europe et au Japon, qui rendent le niveau des taux américains moins attractifs, le dollar fléchissait assez nettement mercredi sur des informations contradictoires touchant les exportations iraniennes de pétrole en Haïti, avec l'annonce de l'ambassade des États-Unis. Mais, dès le lendemain, ce fléchissement était stoppé net, grâce aux interventions des banques centrales, assez modérées somme toute, et aux démentis quant à un embargo iranien sur les livraisons de pétrole à destination des États-Unis. Le yen japonais, quant à lui, a subi une note caline, la monnaie américaine n'ayant cédé que peu de terrain d'un vendredi à l'autre.

Il n'est pas étonné de même, en revanche, pour le YEN JAPONAIS, de voir le mouvement de baisse s'être poursuivi à vive allure en dépit des interventions massives de la Banque du Japon. À la veille du week-end, il a le signe de la baisse, le dollar, au lieu de 233 yens huit jours auparavant. C'est le gonflement de la facture pétrolière qui déprime la monnaie nipponne, étant que le nouveau gouvernement

sort affaibli des élections. Rien ne pourra empêcher la baisse du yen dans les prochains mois, estiment de nombreux observateurs, qui voient rapidement le DOLLAR atteindre 250 yens.

Le LIVRE STERLING, après avoir fléchi en début de semaine, a vivement remonté des qu'une menace sur les livraisons de pétrole s'est profilée. L'argent qui représente le pétrole de la mer du Nord prend une importance chaque jour plus grande, et les opérateurs ne manquent pas de s'en souvenir opportunément : ainsi,

maître, on a annoncé que le prix du brut de ladite mer du Nord dépassait le barème de l'OPEP. Sur le marché de l'or, le cours de l'once d'or, qui était redevenu à un peu en dessous de 350 dollars, a subi l'effet de la vente surprise du Trésor américain, a bondi à 395 dollars sous l'effet de la crise iranienne, pour fléchir légèrement à un peu en dessous de 350 dollars. À l'adjudication du Fonds monétaire (444 000 onces), effectuée à un prix de 393,55 dollars l'once, la demande a été forte.

F.R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.R.L.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Libre
Libre...	—	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	—	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	—	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	—	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	—	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	—	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Libre...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Mark...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Mark...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Franc...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735.43
Franc...	2.0386	2.0905	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	2.0386	1.711.83
Libre...	2.0905	2.0386	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	2.0905	1.735

Bourses étrangères

NEW-YORK
La baisse reprend

Interrompue à la veille du précédent week-end, la baisse des cours a repris cette semaine à Wall Street et l'indice des valeurs industrielles a enregistré un moment en-dessous de la barre des 100, pour la première fois depuis décembre 1978. Vendredi, toutefois, une reprise s'est produite qui a permis au marché de regagner un peu de terrain.

Les mauvaises nouvelles, il est vrai, n'ont pas manqué et avec les développements de l'affaire Iranienne et la nouvelle hausse des taux d'intérêt (voir ci-contre), les investisseurs ont procédé à de nouveaux alignements de leurs positions. Finalement, l'annonce faite à Téhéran que les livraisons de pétrole seraient réduites de 5 % pour le quatrième trimestre a provoqué un soulèvement général, beaucoup ayant redouté un embargo total. La contraction de la masse monétaire a également contribué à rassurer un peu les investisseurs.

Indice des valeurs industrielles du 9 novembre : 98,46 (contre 101,94). L'activité hebdomadaire a porté sur 125,59 millions d'actions contre 128,94 millions.

Cours	Cours
2 nov.	9 nov.
Alcoa	51 5/8
A.T.T.	53 1/2
Boeing	42 1/8
Chase Man. Bank	32 1/4
Gen. Elec.	39 1/2
General Motors	40 1/8
IBM	48 3/4
International Harb.	34 3/4
Johnson & Johnson	35 1/2
Kimberly-Clark	32 1/2
McDonald's	36 1/2
Merck & Co.	38 1/2
Procter & Gamble	37 1/2
Rockwell	31 1/2
Schlumberger	38 1/2
Union Carbide	31 1/2
Westinghouse	38 1/2
Xerox Corp.	38 1/2

LONDRES

Nouveau coup de tabac

Le marché a été, une fois encore, durement éprouvé et, malgré un redressement de dernière heure, les valeurs ont continué à baisser. Les investisseurs ont été touchés à leur plus bas niveau depuis le printemps 1977. La crainte d'un relèvement des taux d'intérêt a pesé sur les valeurs d'entreprise et les investisseurs ont cherché à se protéger en achetant des obligations d'Etat.

La vente par l'Etat d'une partie de ses intérêts dans le capital de B.P. a été couronnée de succès et, vendredi, les titres de cette entreprise ont été cotés une minute seulement après leur ouverture, malgré la chute de l'action en-dessous du prix d'offre (35 pence). Cette vente rapportera 250 millions de livres à Trésor.

Indice « F.T. » du 9 novembre : 101,94 (contre 101,94). L'activité hebdomadaire a porté sur 125,59 millions d'actions contre 128,94 millions.

TOKYO

Reprise en fin de semaine. Placé sous le signe du pétrole, le marché a d'abord rapidement baissé dans la crainte d'un embargo total des livraisons iraniennes, puis s'est ensuite redressé après le démenti de Téhéran. Toutes les pertes initiales n'ont pu toutefois être effacées. L'action Honda a fortement monté après que la société ait annoncé la production d'un nouveau modèle de voiture.

Indice des valeurs du 9 novembre : 101,94 (contre 101,94). L'activité hebdomadaire a porté sur 125,59 millions d'actions contre 128,94 millions.

Matériel électrique, services

publics

Pour le premier semestre, les Signaux électriques annoncent un bénéfice de 6,17 millions de francs, contre un déficit de 1,37 millions.

5,55 millions au 30 juin 1978, qui s'expliquent par la constatation d'une provision pour risque, liée à la dissolution d'Alcan.

Épidémie

C'est une véritable épidémie : après Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, le groupe de la Défense a été touché à son tour. Le 11 novembre, la Défense a annoncé un déficit de 1,37 millions de francs pour le premier semestre 1979, contre un bénéfice de 6,17 millions de francs pour le premier semestre 1978.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 5 AU 9 NOVEMBRE 1979

Un équilibre précaire

D'IA affaibli par le dur combat mené récemment, la Bourse de Paris a bien failli, cette semaine, subir une nouvelle attaque. Mais, renforcée « in extremis » par la brusque envolée des pétroles, elle s'est un peu ressaisie, parvenant même à reconquérir quelques positions abandonnées au départ.

Commencée sous le signe de l'affaire Boulin, mais aussi sous celui de la nouvelle affaire Iranienne, cette semaine ne promettait pas d'être bonne. De fait un mouvement de baisse s'amorçait dès lundi, favorisé, il est vrai, par le manque d'affaires. Mais avec le retour progressif de la clientèle, ce mouvement allait s'amplifier au fil des jours pour dépasser 1 % mercredi sur la pression des ventes, britanniques en particulier. Pour colmater les nouvelles brèches et éviter que d'autres ne s'ouvrent, les « généraux » ont dû intervenir pour maintenir l'équilibre. Un équilibre très précaire au demeurant, qui ne laissait pas augurer très favorablement la suite des événements. Cependant, contre toute attente, la séance de vendredi fut assez bonne. Mais tout le mérite en revient aux pétroles, qui se mirent soudain à « bouillir » (Elf-Aquitaine, Française des Pétroles, Esso, Française BP) sur la rumeur, démentie quelques heures plus tard, d'une découverte de gaz en mer d'Irlande. Du coup, de nombreuses valeurs passablement malmenées ressentirent la contagion, et à la clôture l'indice cédait instantanément à une hausse légèrement supérieure à 1 %. D'un vendredi à l'autre, le marché n'en a quand même pas moins baissé de 2,6 %.

C'est encore beaucoup. Mais rien, il est vrai, n'a encore été épargné à la Bourse. A l'affaire Boulin encore toute chaude, s'est ajoutée la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, dont nul ne sait comment elle évoluera. Qui plus est : la « guerre des taux », qui faisait déjà rage, a connu de nouveaux développements. Avec d'abord, aux Etats-Unis, la hausse du « prime rate » à 15,5 %, puis, en France, presque dans la foulée, le franchissement de la barre des 12 % par le taux de l'argent au jour le jour et, enfin, le relèvement, en dernière minute, des taux de base bancaires à 11,5 %.

Ceci expliquant cela, un profond malaise a régné tout au long de la semaine autour de la corbeille et, malgré les optimistes, quand rien pourtant ne justifiait vraiment l'euphorie boursière, les professionnels broyaient littéralement du noir. Certains allaient même jusqu'à affirmer qu'une baisse sensible était encore nécessaire pour assainir complètement le marché. En tout cas, la Bourse n'a pu être pas encore fin de souffrir maintenant que les fragiles espoirs soulevés vendredi par la perspective d'une découverte pétrolière en mer d'Irlande sont déjà évanouis. Espoirs qui, cependant, avaient même fait passer la pilule d'un renchérissement supplémentaire des taux, dont le goût pourrait bientôt se révéler assez amer.

Une indication peut-être en ces temps troublés, donnée par les experts de la banque Rothschild aux investisseurs étrangers : « Nous restons optimistes à moyen terme mais nous préférons attendre une éclaircie avant de vous inciter à acheter sur le marché français. »

ANDRÉ DESSOT.

Produits chimiques

Le groupe pharmaceutique Parcé, filiale à 58,8 % de la SANOFI (Eli Lilly), annonce pour le premier semestre

9 nov.	Diff.
C.M. Industries	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252
Lab. Pasteur	252

un bénéfice net consolidé de 33,61 millions de francs sur 38,9 % par rapport au résultat dégagé en 1978 à pareille époque.

A VENDRE : DYNAMITE

Le groupe Nobel-Borel va mettre en vente ses intérêts dans les explosifs, probablement à la société belge P.R.B., son partenaire à 40 % dans la filiale Nobel-Borel.

Le bénéfice d'exploitation de Sogepap pour l'exercice clos le 30 septembre 1979 s'élève à 37,1 millions de francs contre 34,7 millions de francs, et le bénéfice net à 35,7 millions de francs contre 28,3 millions de francs. Le dividende est fixé à 10,80 F.

Le SANOFI a également publié ses résultats consolidés au 30 juin. Mais ils sont assez décevants avec un bénéfice net consolidé de 61,8 millions de francs contre 89,9 millions.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Nbre de titres	Val. en (F)
Rhône-Poulenc	539 500
Elf-Aquitaine	36 630
C.F.P.	134 628
Matra	945
Radax	45 700
Norsk Hydro	38 125

RHÔNE-POULENC SE JETTE A L'EAU

Rhône-Poulenc confirme sa décision de procéder à l'augmentation prévue de son capital (« le Monde » des 14-15 octobre), actuellement fixé à 1 294,85 millions de francs. L'opération doit intervenir le 15 novembre prochain et portera sur un montant global de 472,5 millions de francs par émission de 125 F (1 pour 5), créées, jouissance du 1er janvier 1980.

En annonçant, début octobre, son intention de faire appel aux actionnaires du groupe pour la première fois depuis quinze ans, M. Jean Gando, son nouveau P-D.G., avait, en homme prudent, posé une condition au lancement de cette opération : « Si l'état de la Bourse le permet », avait-il déclaré. Or, depuis, la situation du marché financier s'est singulièrement dégradée. Rhône-Poulenc et ses banquiers se jettent donc quand même à l'eau. Le risque, toutefois, est calculé. Rhône-Poulenc possède de solides atouts dans son jeu.

D'abord, la situation du groupe, devenue alarmante voici trois ans, s'est considérablement améliorée sous l'effet du traitement de choc appliqué par le « docteur » Gando, au point que ce dernier déclarait récemment : « Rhône-Poulenc est guéri ». Ensuite, les actionnaires peuvent déjà compter pour 1979 sur un dividende qui doit être « fortement » supérieur au montant global de 10,50 F pour 1978, et le prix d'offre des actions nouvelles se situe nettement en-dessous des cours de Bourse.

Enfin, la centralité de la position de Rhône-Poulenc, bénéficiant depuis quelque temps au Palais Brongniart, ne semble pas avoir été vainement exhumée après le passage de la tourmente. La forte résistance de l'action en témoigne. A moins qu'elle ne soit due, comme de méchantes langues le prétendent autour de la corbeille, au vigoureux soutien apporté par des groupes financiers amis de Rhône-Poulenc qui, malgré les promesses assez décevantes formulées par certains professionnels, permettraient sans doute au numéro 1 français de la chimie de réessayer son opération. — A. D.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

Une série d'emprunts est lancée actuellement. C.A.E.L. a lancé 10 millions de francs à 11,70 % ; P.T.T. (900 millions de francs à 11,72 % annuel) ; Banque hypothécaire européenne (250 millions de francs à 11,95 % annuel) ; Crédit coopératif (200 millions de francs à 11,70 %) et Groupement des banques privées (222 millions de francs à 11,70 %).

Banques, assurances

sociétés d'investissement

Les revenus d'OPFI-Paribas s'élèvent à 69,55 millions de francs en 1978-1979, contre 63,3 millions de francs. Le dividende global est porté de 10,15 F à 10,95 F. Le gouvernement britannique, dans le cadre de son programme de désinvestissement, a vendu sa participation historique dans le capital de la Financière de Suède, ramené de 44 % en 1976, à 7,1 % actuellement ; les acheteurs ont été un certain nombre d'investisseurs institutionnels français et britanniques.

Questions sur une O.P.A.

En jetant l'éponge sur la semaine de Radar sur les actions Paris-France au cours de 335 F (voir d'autre part), les dirigeants du groupe Printemps ont laissé les actionnaires de la société contrainte face à un dilemme : faut-il garder ses titres pour les présenter à la contre-O.P.A. ou les vendre tout de suite sur le marché ? Radar, en le cas, s'est réservé la faculté d'acquiescer tout ou partie des titres Paris-France offerts au titre de 51 % du capital, ce qui veut dire que les quantités de titres présentées au marché peuvent être réduites. Ne sachant pas dans quelle proportion cette réduction serait éventuellement opérée, ni surtout quelle quantité de leurs propres titres les investisseurs de l'O.P.A. se présenteraient à eux-mêmes, certains actionnaires ont vendu, vendredi 9 novembre, mais aussi jeudi 8 novembre, de sorte que le cours de l'action Paris-France est revenu de 335 F à 295 F puis à 255 F.

F.Z.

صك: ا من الاصل

صباحنا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-3. ASIE

— LA GUERRE AU CAMBODGE ET LE SORT DES RÉFUGIÉS : la résistance au régime de Phnom Penh est très divisée ; POINT DE VUE : « Une action internationale contre la faim », par Maria Antonietta Macchiocchi.

3. PROCHE-ORIENT

4. AFRIQUE

— LE CONFLIT DU SAHARA : le Polisario revendique la destruction de deux stations de transport de phosphates.

4. EUROPE

POLITIQUE

5. Les suites du décès de Robert Boulin.
6. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
7. Les obsèques de Mme de Gaulle.
8. Le P.F.N. présente ses propositions pour « une nouvelle droite politique ».

SOCIÉTÉ

8. L'affaire du Pull-Over rouge.
9. A la demande de Bruxelles, les occupants de l'ambassade de Belgique ont été expulsés.
10. SCIENCES : « L'ère de la biologie triomphante » (II), par Xavier Weeger.
11. RELIGION
12. DÉFENSE

CULTURE

10. DANSE : Trisha Brown ; Roméo et Juliette à Lyon.
11. CINÉMA : Un enfant attend, de John Cassavetes.
12. THÉÂTRE : On ne badine pas avec l'amour.

INFORMATIONS « SERVICES »

13. Les urgences du dimanche.

ÉQUIPEMENT

14. Aménagement du territoire.

ECONOMIE

15. SOCIAL : la C.F.D.T. formule de nouvelles propositions en vue de négociations sur la durée du travail.
16. ÉTRANGER : la conjoncture américaine.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (12)
Carnet (14) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13) ; Programme spectacles (11-12).

Le numéro du « Monde » daté 10 novembre 1979 a été tiré à 582 401 exemplaires.

LE MONDE diplomatique

Numéro de novembre
Réseaux télématiques
et banques d'informations

LA GUERRE DES DONNÉES

LA FIÈVRE DE L'OR ET LA MALADIE DU CAPITALISME

(par Christian Goux)

Le numéro : 7 F
5, rue de Valenciennes
75017 Paris Cedex 09
Publication mensuelle
du « Monde »
(En vente partout)

A B C D E F G

AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Six ministres sont battus au Kenya

Six ministres, soit presque la moitié du cabinet formé par l'ancien président Jomo Kenyatta, ont été battus aux élections législatives qui se sont déroulées le dimanche 4 novembre au Kenya. Seul, parmi la moitié des résultats, étaient connus ce samedi en fin de matinée. Plusieurs ministres adjoints et le président national du parti unique, le KANU, M. Isaac Odingo, ont également été battus. La défaite de M. Odingo, qui était aussi ministre de l'énergie et des communications, constitue un revers important pour le président Arap Moi.

Le ministre a en effet été battu dans la région de la tribu Luo, dans l'ouest du pays, par un homme d'affaires, M. Othman Ambari, partisan de l'ancien président Oginga Odingo. M. Odingo, qui avait formé en 1969 l'Union populaire du Kenya et rompu ainsi avec le parti unique, le KANU, et quatre de ses alliés avaient été éliminés de la présidence (le dimanche 11 octobre). Parmi les battus figurent le beau-frère de Jomo Kenyatta et l'un de ses plus proches conseillers, M. Mburu Koinange, ministre des ressources naturelles.

Les autres ministres qui ont échoué à ces élections sont M.M. Nathan Munoko (travaux publics), James Nyamwaya (travail), Taita Towett (éducation) et Julius Kioko (ressources hydrauliques). Trois ministres ont été élus : M.M. James Gichuru (défense), Muriyua Walyaki (affaires étrangères), qui avait un siège difficile à défendre à Nairobi, et Robert Ouko (planification économique et affaires communautaires).

M. Njoroge Mungai, nouveau de l'ancien président Kenyatta, ancien ministre des affaires étrangères, a été réélu.

D'autre part, M. Philip Leakey, fils des anthropologues Louis et Mary Leakey, établi depuis plusieurs années d'années au Kenya, est devenu le premier Blanc élu à la Chambre des représentants depuis l'indépendance. Il est sorti vainqueur des élections de la circonscription Langata, un faubourg de Nairobi, avec une majorité de 800 voix. Dans le faubourg de Parklands, un avocat, M. Krishna Ganiama, est devenu de son côté le premier Indien élu au Parlement depuis 1959. — (A.F.P. Reuters).

L'armée israélienne réquisitionne 7 000 hectares en Cisjordanie pour faire des manœuvres

De notre correspondant

Jérusalem. — L'emprise israélienne sur les terres de Cisjordanie de cesse d'augmenter. Cette fois, il s'agit de réquisitions d'un genre particulier puisque l'armée a fait savoir aux autorités de la région de Jérusalem (notamment de la Cisjordanie) qu'elle allait procéder à la délimitation de près de 7 000 hectares de terre qui seront réservés à des « fins militaires ». L'opération est grave : il s'agit d'une zone en grande partie agricole, des champs cultivés, des plantations, des pâturages.

De source militaire, on prédit que ces territoires ne seront utilisés que durant certaines périodes pour des manœuvres. Mais les paysans n'en devront pas moins laisser une autorisation pour se rendre sur leurs terres et l'accès leur en sera interdit à certains moments. Ils craignent que par le biais de cette procédure, leurs droits ne soient de nouveau contestés par les autorités israéliennes, car dans un grand nombre de cas ils ne possèdent pas de titres de propriété en bonne et due forme, l'usage ayant toujours prédominé en Cisjordanie et le cadastre n'ayant été que partiellement établi.

En septembre, 1 500 hectares,

puls, en octobre, 120 hectares avaient été réquisitionnés par l'armée dans la région de Jérusalem pour les mêmes motifs. En réponse aux protestations, l'administration militaire affirme qu'il ne s'agit pas de confiscations et d'expropriations de terres, mais d'implantations de camps. Elle fait valoir qu'en raison de l'évacuation du Sinaï elle est obligée de prévoir de nouveaux terrains pour ses manœuvres. À ces arguments les habitants de Cisjordanie répondent qu'il existe suffisamment de zones désertiques disponibles pour des usages militaires dans les territoires occupés et dans le Néguev. Ainsi que le souligne le quotidien Haaretz, l'armée ne dispose-t-elle pas déjà d'environ 16 % de la superficie totale de la Cisjordanie ?

Il y a d'autre part la crainte que l'armée ne se serve de cette réquisition pour une mainmise très progressive et pour permettre un meilleur contrôle de la région. Dans les villages touchés par les nouvelles mesures, on redoute que celles-ci n'entraînent pour plus tard la création de colonies israéliennes comme cela s'est produit souvent dans le passé.

FRANCIS CORNU.

Aux États-Unis

FAUSSE ALERTE NUCLÉAIRE

Washington (A.F.P.). — Le nouveau fonctionnement d'un ordinateur est responsable d'une fausse alerte nucléaire déclenchée, le vendredi 9 novembre au cours de la matinée, dans toute l'Amérique du Nord, à l'indiquée, quelques heures plus tard, le Pentagone.

La « panne » s'est produite dans l'ordinateur du quartier général du commandement aérien de l'Amérique du Nord (N.A.A.D.C.) dans le Colorado. Une bande magnétique a fait apparaître par erreur une « attaque ennemie » sur les radars de défense. Les autres centres de défense se sont préparés à riposter. Mais tout est rentré dans l'ordre au bout de six minutes, à l'issue du département de la défense.

Durant ces six minutes, plusieurs bases ont fait décoller leurs chasseurs-bombardiers. Cela a été le cas, en particulier, des F-101 de la base de l'armée de l'air canadienne de Comox (Colombie britannique) et des F-4E des bases américaines de l'Oregon et du Michigan. Aucun bombardier stratégique B-52 n'a cependant pris l'air : leur utilisation dépend exclusivement du président Carter, et l'alerte s'est achevée avant que le chef de l'Etat ait été prévenu.

Le porte-parole du Pentagone a indiqué que d'autres alertes de ce genre avaient eu lieu par le passé, mais qu'elles n'avaient pas été rendues publiques.

● Fissures à la centrale de Dampierre-en-Burvy. Lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée vendredi 9 novembre à Orléans, le syndicat C.F.D.T. d'E.D.F. de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burvy a annoncé que le réacteur n° 1, prévu en principe pour le milieu de la semaine prochaine, soit retardé de plusieurs mois, afin que des contrôles soient effectués. La C.F.D.T. a indiqué que sur les trois branches du circuit primaire, il aurait été dénombré de nombreuses fissures du même type que celles découvertes à Gravelines et à Tricastin. Leur longueur serait comprise entre 18 et 21 millimètres, mais leur profondeur ignorée. — (Correspondant).

● Création d'une agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Une loi relative à la gestion des déchets radioactifs a été adoptée par le Parlement le 10 novembre. Elle crée une agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

A Belfort

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour soutenir les grévistes de l'usine Alstom

De notre correspondant

Belfort. — Une réunion de la commission de conciliation, entre la direction et les syndicats d'Alstom-Belfort, s'est tenue à nouveau samedi 10 novembre. Elle ne paraissait pas devoir apporter de résultats positifs dans la solution du conflit, qui dure depuis le 27 septembre. Ce même samedi, plusieurs milliers de personnes (quatre mille selon les services de police) ont défilé dans les rues de Belfort pour manifester leur solidarité avec les grévistes.

De son côté, le conseil municipal de Belfort s'est réuni en séance plénière vendredi 9 novembre dans l'attente du plus important de l'usine, à l'initiative du maire, le conseil municipal a décidé d'annuler les illuminations de rues prévues pour les fêtes de fin d'année et de verser les crédits de la direction du groupe (35 000 francs) aux grévistes.

Les élus communistes ont pour

leur part fait état d'une intervention de M. Georges Marchais auprès du nouveau ministre du travail, M. Mitterrand. La plupart des conseillers généraux (sept socialistes et un sans étiquette) se sont également rendus à l'usine et ont voté avec les élus municipaux une motion demandant à la direction du groupe de rouvrir des négociations. Les cadres C.G.C. ont eux aussi intervenus dans ce sens.

Les autres conflits

Près de Brest, les 250 salariés de la Société modulaire du Ponant, en grève depuis le 21 octobre pour obtenir une réduction des horaires de travail, ont décidé d'occuper l'usine. A la Compagnie française de l'éclairage, à Annecy (135 salariés), la C.G.T. a déclenché depuis le 5 novembre une grève limitée pour obtenir une prime de 300 F de rattrapage du salaire. Le tribunal se prononcera, le 12, sur les poursuites engagées par la direction pour entrave à la liberté du travail.

Ches Rhône-Poulenc, à Pont-de-Claix (Isère), une partie des 2 500 salariés est en grève depuis le 19 octobre, avec, pour objectif, une augmentation uniforme de 300 F et des treize-cinq heures. Une mission de conciliation a été confiée au directeur départemental du travail à Grenoble.

● L'usine Ducloux de Vergongion (Charente-Maritime), les négociations ouvertes le 9 novembre plénièrement. Sur 1 800 personnes, un tiers des salariés ont repris le travail (la moitié, selon la direction).

● La S.N.I.A.S. à Saint-Nazaire, un débrayage a eu lieu, le 9 novembre, pour protester contre des sanctions : mises à pied pendant quarante-huit heures de deux délégués et lettres d'avertissement à quarante-sept salariés. La direction les accuse d'avoir détourné des fiches mécanographiques de contrôle du travail. Les syndicats réclament des négociations sur le « boni » et la reprise de l'embauche.

● Le Conseil national du patronat français s'inquiète de l'augmentation rapide du montant de la taxe professionnelle (30 % en 1979), demandant un plafonnement de cette taxe et, à terme, sa suppression. La taxe professionnelle atteindra 32,5 milliards de francs en 1979 contre 17,1 milliards pour la patente en 1978. Comme cette taxe est assise sur les salaires et sur le montant des immobilisations, les patrons de la S.N.P.F. qu'elle pénalise l'emploi et l'investissement.

Un enterrement à Clichy

C'est de l'institut médico-légal, qual de la Rapée à Paris, qu'est parti, vendredi à 9 h. 30, le convoi mortuaire de Jacques Mesrine, portant de fausses initiales, pour se diriger vers Clichy. Devant l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Marie, les badauds attendaient la fin de la cérémonie religieuse à laquelle Mesrine se trouvait. Le jugement final ne nous appartient pas, il n'appartient qu'à Dieu. Souvenons-nous-en, a rappelé le curé au cours de son sermon.

Dans la foule, à l'extérieur — les portes de l'église ayant été fermées à cause de l'affluence, — quelques remarques fusaient : « Faire tant d'honneur à un tueur ! », « C'est comme un grand enterrement, les grandes orgues, le registre sous le porche. Il a dû s'offrir la cérémonie avec l'argent qu'il a volé ». « Quand on pense au pauvre vieux qu'il aurait pu être si son fils n'avait pas accordé la rançon ».

Un enterrement pas tout à fait comme les autres, car tous les présents n'étaient pas venus pour se recueillir. Un peu de supériorité qu'on puisse « enterrement chrétien d'un homme pareil », mais pas vraiment d'antipathie à l'égard de ceux qui

rendaient un dernier hommage à Jacques Mesrine parce qu'ils avaient éprouvé pour lui des sentiments. Ils étaient presque tous là : la mère de Jacques Mesrine, sa fille Sabrina, deux de ses fils, Jeanne Schneider, qui fut sa compagne, des femmes seules, des amis, l'ancienne avocate Mme Christiane Gilletti, qui fut quelques semaines après l'évasion de son client... Puis ils ont suivi Mesrine jusqu'à sa tombe au cimetière nord de Clichy, en se serrant pour faire place aux curieux. Empreintes d'une tristesse contenue comme lorsque on s'est depuis longtemps préparé au pire. Il y a huit jours, les policiers abattaient l'ennemi public numéro un. Il ne restait de lui en cette journée que ces témoignages d'affection.

Quelques foudrards avec chaînes et bousins avaient tenu à apporter leur gerbe. La bande du Rex — un bar de la porte de Saint-Ouen. « A notre papa », pouvait-on lire sur une couronne. « Pour un homme avec respect », avait-on écrit sur une autre, plus grande et plus belle que toutes. Enfin, une rose rouge et une carte blanche sans un mot.

CHRISTIAN COLOMBANI.

agenda
mignon

ce qu'il faut
de distinction